

WINFARM
Société anonyme au capital de 2.001.695 €
Siège social : Zone Industrielle de Très Le Bois - 22600 Loudéac
R.C.S. Saint Brieuc 492 656 640

RAPPORT ANNUEL SUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

**RAPPORT DE GESTION
COMPRENANT LE RAPPORT DE GESTION DU GROUPE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte pour vous rendre compte de l'activité de WINFARM (ci-après la « **Société** ») et du groupe qu'elle constitue avec ses filiales et ses sous filiales, les sociétés VITAL CONCEPT, ALPHATECH, GERMAFERM, ALGAVI, AGRI-TECH'SERVICE, TECHAGRO, BEL ORIENT, SEEDEVOL, BTN DE HAAS et PAVETI, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Il vous sera également présenté les résultats de cette activité et les perspectives d'avenir, et il vous sera demandé d'approuver les comptes annuels et les comptes consolidés du groupe constitué par la Société, ses filiales et ses sous filiales au cours dudit exercice. L'ensemble constitué par la Société, ses filiales et ses sous filiales est dénommé ci-après le « **Groupe** ».

Le présent rapport a notamment pour objet de vous présenter la situation de notre Société et celle de notre Groupe.

CHAPITRE 1 - ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES ET EVOLUTION DES AFFAIRES AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024	6
1.1 PRESENTATION GENERALE DE L'ACTIVITE ET HISTORIQUE DU GROUPE	6
1.2 SITUATION DE L'ACTIVITE ET ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES	8
1.2.1 AGROFOURNITURE	8
1.2.2 CONCEPTION ET FABRICATION DE SOLUTIONS INNOVANTES EN AGROPRODUCTION	10
1.2.3 ACTIVITE DE CONSEIL EN PRODUCTIONS VEGETALES (AGRO CONSEIL)	11
1.2.4 L'EXPLOITATION AGRICOLE PILOTE DE BEL ORIENT	11
1.3 RESULTATS DE L'ACTIVITE DU GROUPE ET DE LA SOCIETE	12
1.3.1 CHIFFRE D'AFFAIRES DES PRINCIPALES ACTIVITES	12
1.3.2 RESULTATS FINANCIERS DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	14
1.3.3 RESULTATS FINANCIERS ANNUELS DE LA SOCIETE ET PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT	17
1.4 DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT	17
1.5 ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	17
1.6 ACTIVITES POLLUANTES OU A RISQUE D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL	17
1.7 PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE ET GESTION DES RISQUES	18
1.7.1 RISQUES STRATEGIQUES	18
1.7.2 RISQUE LIE A L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL	19
1.7.3 RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT EXTERNE	20
1.7.4 RISQUE LIE A UNE PERTURBATION D'ACTIVITE	22
1.7.5 RISQUES OPERATIONNELS	24
1.7.6 RISQUES FINANCIERS	26
1.8 EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE ET LA DATE D'ETABLISSEMENT DU RAPPORT	27
1.9 ÉVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR	27
CHAPITRE 2 - FILIALES ET PARTICIPATIONS	29
2.1 ACTIVITES DES FILIALES DE LA SOCIETE	29
2.2 PRISE DE PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES DANS DES SOCIETES AYANT LEUR SIEGE SOCIAL EN FRANCE OU PRISE DU CONTROLE DE TELLES SOCIETES	33
2.3 ALIENATION D'ACTIONS INTERVENUES A L'EFFET DE REGULARISER LES PARTICIPATIONS CROISEES	33
2.4 PRET INTERENTREPRISES	33
2.5 ETAT DES PARTICIPATIONS DES SALARIES AU CAPITAL AU 31 DECEMBRE 2024	33
CHAPITRE 3 - INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT	33
CHAPITRE 4 - MONTANT DES DIVIDENDES DISTRIBUES AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES	35

CHAPITRE 5 -	TABEAU DES RESULTATS AU COURS DES CINQ DERNIERS	
EXERCICES	35	
CHAPITRE 6 -	REPARTITION DU CAPITAL ET ACTIONS D'AUTOCONTROLE	35
6.1	REPARTITION DU CAPITAL	35
6.2	ACTIONS D'AUTOCONTROLE	36
6.3	FRANCHISSEMENT DE SEUILS	37
6.3.1	FRANCHISSEMENT DE SEUILS LEGAUX	37
6.3.2	FRANCHISSEMENT DE SEUILS STATUTAIRES	37
6.4	CAPITAL POTENTIEL.....	37
6.5	ACQUISITION PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS – DESCRIPTIF DU PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS	37
CHAPITRE 7 -	RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	41
7.1	COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	41
7.2	ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU COURS DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2024.....	43
7.3	REUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	45
7.4	COMPOSITION DE LA DIRECTION GENERALE.....	46
7.5	PRINCIPAUX MANDATS ET FONCTIONS EXERCEES PAR LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION GENERALE EN DEHORS DE LA SOCIETE	46
7.6	COMITES SPECIALISES	49
7.7	ADOPTION DU CODE MIDDLENEXT	50
7.8	REMUNERATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	51
7.9	DELEGATIONS ET AUTORISATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL EN COURS DE VALIDITE.....	52
CHAPITRE 8 -	OPERATIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS SUR LEURS	
TITRES	58	
CHAPITRE 9 -	CONVENTIONS REGLEMENTEES ET TRANSACTIONS AVEC DES	
PARTIES LIEES	58	
9.1	NOUVELLES CONVENTIONS REGLEMENTEES CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2024.....	58
9.2	NOUVELLES CONVENTIONS REGLEMENTEES CONCLUES DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2024	58
9.3	CONVENTIONS REGLEMENTEES APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS, MAIS DONT LES EFFETS SE SONT POURSUIVIS AU COURS DE L'EXERCICE 2024.....	58
9.4	CAUTIONS, AVALS ET GARANTIES DONNES PAR LA SOCIETE A DES TIERS	58
9.5	CONVENTIONS CONCLUE ENTRE UN MANDATAIRE SOCIAL OU UN ACTIONNAIRE DETENANT PLUS DE 10% DES DROITS DE VOTE DE LA SOCIETE ET UNE FILIALE, HORS CONVENTIONS COURANTES	58
9.6	TRANSACTIONS CONCLUES AVEC DES PARTIES LIEES	58
CHAPITRE 10 -	RESPONSABILITE SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE DE LA	
SOCIETE	59	

1.1 PRESENTATION GENERALE DE L'ACTIVITE ET HISTORIQUE DU GROUPE

Le Groupe a été fondé au début des années 90 sous le nom « ETI Group » par Patrice ETIENNE, avec l'objectif d'apporter du conseil et une réflexion sur les pratiques mises en œuvre par les agriculteurs et les éleveurs. Le Groupe s'est progressivement structuré au fil des années pour devenir le premier acteur français indépendant proposant un ensemble intégré de prestations de conseil, de services, et de fournitures de matériels et de solutions au monde agricole et à l'élevage. Le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires 2024 de 138.0 millions d'euros globalement stable (+0,33%) par rapport à l'exercice précédent.

Au sein de WINFARM, VITAL CONCEPT est la marque spécialiste de la vente à distance d'agrofournitures à destination du marché de la polyculture-élevage. En 2005 puis 2013, elle s'est élargie à d'autres segments de marché en développant une offre spécifique successivement aux acteurs du monde équestre et aux paysagistes / espaces verts.

Cette activité de distribution à valeur ajoutée diffère fortement des places de marché traditionnelles ou électroniques. Le Groupe sélectionne avec soin les produits qui sont vendus à ses clients. Testés en conditions réelles dans sa ferme pilote, les produits sont retenus pour leurs qualités et leur efficacité. De plus, de nombreux produits commercialisés sont exclusifs : 2/3 du chiffre d'affaires est réalisé à marque propre VITAL CONCEPT dont la moitié par des produits propriétaires (développés en interne). Le deuxième atout de la plateforme tient à la logistique intégrée. VITAL CONCEPT compte aujourd'hui près de 46 000 clients actifs, dont près de 34 000 agriculteurs ou éleveurs, environ 10 000 clients dans le domaine équestre, et près de 2 000 paysagistes ou collectivités. Ces clients sont livrés grâce à un maillage géographique de plateformes et à une flotte de camions dédiée. Outre la maîtrise de ce maillon aval essentiel, cette intégration permet d'apporter un niveau de service différenciant au client de la prise de commande (avec un centre de relation client interne) jusqu'à la livraison (rapidité, livraison sur site par un véhicule de la marque et un chauffeur salarié du Groupe).

En 2004, le Groupe fait l'acquisition d'ALPHATECH, société qui propose des solutions innovantes de nutrition, de santé et d'hygiène animale. Répondant aux enjeux actuels de bien-être animal, de nouvelle donne alimentaire et plus globalement de la nouvelle agriculture, cette activité est devenue le deuxième pilier d'activité du Groupe. Fabricant historique de compléments alimentaires pour l'élevage, la société a fait évoluer son offre grâce à des efforts R&D importants vers des gammes de compléments « santé » permettant de réduire la quantité de médicaments vétérinaires et d'améliorer les performances des élevages.

Tous les produits mis sur le marché sont de conception propre à l'entreprise et fabriqués quasi exclusivement (95%) dans l'usine du Groupe (suite aux investissements réalisés en 2023, l'intégralité de la production est désormais faite à Plaintel sur le site historique et non plus sur deux sites distincts). Au total, 7 975 tonnes d'asséchants pour l'hygiène ainsi que 785 000 kg de poudres et 2 521 000 litres en nutrition animale ont été vendus en 2024.

L'activité historique de conseil demeure présente au sein du Groupe au travers de la filiale AGRI-TECH'SERVICE. Reposant sur le principe clair de séparation entre les activités de vente et de conseil, cette filiale a anticipé les exigences actuelles de la réglementation. Ce marché a en effet longtemps été dominé par le modèle « tout-en-un » des acteurs coopératifs né de l'après-guerre. L'abandon progressif de l'impératif productiviste a permis à des acteurs spécialistes d'émerger comme WINFARM. Parmi ces sociétés de conseil, AGRI-TECH'SERVICE se différencie néanmoins par une double caractéristique qui tient à la fois à son indépendance et sa parfaite intégration au monde agricole en raison de son appartenance à un groupe qui dispose d'une ferme expérimentale et qui adresse largement le monde agricole depuis 30 ans.

L'une des entités, « BEL-ORIENT » porte un projet innovant : en 2017 le Groupe a fait l'acquisition d'une exploitation agricole et l'a transformée en ferme expérimentale permettant de tester et de valider les innovations du Groupe et de dispenser de la formation.

Le Groupe a développé pendant deux ans un projet de transformation de produits laitiers. Faisant le constat que la filière laitière est peu structurée à l'exception des débouchés industriels, BEL ORIENT a toujours envisagé de valoriser le circuit court à l'échelle de l'exploitant et de créer une marque et un réseau de franchise dédié. Ayant mis au point des méthodes innovantes permettant de produire un lait de haute qualité nutritionnelle, le Groupe a souhaité proposer aux éleveurs un ensemble d'outils et des services leur permettant d'aller jusqu'à la transformation de produits laitiers de qualité en vue d'un meilleur partage de la valeur ajoutée au sein de la filière laitière.

Le projet, porté par les enfants de Patrice ETIENNE, repose sur la création d'un réseau de « Superlaitiers ». En Avril 2024, la première unité de transformation a été inaugurée à Rohan dans le Morbihan en face de la ferme pilote. La marque « Au Pré » est née. Reposant sur des valeurs fortes (bien-être animal, qualité nutritionnelle des produits, production local...), cette marque vise à conquérir des clients désireux de favoriser l'ancrage local et la traçabilité tout en dégustant des produits gourmands et généreux.

La prochaine étape visera à convaincre de nouveaux agriculteurs de rejoindre le collectif. Les exploitations visées comptent environ 150 vaches soit 1 000 tonnes de lait de production. Ce projet de réseau national regroupant ces éleveurs laitiers devrait ainsi bientôt voir le jour avec pour objectif de mailler le territoire national avec une marque nationale tout en distribuant en circuit court.

En juillet 2021, le Groupe a intégré une nouvelle entité, la société néerlandaise « BTN de Haas ». Cette acquisition constitue une nouvelle étape importante dans la stratégie de conquête européenne de WINFARM. En s'imposant comme un acteur majeur aux Pays-Bas, l'un des marchés incontournables dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage en Europe, WINFARM a pour ambition de devenir un acteur incontournable à l'international.

Grâce à cette acquisition, WINFARM, bénéficie d'un ancrage régional fort dans un pays du Nord de l'Europe. Le Groupe bénéficie également du portefeuille de produits de la société BTN de Haas, qui est marqué par une position forte sur le bétail et l'élevage (plus du tiers de son activité), ainsi que de l'outillage et des pièces d'usure, à destination des professionnels des espaces verts et de l'outdoor.

L'entreprise bénéficie d'un large catalogue de 8 000 références, adressant plus de 150 000 clients, professionnels du monde agricole et particuliers. L'apport d'une large gamme de produits Vital Concept dans le catalogue BTN a permis à la société de conquérir de nouvelles parts de marché. Aujourd'hui, plus de 10% du chiffre d'affaires de BTN est fait par des produits Vital Concept. La société SEEDEVOL, quant à elle, est un organisme de formation basé à Loudéac en Centre Bretagne.

Elle propose un large choix de formations à destination des professionnels de l'agriculture, du tertiaire et de l'industrie. Cette structure va également piloter toute la formation interne des salariés du Groupe en proposant des parcours d'intégrations innovants.

Enfin, VITAL CONCEPT a renforcé son activité « Paysages » et « Espaces Verts », par l'acquisition de 70% du capital des sociétés KABELIS et KABELIS Matériaux en août 2022 puis des 30% restants en Décembre 2023. KABELIS est spécialisée dans les engrais, semences et prestations de services à destination des collectivités, horticulture, golfs, terrains de sport ... Elle figure au premier rang des acteurs français du marché du paysage et de l'aménagement des espaces verts. Au cours de l'exercice 2024, les sociétés KABELIS et KABELIS MATERIAUX ont été fusionnées dans la société VITAL CONCEPT.

Avec ces acquisitions, VITAL CONCEPT renforce son activité sur le marché du paysage, l'un des deux relais de diversification du Groupe. L'intégration du groupe KABELIS devrait permettre à VITAL CONCEPT de devenir le principal acteur sur l'activité « paysage » en Bretagne, Normandie et Pays-de-Loire.

1.2 SITUATION DE L'ACTIVITE ET ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES

Les principales activités de WINFARM au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 sont détaillées ci-après :

1.2.1 AGROFOURNITURE

Au sein du Groupe, VITAL CONCEPT est la marque spécialiste de la vente à distance d'agrofournitures à destination du marché de la polyculture-élevage. Elle s'est diversifiée depuis plusieurs années vers le marché équin et vers les professionnels des espaces verts.

En 2024, le chiffre d'affaires de l'activité Agrofourniture est de 121,7M€ contre 125,2M€ l'année précédente, soit une baisse de 2,8%.

VITAL CONCEPT compte aujourd'hui près de 46 000 clients actifs, dont près de 34 000 agriculteurs ou éleveurs, environ 10 000 clients dans le domaine équestre, et près de 2 000 paysagistes ou collectivités

L'entreprise compte 251 salariés dont près de la moitié est affectée à la logistique : tous les produits, soit plus de 17 000 articles différents, sont disponibles en stock à tout moment. Environ 45 personnes sont présentes à l'entrepôt pour la réception des produits et la préparation des commandes et près de 50 chauffeurs sont basés dans toute la France. Une équipe de 30 conseillers commerciaux (centre de relations clients) enregistrent les commandes et donnent des explications techniques et commerciales sur l'offre par téléphone.

Avec l'intégration de Kabelis, ce sont aujourd'hui plus de 30 commerciaux terrains qui sont présents à proximité des clients de la société pour prendre des commandes et créer de la valeur.

L'entreprise a ouvert un nouveau marché en 2007 en créant un spécialiste de la vente en ligne de l'alimentation et de l'équipement du cheval et du cavalier. Avec plus de 2 500 références répondant aux besoins des cavaliers et propriétaires de chevaux professionnels ou amateurs, Equidéos offre une gamme complète de produits dédiés au monde du cheval avec une recherche de rapport qualité prix optimisé.

Le marché d'Equidéos est très majoritairement orienté vers les professionnels du cheval qui réalisent 80% du chiffre d'affaires de ce marché en 2024 : principalement des entraîneurs, des éleveurs et des centres équestres et écuries de propriétaires. Le monde de l'élevage, de la course et des structures équestres sont des segments de marché en fort développement pour Equidéos.

Le marché équin a enregistré près de 13M€ de chiffre d'affaires en 2024 contre 12,6 M€ en 2023 soit une croissance de 3.4%. Ce marché représente 10.7% de l'activité Agrofourniture et un volume de 39 330 commandes. . Le panier moyen par commande est à 326 € par commande contre 350 € l'année précédente par la baisse des prix significative des produits de Nutrition.

Depuis 2013, un troisième marché a été ouvert en direction des professionnels des espaces verts : paysagistes, collectivités locales, camping, golfs, parcs et châteaux... Ce relais de croissance de l'activité Agrofourniture repose sur une gamme de 6 500 produits pour l'aménagement des espaces verts, clôtures, gazons, outillage, vêtements de travail, entretien du parc matériel...

À la suite de l'acquisition des sociétés KABELIS et KABELIS MATERIAUX en août 2022, qui ont été fusionnées en mai 2024 dans la société VITAL CONCEPT, le marché Paysage a enregistré près de 20M€ de chiffre d'affaires en 2024 contre 22M€ en 2023 soit un chiffre d'affaires en baisse de 5,9%. Ce marché représente désormais plus de 16 % de l'activité Agrofourniture et plus de 2 000 clients au total.

Le panier moyen par commande évolue à la hausse à 786 € contre 603 € l'année précédente. Cette évolution s'explique par l'élargissement de la gamme de produits et par les paniers plus importants des clients issus des sociétés KABELIS.

En raison de la diversité des marchés et segments de marchés adressés, mais aussi de la volonté de proposer une offre large à ses clients, le catalogue de produits comprenait près de 17 000 références divisées en 30 familles de produits et plus de 158 sous-familles fin 2024.

5 familles constituent le cœur de gamme de l'activité Agrofourniture

5 familles composées de plus de 2 200 références en 2024 (soit 13 % du total) représentent néanmoins le cœur de gamme soit environ 63 % du chiffre d'affaires de l'activité Agrofourniture en 2024 : la nutrition animale, l'hygiène animale, les semences, les fournitures de récoltes et les clôtures.

Le solde des 17 000 références est très ventilé en chiffre d'affaires, principalement sur une dizaine de familles représentant respectivement entre 0,2 et 3,9 % du chiffre d'affaires de l'activité (pièces d'usure, entretien de matériel, matériel de traite- allaitement, outillage d'atelier, soins des animaux, abreuvement, vêtements chaussants, ...).

Deux tiers du chiffre d'affaires est réalisé à partir de produits à marque VITAL CONCEPT.

Les deux tiers du chiffre d'affaires de l'activité sont réalisés par environ 2 000 produits commercialisés sous marque propre. En effet, l'entreprise dispose de plus d'une centaine de marques dont la plupart sont des marques déposées. Au sein des produits à marque, les produits propriétaires (développés en interne) pour lesquels VITAL CONCEPT dispose de la propriété des formulations, des moules de fabrication et des dessins industriels et des droits, soit au total 800 produits, représentent un tiers du chiffre d'affaires. Les fournisseurs des produits propriétaires sont localisés en France et en Belgique

Les produits en négoce représentent le dernier tiers du chiffre d'affaires et environ 14 200 références soit 83,5 % du total.

1.2.2 CONCEPTION ET FABRICATION DE SOLUTIONS INNOVANTES EN AGROPRODUCTION

Au travers de sa filiale ALPHATECH, le Groupe conçoit et fabrique des compléments alimentaires et des produits d'hygiène performants et durables pour les animaux d'élevage. L'objectif est de proposer aux éleveurs une vraie alternative aux produits vétérinaires et de réduire l'impact environnemental des élevages.

Une partie significative de l'activité en France est réalisée avec le reste du Groupe au travers de la filiale VITAL CONCEPT qui est un distributeur reconnu en nutrition animale.

Tous les produits mis en marché sont de conception interne et fabriqués quasi exclusivement (95%) dans les deux unités de production du Groupe (1 site pour les produits d'hygiène et 1 site pour les compléments alimentaires). Au total, 7 975 tonnes d'asséchants pour l'hygiène ainsi que 785 000 kg de poudres et 2 521 000 litres en nutrition animale ont été vendus en 2024.

Le Groupe se concentre sur le marché des compléments alimentaires et n'intervient pas sur le marché de l'aliment complet. Il s'agit ainsi de produits destinés à un usage périodique pour répondre à des objectifs à des stades clés dans les cycles d'élevage

ALPHATECH compte environ 250 clients. Retraité du chiffre d'affaires réalisé avec VITAL CONCEPT, l'activité est à 30 % réalisée en France et 70 % à l'étranger.

Les équipes ALPHATECH ont pour vocation de conseiller et d'accompagner les éleveurs, les distributeurs et plus généralement tous les réseaux de distribution en relation avec l'élevage. 5 gammes de produits répondent aux différentes problématiques de l'élevage moderne. Les différents produits couvrent tous les stades physiologiques : du soutien des défenses naturelles à la reproduction en passant par l'hygiène avec la gamme d'asséchants litières et produits de gestion des lisiers.

Grâce à son expertise des formes liquides complexes et à sa maîtrise d'autres formes de présentation (gel, poudre, granulés basse température, pâte orale), le Groupe est en constante évolution et compte parmi les acteurs économiques majeurs des compléments alimentaires pour animaux.

1.2.3 ACTIVITE DE CONSEIL EN PRODUCTIONS VEGETALES (AGRO CONSEIL)

WINFARM dispose d'une activité historique de conseil au travers d'un cabinet indépendant de conseil en productions végétales sous la marque AGRI-TECH'SERVICE.

L'activité s'articule autour de deux axes, d'une part le conseil technique et d'autre part l'activité de formation.

Le conseil technique, réalisé en pleine ou morte saison, peut être délivré dans le cadre d'un conseil individuel, de groupe ou collectif. Issues d'observations de terrain et de résultats d'expérimentations, les préconisations répondent à différents besoins et objectifs. Détaché de la vente d'intrants et résolument orienté vers l'efficacité, le conseil indépendant permet en moyenne aux clients d'améliorer la marge brute de leurs cultures de plus de 30%.

La ferme expérimentale de BEL ORIENT, située à Rohan (56), permet de tester des nouvelles techniques et nouveaux produits sur une partie des 150 hectares de l'exploitation. Les essais sont réalisés en micro-parcelles et en plein champ pour répondre aux mêmes contraintes que celles des clients. AGRI-TECH'SERVICE est donc en mesure de faire bénéficier ses clients des meilleures innovations dans les plus brefs délais.

L'évolution et la spécialisation de l'agriculture exigent une formation technique permanente. Afin de rendre les clients plus autonomes et d'améliorer leurs connaissances, l'entreprise propose des formations techniques visant à optimiser et adapter les « itinéraires cultures » (caractéristiques techniques des différentes périodes). Ces formations sur les thèmes agro-environnementaux, dont certaines sont labellisées Ecophyto, sont l'occasion d'échanger et de transmettre du savoir-faire.

1.2.4 L'EXPLOITATION AGRICOLE PILOTE DE BEL ORIENT

Le projet de la ferme pilote de BEL ORIENT a été lancé en 2016. Située à Rohan en centre Bretagne, la ferme est entrée en pleine activité à partir de 2018. L'objectif est de tester et comparer les méthodes et technologies de l'agriculture de demain en conciliant management du troupeau, bien-être animal et performances économiques. Toutes les évolutions des métiers sont explorées : infrastructures, organisation de travail, formations, produits, innovations.... en vue d'éclairer les choix des éleveurs et les orientations du Groupe dans le futur.

Cette ferme pilote offre ainsi à ALPHATECH, la filiale en charge de la formulation et la production de solutions nutritionnelles et d'hygiène et à VITAL CONCEPT, spécialisée dans la vente à distance en agriculture, l'opportunité de valider toutes les innovations en conditions réelles avant la mise sur le marché.

Pour AGRI-TECH'SERVICE, spécialiste dans le conseil privé en production végétale sur la Bretagne, la ferme de Bel Orient est un formidable outil de recherches et d'innovations pour tester et réaliser des essais en matière de production végétale et ainsi proposer aux agriculteurs les meilleurs choix technico-économiques.

1.3 RESULTATS DE L'ACTIVITE DU GROUPE ET DE LA SOCIETE

Jusqu'à présent, le chiffre d'affaires comprend désormais cinq sources de revenus :

- l'agrofourniture par la vente à distance de produits spécialisés à destination du monde agricole, des métiers du cheval et des professionnels des espaces verts ;
- la nutrition et l'hygiène animale par la vente en France et à l'export à des distributeurs de compléments alimentaires ainsi que de produits d'hygiène performants et durables ;
- les prestations de conseils et de formation faites aux agriculteurs bretons et
- la vente du lait à la coopérative pour l'exploitation agricole.
- La vente directe de produits laitiers à la marque Au Pré à destination du grand public

Sur l'année 2024, le Groupe enregistre ainsi un chiffre d'affaires de 138.0 M€ globalement stable (+0,2%) par rapport à l'exercice précédent. Pour rappel, WINFARM avait commencé l'année avec une performance négative de -11,7% au 1er trimestre 2024. Les nombreuses actions entreprises immédiatement pour redresser l'activité ont permis à WINFARM de terminer l'année sur une note positive ce qui témoigne d'une stratégie payante.

L'exercice 2024 a été marqué par un fort ralentissement de la demande au cours du 1^{er} semestre de l'année. Les conditions météorologiques particulièrement difficiles avec une forte pluviométrie ont entraîné des annulations ou des décalages dans les livraisons, principalement sur le marché du paysage.

Cette performance commerciale décevante pèse fortement sur les résultats du groupe.

1.3.1 CHIFFRE D'AFFAIRES DES PRINCIPALES ACTIVITES

- Agrofourniture

L'activité **Agrofourniture** (près de 88% du chiffre d'affaires annuel), sous la marque VITAL CONCEPT, enregistre un chiffre d'affaires de 121,7 M€, en baisse de 2,8% par rapport à 2023.

Cette évolution s'explique notamment par :

- des ventes en retrait sur les semences et des retards dans la mise en sol des plants de maïs après la pluviométrie exceptionnelle du 1er trimestre ;
- la demande globalement en retrait sur un marché agricole intégrant des effets prix défavorables qui ont également pesé sur la performance de l'exercice.

Compte tenu de ces éléments exogènes défavorables, le Groupe a rapidement mis en œuvre des mesures d'adaptation sur les plans commercial et financier (dynamisation des forces commerciales, développement des ventes via le canal web, économies d'échelle sur les frais de transport, stabilisation de la masse salariale). Il a également favorisé le développement de ses relais de croissance permettant de limiter le retrait de l'activité en valeur du pôle :

- Au travers de sa filiale Equidéos consacré à l'univers du marché équin, le Groupe a ainsi étendu ses parts de marché auprès des professionnels (entraîneur, haras...) qui valorisent l'expertise du Groupe en matière de formulation de produits destinés à l'alimentation équine. Le chiffre d'affaires du segment progresse de +4,5% au 4^{ème} trimestre 2024 et de +3,4% sur l'exercice 2024.
- Concernant BTN de Haas (acquise en juillet 2021), le chiffre d'affaires du 4^{ème} trimestre 2024 est en croissance de +5% et de près de +7% sur l'année pleine. Cette évolution favorable des ventes est portée par la dynamique des produits Vital Concept qui représente désormais près de 10% de l'activité de BTN. Après le marché bovin, BTN développe aujourd'hui une gamme de produits « Porc » avec l'appui des produits Vital Concept.
- Le marché des matériaux (sous la marque Kabelis Matériaux) profite d'une dynamique plutôt favorable, bénéficiant du rattrapage des chantiers décalés après la météo difficile du 1^{er} trimestre. Le marché du Paysage et des espaces Verts (sous la marque Kabelis Paysagiste) résiste bien avec un léger retrait de l'activité malgré la contraction de certains budgets dans les collectivités.

Au final, ces bons éléments ont bénéficié à l'activité du 4^{ème} trimestre 2024 qui progresse de +1,8% par rapport à 2023 augurant d'un retour progressif à une dynamique commerciale plus favorable sur l'exercice 2025.

- **Agro production**

L'activité **AgroProduction** (10% du chiffre d'affaires au 31 décembre 2024), commercialisée sous la marque ALPHATECH, enregistre en 2024 un chiffre d'affaires de 14,0 M€, en hausse de 38,2%, caractérisée par quatre trimestres consécutifs de croissance à deux chiffres. L'activité a bénéficié de la bonne dynamique à l'export avec notamment des devises en euros à nouveau disponible sur le Grand Export. La croissance du 4^{ème} trimestre et de l'année 2024 est portée par l'Asie (en hausse de +45% sur l'exercice 2024 par rapport à 2023) et le Moyen Orient (+55%). L'Europe enregistre également une hausse des ventes de +21%. La progression du chiffre d'affaires est essentiellement portée par la croissance des produits nutritionnels. Les vitamines sont également en forte croissance et avec un chiffre d'affaires plus que doublé par rapport à 2023 (à 6 M€)..

- **Agro Conseil**

L'activité Conseil du Groupe est en très légère baisse de 2,8 % entre 2023 et 2024 passant de 1.479 K€ à 1 437 K€.

Cette légère baisse est due à une baisse du chiffre d'affaires issu des formations. L'activité de notre filiale SEEDEVOL spécialisée dans la formation continue a connu une année difficile en lien avec le resserrement des budgets des organismes financeurs.).

Agritech Services continue de prendre des parts de marché et a développé sur 2024 un service Expérimentation qui devrait donner sa pleine mesure sur 2025.

- CA par zone Géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023	31/12/2024
Chiffre d'affaires France	114 475	110 679
Chiffre d'affaires Export	23 112	27 348
Total chiffre d'affaires	137 587	138 027

L'empreinte internationale du Groupe est en forte hausse entre 2023 et 2024 passant de 23,1M€ à 27,3 M€ (soit une hausse de 18,3%). La société BTN de Haas, croissance externe de la SAS VITAL CONCEPT aux Pays Bas participe à hauteur de 14,7 M€ dans ce chiffre d'affaires à l'export. A l'international, les ventes d'Agro production en lien avec la SAS ALPHATECH ont fortement augmenté au Moyen Orient et en Asie grâce à une présence terrain et un positionnement produit correspondant parfaitement aux besoins des clients.

1.3.2 RESULTATS FINANCIERS DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE

Les comptes consolidés de notre Groupe font apparaître un chiffre d'affaires de 138.027Keuros en augmentation de 0,32 % par rapport au chiffre d'affaires consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 qui s'élevait à 137.587K euros et un résultat se soldant par une perte (part du groupe) de 3 773K euros contre une perte (part du groupe) qui s'élevait à 3.059K euros lors de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

L'orientation rapide des prix à la baisse a obligé le Groupe à faire preuve de réactivité en engageant immédiatement des mesures pour défendre ses marges telles que l'optimisation des stocks et la mise en avant des références les plus contributives. Sur l'ensemble de l'exercice, le Groupe est ainsi parvenu à redresser sa marge brute qui ressort à 33,49% du chiffre d'affaires contre 32,8% en 2023.

Comme annoncé, la marge brute du Groupe affiche une progression de 0,7 point témoignant à la fois d'une bonne maîtrise de ses coûts d'approvisionnement et également d'un pricing power qui lui permet d'augmenter ses prix de vente sans perte de volume de vente (en particulier sur l'Agroproduction).

Toutefois, ces éléments positifs n'ont pas permis de compenser totalement une structure de charges fixes restée essentielle pour accompagner la montée en puissance du Groupe. Conformément à sa stratégie, WINFARM a conservé une discipline financière rigoureuse, en ciblant ses actions pour ne pas entraver le rebond attendu.

Les charges externes ont fait l'objet d'un suivi renforcé, en particulier sur le poste Transport. Plusieurs mesures ont été mises en œuvre : adoption du crédit-bail en lieu et place de la détention en propre des camions, rationalisation des points d'approvisionnement, et optimisation des tournées. Ces ajustements, bien que temporaires, devraient produire des effets positifs à court terme.

Parallèlement, une vigilance particulière a été portée à la masse salariale, dont la progression reste maîtrisée. Elle s'élève à 20,8 M€ en 2024, contre 20,3 M€ en 2023, soit une hausse limitée à +3,1 %, intégrant une réduction nette des effectifs de 7 ETP sur l'exercice.

Dans ce contexte, le Groupe maintient une rentabilité opérationnelle positive. L'EBITDA s'établit à 1,4 M€ au 31 décembre 2024, contre 2,3 M€ en 2023. Cette évolution intègre les charges très significatives liées au développement de la marque « Au Pré », dont la diffusion s'accélère désormais avec la multiplication des points de ventes dans les grandes enseignes tels que Leclerc, Super U et Intermarché. A date, près de 35 points de vente bretons sont déployés ou en cours de déploiement illustrant les très bons retours des consommateurs à la suite des premières implantations au 4ème trimestre 2024.

Après prise en compte du résultat exceptionnel, du résultat financier et de la charge d'impôt, le résultat net part du Groupe s'élève à -3,8 M€ contre -3,0 M€ en 2023. Au 31 décembre 2024, les capitaux propres du Groupe s'établissent à 16,2 M€ (contre 20,1 M€ fin 2023). La trésorerie disponible s'élève à 2,9 M€ (contre 7,5 M€ fin 2023) du fait de la détérioration de la rentabilité de WINFARM conjuguée au remboursement des échéances de prêt bancaires (5,6 M€ sur 2024).

Les emprunts et dettes financières s'élèvent à 35,5 M€ (dont 30,0 M€ de dettes bancaires à moyen terme) contre 39,9 M€ au 31 décembre 2023, marquant le début d'un cycle de désendettement du Groupe. Afin de sécuriser le financement de son activité pour 2025, WINFARM a mis en place des actions visant à piloter de manière efficace son BFR (renforcement de sa cellule de recouvrement client, pilotage des stocks de sécurité des produits à forte rotation...). Parallèlement, WINFARM compte s'appuyer sur ses partenaires bancaires historiques pour l'accompagner dans le financement à court terme de son activité.

Les charges externes augmentent globalement de 6.7% en 2024 par rapport à l'exercice précédent.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Sous-traitance – Etudes et prestations	506	576
Loyers	4 408	4 200
Intermédiaires et honoraires	1 532	1 429
Frais de transport	4 835	4 137
Publicité	3 022	3 064
Déplacements - Missions et réceptions	809	923
Frais postaux et télécommunications	883	974
Services bancaires	241	227
Autres achats et charges externes	7 218	6 507
Autres charges externes	23 454	21 974

Cette hausse s'explique principalement par la hausse des frais de transport en lien avec l'activité d'Alphatech. Les coûts de transports (bateaux...) sont refacturés aux clients finaux.

D'autres parts, il est observé une augmentation significative des autres achats et charges externes. Cette hausse est en lien avec le démarrage de l'activité de l'unité de transformation (consommation électrique, maintenance...) :

Globalement les autres postes de charges sont maîtrisés témoignant de la volonté du groupe de rationaliser ses coûts.

Parmi les principales variations de charges entre les deux exercices nous pouvons noter les points suivants :

- **Les charges de personnel :**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements	15 152	14 652
Charges sociales	5 723	5 599
Participation des salariés	-	-
Charges de personnel	20 874	20 251

Les frais de personnel sont globalement contenus. La hausse est limitée à 3%.

Une part importante de cette hausse est en lien avec la fermeture de 3 dépôts KABELIS (La Roche sur Yon, Quimper et Ponts de Cé) qui a occasionné le licenciement de 7 salariés.

Les départs négociés de certains cadres pèsent également sur les salaires et les charges. Sur Vital Concept, les indemnités de ruptures conventionnelles représentent une somme proche de 130 K€ brut. (hors forfait social)

Les très bons résultats de la société ALPHATECH entraine également une augmentation importante des rémunérations en lien avec le contrat d'intéressement des salariés. (115 K€ brut hors charges sociales)

- **Les dotations aux amortissements :**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements sur immobilisations	5 585	4 769
Dotations aux provisions sur actif circulant	225	257
Dotations aux provisions pour risques et charges	-	23
Dotations aux amortissements et provisions d'exploitation	5 812	5 049

La forte augmentation des dotations est en lien :

- Avec la mise en production de l'outil de transformation laitière en Avril 2024.

Le flux net de trésorerie dégagé par l'activité est une génération de trésorerie de 1 958K€ en 2024 contre 5.687 K€ en 2023

La marge brute de financement s'établit à 409 K€ en 2024 par rapport à 1.692 K€ l'année précédente. Avec la baisse des résultats du Groupe, la marge brute d'autofinancement diminue fortement entre 2023 et 2024. Cette évolution s'explique par la baisse importante de la rentabilité du Groupe malgré un relatif maintien du niveau des marges brutes. Les charges d'amortissements sont en forte hausse en lien avec les investissements.

1.3.3 RESULTATS FINANCIERS ANNUELS DE LA SOCIETE ET PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Au cours de l'exercice 2024, la Société a réalisé un chiffre d'affaires net de 4.077.518 euros contre 3.386.409 euros au cours de l'exercice précédent.

Compte tenu de la dépréciation des titres de la Ferme Pilote de Bel Orient à hauteur de 2 116 150 €, le résultat de l'exercice est une perte de 851.139 euros contre un bénéfice de 549.522 euros au cours de l'exercice précédent.

Ainsi, le résultat de l'exercice se solde pour la Société par une perte de 851.138,66 euros que nous vous proposons d'affecter dans son intégralité au poste « report à nouveau » qui serait ainsi porté de 0 euro à (851.138,66) euros.

1.4 DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts (CGI), il est indiqué que les comptes de l'exercice écoulé prennent en compte les dépenses et charges somptuaires, visées par l'article 39-4 du CGI et non déductibles du résultat fiscal s'élevant à 70 721 € au titre des amortissements excédentaires des véhicules de tourisme et 5 412 € au titre de la taxe sur les véhicules des sociétés. Enfin, les autres charges et dépenses somptuaires visées par l'art 39-4 du C.G.I s'élèvent à 1 636 €.

1.5 ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Fabricant de compléments alimentaires pour l'élevage, le Groupe fait évoluer en permanence son offre grâce à des efforts R&D notamment vers des gammes de compléments « santé » permettant de réduire la quantité de médicaments vétérinaires et d'améliorer les performances des élevages.

Pour l'activité Agrofourniture, le Groupe réalise également des travaux de R&D lorsqu'elle sollicite certains instituts pour valider les propriétés de certaines formules de produits qu'elle commercialisera ensuite au travers d'un produit protégé par une marque spécifique.

Enfin, la société AGRI-TECH'SERVICE engage des frais de R&D par les nombreux essais qu'elle conduit grâce à la ferme de BEL ORIENT.

Selon la nature du projet concerné, ces dépenses de R&D pourront le cas échéant être inscrites à l'actif du bilan comme le projet mené actuellement pour mesurer et comparer les performances zootechniques et la teneur en ammoniac de l'air dans le cas de l'incorporation d'un prémélange dans l'alimentation du porc.

1.6 ACTIVITES POLLUANTES OU A RISQUE D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL

Néant.

1.7 PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE ET GESTION DES RISQUES

1.7.1 RISQUES STRATEGIQUES

1.7.1.1 RISQUE LIE A LA GESTION DE LA CROISSANCE EXTERNE

La stratégie de WINFARM consiste à occuper des positions fortes sur certaines lignes de métiers puis à diversifier chacun des marchés où elle est présente, ce qui implique la poursuite de sa croissance organique mais aussi des opérations de croissance externe grâce à des acquisitions sur des marchés attractifs où l'entreprise n'est pas, ou trop peu, présente.

Les acquisitions futures seront susceptibles d'avoir un impact négatif sur ses activités, la valeur des actifs (notamment le goodwill) et ses résultats si WINFARM ne parvenait pas à intégrer rapidement et efficacement les sociétés acquises et à réaliser les bénéfices attendus de ses acquisitions, notamment si l'entreprise ne parvenait pas à identifier les risques spécifiques associés à chaque acquisition et à atteindre les objectifs prévus par le plan d'acquisition, c'est à dire développer l'activité et générer les synergies escomptées de l'acquisition.

Mesures de gestion des risques

Comme cela a été fait pour l'acquisition de la société Néerlandaise BTN de Haas BV et encore plus récemment pour KABELIS, chaque acquisition future envisagée fera l'objet d'une analyse méticuleuse par les équipes du Groupe. Certains secteurs d'activité ne semblent pas a priori permettre de mettre en œuvre avec pertinence des opérations de croissance externe. D'autres en revanche, seront étudiés en raison d'une typologie d'acteurs en présence et d'une organisation générale plus appropriée à des acquisitions. S'il ne peut être exclu qu'une opération significative puisse être étudiée, le Groupe envisage à ce stade de procéder à des opérations de taille intermédiaire moins susceptibles de déstabiliser l'organisation générale interne.

1.7.1.2 DEPENDANCE A SES PRINCIPAUX MARCHES

En 2024, l'activité de WINFARM se concentre principalement en France et notamment sur le Grand Ouest et le marché Bovin. De plus, les 5 familles de produits cœur de la gamme de l'activité d'Agrofournitures représentent 88 % du chiffre d'affaires du Groupe : la nutrition est la spécialité historique de l'entreprise et reste le pilier principal de l'activité Agrofourniture (plus de 33% du CA de l'activité) sur les marchés agriculture et équin. L'Hygiène et les Semences sont 2 autres spécialités historiques avec respectivement 12% du CA et 9% du CA. La famille « Clôture » est en fort développement avec l'acquisition des structures KABELIS et représente aujourd'hui plus de 8,8% de l'activité. Les fournitures de récolte (plastiques, ficelles...) ferment la marche avec 4,7% du CA.

De même, l'activité Nutrition et Hygiène animale se concentre auprès d'un nombre restreint de 250 distributeurs.

Une mauvaise performance (d'une ou de plusieurs familles de produits ou la défaillance de distributeurs en nutrition animale) en raison, notamment, de conditions météorologiques défavorables, d'un ralentissement de l'économie, d'une instabilité politique, d'une crise sanitaire ou d'un durcissement de la réglementation, aurait un impact négatif sur les activités et les résultats de WINFARM dans son ensemble et ainsi, risquerait de compromettre la réalisation de ses objectifs financiers et de sa stratégie.

Sur l'année 2024, le marché EQUIN s'est globalement bien porté de même que l'activité aux Pays Bas. A l'inverse, le marché du Paysage a souffert des conditions météorologiques dégradées sur le 1^{er} trimestre 2024. Enfin, le marché Agri a particulièrement souffert en début d'année du contexte houleux des manifestations et des blocages des agriculteurs.

La diversification et l'élargissement des gammes de produits permet au Groupe d'amortir les crises sur certains segments par le développement d'activités sur d'autres.

Mesures de gestion des risques

WINFARM a développé un système de reporting pour suivre son activité et les impacts potentiels qu'il viendrait à subir. Le Groupe a construit sa stratégie pour (i) réagir rapidement en cas d'événements soudains et (ii) diversifier les segments d'activité pour atténuer les risques sectoriels ou géographiques.

1.7.2 RISQUE LIE A L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

Sur ses deux grands marchés – l'agrofourniture et la production de nutrition animale – WINFARM est confronté à des acteurs significatifs. L'entreprise ne peut garantir qu'elle sera en mesure de maintenir ses niveaux de marge, notamment si la concurrence s'intensifiait pour différentes raisons. Ces pressions concurrentielles pourraient entraîner une réduction de la demande ou la contraindre à diminuer ses prix de vente ou encore la contraindre à certains investissements supplémentaires. Ces éléments pourraient avoir un impact défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe.

Le recentrage d'activités sur des fonctions d'agrofournitures par les coopératives pourrait par exemple augmenter l'intensité concurrentielle pour le Groupe et pourrait permettre aux coopératives de réaliser des volumes importants et de préserver, auprès des agriculteurs adhérents, une position de fournisseur privilégié. De grands industriels des intrants pourraient également, à l'avenir, intervenir dans ce segment de marché. Même si les coopératives voient remise en cause l'exclusivité de leur relation aux agriculteurs, elles conservent des positions fortes, encore valorisables à l'avenir. En particulier, elles détiennent un capital de données considérable – et susceptible d'être étendu, selon les services qu'elles choisiront de développer dans les années à venir.

Mesures de gestion des risques

WINFARM s'est construit depuis les années 1990 en mettant en avant les notions d'indépendance, de qualité prix et relations directes avec les agriculteurs et éleveurs. Ces facteurs de différenciation expliquent en grande partie le succès du Groupe face à un modèle coopératif historiquement dominant où les notions d'adhérents et de proximité se sont progressivement effacées au profit d'opérations de regroupements et de concentration destinées à constituer de grands groupes puissants à l'échelle internationale.

De même, le Groupe bénéficie d'un positionnement très différent face aux acteurs 100% numérique que sont les places de marché « web » grâce à ses produits propriétaires et exclusifs, à son service client et sa logistique intégrée... A l'avenir, WINFARM souhaite conforter sa position d'acteur indépendant en poursuivant son développement à l'échelle européenne afin d'accroître encore sa position sur le marché européen de l'agrofourriture tout en améliorant encore la relation directe avec ses clients au travers d'une personnalisation plus poussée de l'offre produits.

1.7.3 RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT EXTERNE

1.7.3.1 MATIERES PREMIERES, VOLATILITE ET DISPONIBILITE

Le Groupe est exposé à un risque de dépendance concernant l'achat de produits, semences ou certaines matières premières entrant dans la composition de certains produits notamment en nutrition animale comme les minéraux ou les vitamines. Pour certaines matières premières, la production mondiale est concentrée en Chine.

Cette dépendance ne s'est pas traduite pour le moment par des ruptures d'approvisionnement (et notamment depuis le début de la crise Covid-19) et le Groupe représente une part non significative du volume total des achats de matières à l'échelle mondiale. En revanche, il doit faire face à des variations importantes de cours de matières premières. A titre d'exemple, pour les vitamines qui représentent environ 20% du prix de revient du produit fini, les variations du cours peuvent aller de 300 à 400%, à la hausse comme à la baisse.

Les facteurs clés de déséquilibres entre l'offre et la demande, sont notamment :

- les conditions climatiques et les catastrophes naturelles ;
- les contrôles étatiques et l'évolution de la réglementation ;
- les événements géopolitiques ou sanitaires ;
- l'évolution de la consommation (avec des tensions sur certains produits ou composés...).

Les variations de l'offre et de la demande sont susceptibles d'exposer le Groupe à :

- des hausses de prix pour les principales matières premières qui ne pourraient être partiellement ou totalement répercutées sur les prix de vente de ses produits ;
- une moindre disponibilité de ses principales matières premières, qui pourrait impacter négativement la capacité de l'entreprise à répondre à la demande des consommateurs pour ses produits ; ce qui pourrait avoir un impact négatif sur les ventes, la marge et les résultats de WINFARM.

La crise actuelle avec la guerre en Ukraine avait accru les tensions sur le prix des matières premières. Le Groupe, bien que peu exposé géographiquement et commercialement par ce conflit, a pu subir des variations de prix sans aucun préavis.

A quelques exceptions près, les prix sont beaucoup moins volatiles depuis quelques mois. Le Groupe essaie d'être très réactif en cas de tensions sur certaines matières premières comme les vitamines.

Le Groupe a choisi de répercuter ces variations de prix en fonction du niveau des stocks afin de sauvegarder au mieux ses marges. La stratégie est de répercuter les baisses après avoir écoulé au maximum les stocks du Groupe pour amortir les baisses en les répercutant petits à petits.

Il est à noter que les produits vendus de l'Agrofourniture sont dans leurs immenses majorités composés de produits consommables (Nutrition et Hygiène comptent pour plus de 40% du CA) donc avec une récurrence d'achat importante nécessaire au bon fonctionnement des exploitations. Le Groupe s'attache à maintenir la compétitivité de ses prix vis-à-vis de ses concurrents en s'appuyant sur les partenariats noués avec les entreprises locales. Néanmoins, si ces fortes variations devaient perdurer à plus long terme, cela pourrait impacter les marges du Groupe dans une certaine mesure difficile à appréhender aujourd'hui.

Mesures de gestion des risques

Le Groupe effectue des achats opportunistes lorsque cela est possible et exerce une surveillance attentive du cours des principales semences, produits ou matières premières.

Pour ses produits d'agrofouritures stratégiques, le Groupe veille à sélectionner des fournisseurs de proximité, si possible régionaux ou français. Dans certains cas spécifiques, les fournisseurs sont européens notamment italiens pour les pièces d'usure en machines-outils. Une faible part des fournisseurs sont localisés en Asie notamment en ce concerne les fournisseurs de composés entrant dans les produits de nutrition animale, certains produits d'équipements ou outillage.

1.7.3.2 EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION

En tant qu'industriel et fournisseur amont de l'industrie agroalimentaire, WINFARM exerce ses activités dans un environnement réglementaire strict. La fabrication, l'importation et la commercialisation des produits agricoles font en effet l'objet d'une importante réglementation, notamment en matière environnementale et sanitaire.

Le Groupe dispose de différentes autorisations pour exercer son activité de formulation / production en nutrition animale (filiale ALPHATECH) et de distribution de produits d'agrofouriture (filiale VITAL CONCEPT) avec notamment des réglementations spécifiques concernant la commercialisation des semences, de produits de nutrition animale, des produits d'hygiène...

Ainsi, par exemple en Europe, pour la nutrition animale, le règlement (UE) n°68/2013 et (UE) n°2017/1017) établit le catalogue européen des matières premières pour aliments des animaux. Le règlement (CE) n°183/2005 instaure une obligation d'enregistrement ou d'agrément de tous les exploitants concernés et impose aux autorités compétentes de publier les listes de ceux-ci. Pour la distribution des produits, le règlement (CE) n°767/2009 encadre la mise sur le marché des aliments pour animaux mais également leur conditionnement et leur présentation.

La perte de certaines autorisations en cas de manquements graves à la réglementation, des changements dans les lois et réglementations, leur évolution plus stricte ou le durcissement de leur application dans l'ensemble des pays où le Groupe distribue ses produits pourraient (i) limiter la capacité de WINFARM à poursuivre et développer ses activités, et donc l'obliger à adapter ou réduire ses activités, ses actifs ou sa stratégie et/ou (ii) l'exposer à des contraintes ou des coûts supplémentaires ou l'obliger à procéder à de nouveaux investissements. Cette situation pourrait avoir des effets négatifs sur ses ventes, sa marge et sa situation financière.

Mesures de gestion des risques

La Société et ses filiales, avec l'équipe en charge des aspects juridiques et/ou des cabinets d'avocats, veillent en permanence au respect des lois et réglementations applicables et à l'identification de toute nouvelle réglementation applicable. Il convient de noter que le Groupe ne commercialise pas de produits phytosanitaires mais dispose d'autorisations permettant leur détention / utilisation dans le cadre des activités de conseil (AGRI-TECH'SERVICE) et de la ferme expérimentale (BEL ORIENT). A l'international, le Groupe s'attache à disposer de plusieurs distributeurs dans chaque zone couverte et à être présent dans plus de 50 pays afin de pouvoir compenser certaines difficultés ponctuelles ou locales quand elles apparaissent.

1.7.4 RISQUE LIE A UNE PERTURBATION D'ACTIVITE

Le Groupe a identifié des facteurs ou événements qui pourraient générer un ralentissement temporaire de l'activité, une baisse de rentabilité ou la perte partielle de stocks de marchandises suite à un incident.

Les principales causes identifiées sont les suivantes :

- un incendie ;
- une panne temporaire d'électricité et/ou une panne sur le réseau téléphonique ;
- une catastrophe naturelle (notamment les intempéries) ;
- une épidémie ou une grève ;
- une cyberattaque/panne informatique entraînant une paralysie des systèmes.

L'impact de chaque scénario variera en fonction des dommages provoqués et de la durée des perturbations sur le fonctionnement normal de l'activité. Bien qu'un phénomène d'ampleur importante ne soit jamais réellement arrivé, le Groupe a pu avoir l'expérience dans le passé de coupures d'électricité générale entraînant une paralysie simultanée sur l'ensemble des filiales. Si ce type d'incident se produisait sur plusieurs jours, cela pourrait avoir des conséquences significatives. De même, un autre incident s'est produit dans l'entrepôt de Loudéac début juin 2020. Un rack d'une longueur de plusieurs mètres s'est effondré et a permis de tester la réactivité des équipes et le bon fonctionnement de l'entreprise face à un incident de cette nature. Au total, l'incident s'est soldé par peu de dommages et une couverture d'assurance satisfaisante. Il est à noter que lors des grandes journées d'appel à la grève contre les réformes en cours, aucune grève n'a été constatée dans les sociétés du Groupe.

Mesures de gestion des risques

Le Groupe n'a jamais subi de paralysie simultanée sur l'ensemble de ses filiales durant ces dernières années. WINFARM a élaboré et testé un plan de reprise d'activité. Ce dispositif permet de réduire tant l'impact que la durée d'un incident sur le bon déroulement des activités de l'entreprise. L'entreprise dispose en complément de diverses polices d'assurances dont notamment une couverture assurance sur ses bâtiments.

1.7.4.1 AVENIR INCERTAIN DE LA FILIERE AGRICOLE EN FRANCE ET EN EUROPE

La réduction du nombre d'exploitations, la prédominance de petites structures sans réelle économie d'échelle, des revenus annuels modestes, des capacités d'investissement insuffisantes avec pour conséquence des problèmes de productivité... sont des sujets récurrents qui posent la question de l'avenir de l'agriculture française. La crise agricole du début d'année 2024 a rappelé la fragilité de certaines exploitations. L'activité de WINFARM étant principalement tournée vers la vente à distance de produits à destination des agriculteurs, la fragilité voire la disparition d'un nombre croissant d'exploitations agricoles peut devenir une problématique grandissante pour le Groupe et réduire ainsi ses perspectives de croissance.

Les traités de libre-échange et la fin de la politique européenne des quotas ont encore accru les difficultés ressenties par une partie des agriculteurs et des éleveurs français. De plus, la prise de conscience collective écologique a conduit certains à accuser les agriculteurs d'utiliser massivement des produits phytosanitaires controversés. La montée en puissance du phénomène « d'agribashing » traduit le fossé existant entre le monde urbain et le monde rural. La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) fait fréquemment écho de cette thématique et de l'avenir fragile de l'agriculture en France. « Il faut sortir de ce climat de défiance. Le monde agricole est prêt à avancer dans la transition écologique. On peut gérer la baisse des phytosanitaires et le changement climatique à condition que le consommateur s'engage à privilégier les produits français et qu'on nous donne les moyens d'investir. » (Christiane Lambert LES ECHOS - 15 mai 2020).

La question de la souveraineté alimentaire soulevée avec force lors de la crise du Covid-19 en 2020 doit être posée forcément à l'échelle européenne et renvoie à l'avenir de la Politique Agricole Commune. L'idée d'un « Green Deal » formulée par certains, qui prévoyait une baisse de 10 % des surfaces, de 30 % des pesticides et de 20 % des engrais semble aujourd'hui une idée dépassée. L'agriculture européenne doit trouver sa voie entre souveraineté alimentaire et respect d'un cahier des charges durable.

Ces incertitudes et fragilités de l'agriculture européenne et notamment française pourraient avoir un impact négatif sur les activités et les résultats de WINFARM et ainsi, risqueraient de compromettre la réalisation de sa stratégie de développement.

Mesures de gestion des risques

WINFARM s'inscrit parfaitement dans l'idée d'une agriculture française et européenne réinventée, le Groupe continuant à conquérir des parts de marché avec une augmentation croissante de son nombre de clients en dépit de la réduction du nombre d'exploitations. La nouvelle génération d'agriculteurs (tournée vers le digital, moins attachée à la coopérative...) est beaucoup plus attachée à la performance économique de l'exploitation. Le Groupe fournit un ensemble de matériels, de solutions, de méthodes et de services innovants permettant aux agriculteurs et éleveurs d'améliorer la productivité de leur exploitation et leurs conditions de vie.

A titre d'exemple, la Bretagne (1^{er} contributeur en chiffre d'affaires du Groupe) compte 26 300 exploitations en 2020, soit une perte de 25 % en dix ans. Néanmoins, la superficie agricole n'a quasiment pas diminué et par conséquent la SAU (Surface Agricole Utile) moyenne a gagné 14 hectares sur la période. La Bretagne reste ainsi la première région d'élevage. Ainsi, le regroupement des exploitations ne se fait pas au détriment de la taille globale des exploitations. Les besoins en termes de produits consommables sont donc peu impactés par la diminutions du nombre d'exploitations agricoles.

Malgré ses difficultés, l'agriculture française continue de représenter avec l'ensemble de la production agroalimentaire 6 à 7 % du PIB français et répond à un besoin essentiel de la population. En aval, le projet de groupement de franchisés de producteurs/transformateurs de produits laitiers devrait également répondre à la problématique de la répartition de la valeur ajoutée au sein de la filière laitière. En effet, le projet permettra aux éleveurs laitiers, aujourd'hui insuffisamment rémunérés, de mieux valoriser leur production en leur permettant de la transformer directement sur leur exploitation.

1.7.5 RISQUES OPERATIONNELS

1.7.5.1 DEPENDANCE LOGISTIQUE, COUTS DU TRANSPORT ET LIMITATION DES CAPACITES

La Société a fait le choix d'une logistique intégrée afin de garantir un taux de service important à ses clients. La part des commandes livrées par VITAL CONCEPT en direct est de 95%. Le Groupe dispose d'une flotte d'une cinquantaine de camions et de chauffeurs permettant d'adresser la quasi-totalité de ses clients. En revanche, pour desservir les plateformes régionales, WINFARM s'appuie sur des transporteurs tiers. Sa capacité à livrer peut être ainsi perturbée par des événements divers que la Société ne peut anticiper (événements climatiques soudains comme le verglas ou la neige, grève des transporteurs routiers) et avoir par conséquent des impacts significatifs au niveau de l'activité : désorganisation de la chaîne logistique interne, perturbations liées aux partenaires logistiques desservant les plateformes, problèmes de fonctionnement de l'entrepôt central à Loudéac...

De même, la capacité de l'entrepôt central peut encore absorber une augmentation d'environ 30% du chiffre d'affaires de l'activité d'Agrofourniture. Au-delà, le Groupe estime que de nouveaux investissements seront nécessaires.

Enfin, en ayant intégré sa propre logistique, le Groupe s'expose de manière très directe aux variations du prix du carburant. La forte hausse du cours de baril de pétrole sur 2022 avait ainsi eu des conséquences financières au niveau des résultats du Groupe. Pour 2024, le Groupe a réorganisé sa flotte logistique en diminuant le nombre de camion. Ainsi, cela a permis de diminuer sur l'exercice 2024 de plus de 108 K€ la facture de carburant de la flotte.

La très forte volatilité du prix de baril de pétrole sur la fin d'année 2023 en lien avec les tensions au Moyen Orient a entraîné une flambée du cout du gasoil. La réorganisation de la flotte a permis de limiter les conséquences de cette hausse. Sur 2025, le maintien du prix du pétrole à des niveaux proches de 60€/70€ le baril permet d'avoir une certaine visibilité sur les coûts de la société pour le premier semestre tout au moins.

Mesures de gestion des risques

La variété des clients du Groupe et leur localisation géographique nécessitent de multiples flux logistiques. Dans le cas où l'un des transporteurs externes au Groupe devrait faire durablement défaut, les conséquences liées au remplacement d'un transporteur resteraient limitées, que ce soit en termes de coût ou de délais de livraison. En revanche, le bon fonctionnement de l'entrepôt central de Loudéac et de la flotte de camions propriétaires est essentiel au maintien en conditions opérationnelles de l'activité.

Concernant le surcoût lié au prix du pétrole et donc du gasoil, la société a fait l'acquisition d'un nouveau logiciel de gestion des tournées qui lui permettent de faire moins de kilomètres pour livrer plus de client. Les algorithmes utilisés par ce nouveau logiciel sont plus puissants et permettent des économies importantes dans la consommation de carburant quotidienne.

1.7.5.2 RISQUE LIE A LA CONCENTRATION DES POUVOIRS EXECUTIFS ET OPERATIONNELS

La famille ETIENNE détient 3 sièges sur 5 au conseil d'administration de WINFARM et 66,85% du capital et des droits de vote au jour du présent rapport annuel. De plus, Monsieur Patrice ETIENNE en tant que Président-Directeur général et fondateur du Groupe dispose d'un rôle opérationnel stratégique. La holding familiale a conservé depuis l'introduction en bourse la majorité du capital et des droits de vote pouvant conduire à une limitation de fait du contrôle de l'instance actionnariale et des contre-pouvoirs dans les décisions opérationnelles.

Mesures de gestion des risques

Afin d'assurer que le contrôle de la Société ne soit pas exercé de manière abusive, les actionnaires ont désigné deux administrateurs indépendants sur 5. De plus, préalablement à l'admission de ses actions sur le marché d'Euronext Growth Paris, le Groupe avait engagé une réflexion d'ensemble relative aux pratiques du gouvernement d'entreprise.

La Société a choisi d'adhérer au Code de gouvernement d'entreprise Middledenext tel qu'il a été publié en septembre 2016, puis dans sa version révisée en septembre 2021, en tant que code de référence auquel elle entend se référer depuis l'admission de ses actions sur le marché Euronext Growth Paris, ce code étant disponible notamment sur le site de Middledenext (<https://www.middledenext.com/>). La Société se conformait d'ores et déjà à la majeure partie des recommandations du Code Middledenext.

1.7.5.3 CYBERSECURITE ET DONNEES PERSONNELLES

Une partie de la stratégie de développement à venir sera liée à la capacité du Groupe à personnaliser toujours davantage l'offre vis-à-vis de ses clients en proposant selon les profils d'exploitation les produits adaptés en fonction des saisons, des commandes précédentes, de la taille des exploitations, des troupeaux, de leur composition etc. L'entreprise comme toute société de vente à distance dispose ainsi d'un fichier clients à haute valeur ajoutée et d'un système informatique qui est source de performance commerciale. Le Groupe est ainsi exposé à plusieurs risques : cyberattaques, tentatives d'intrusions, pannes techniques entraînant l'indisponibilité des outils informatiques ou encore le vol de données.

Ces types d'incidents peuvent potentiellement entraîner des dysfonctionnements dans l'activité normale du Groupe. L'impact de ces événements dépend de la nature de l'attaque, de la panne et de la durée d'indisponibilité des systèmes. Par ailleurs, en cas de non-conformité ou violation du Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (RGPD), la Société pourrait être exposée à des sanctions (notamment financières), et il pourrait lui être demandé de faire des efforts conséquents afin de remédier à la situation constatée. Ces risques pourraient affecter de manière négative l'activité, les résultats, la situation financière, les perspectives de développement et l'image de la Société. De nombreuses entreprises du secteur de l'agroalimentaire ont subi récemment des cyberattaques qui ont paralysé une partie de leurs activités ce qui témoigne d'un risque qui s'accroît.

Mesures de gestion des risques

La Direction des Systèmes d'Information du Groupe est chargée de la sécurisation des réseaux et des systèmes d'une part, et des applications nécessaires à la continuité de l'activité du Groupe d'autre part. Face aux menaces grandissantes dans le domaine de la cybercriminalité, ces risques font l'objet de mesures de sécurité fonctionnelles, techniques et juridiques.

Parallèlement, la gestion des données personnelles est au cœur des activités du Groupe qui veille avec une attention particulière à l'application des règles de protection des données personnelles afin de préserver la relation de confiance établie avec ses clients et fournisseurs. Cette vigilance s'est traduite par l'adoption du Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) dans les bonnes pratiques du Groupe, notamment dans le cadre de ses échanges avec ses partenaires et clients ainsi que la formalisation de ses relations.

Enfin le Groupe négocie avec ses assureurs une police spécialisée dans ce risque afin que le coût d'une éventuelle cyberattaque ne pénalise pas la trésorerie.

1.7.6 RISQUES FINANCIERS

1.7.6.1 RISQUE DE LIQUIDITE

A ce jour Groupe a procédé à une revue de son risque de liquidité et estime ne pas être confronté à un tel risque à court terme. Le Groupe dispose de la trésorerie disponible pour faire face à ses besoins au cours des 12 prochains mois étant précisé que les montants pris en compte incluent notamment le financement courant de l'activité. 4 549 K€ de dettes financières au 31 décembre 2024 hors dettes financières sur locations financières (sur un total de 7 604 K€) étaient à moins de 1 an. Les flux nets de trésorerie générés par l'activité du Groupe devraient permettre d'absorber cette sortie de cash. Le Groupe est en contact permanent avec ses partenaires bancaires et les sollicitera si nécessaire. Il n'est pas prévu d'investissements importants sur l'année 2025 afin de générer le plus de cash possible.

Le niveau de trésorerie disponible à la clôture de l'exercice de près de 3M€ permettra au Groupe de continuer à financer son développement.

Mesures de gestion des risques

Le Groupe anticipe ses besoins de financement et pilote l'évolution de sa trésorerie à l'aide d'un reporting mensuel et d'un prévisionnel remis à jour de manière récurrente. Parallèlement, il anticipe ses besoins et mène un dialogue permanent avec ses partenaires bancaires en vue de gérer les besoins de trésorerie notamment liés aux pics d'activité.

1.7.6.2 RISQUE LIE A LA SAISONNALITE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET A LA GESTION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

L'activité du Groupe est soumise à une saisonnalité classique dans l'univers de l'agriculture notamment au niveau de l'activité de l'Agrofourniture avec deux périodes marquées : au printemps (mars-avril-mai) et fin de l'été (août – septembre). Il en résulte pour le Groupe des contraintes organisationnelles portant à la fois sur la gestion des immobilisations corporelles, la planification de l'approvisionnement et les livraisons, mais également sur la disponibilité des ressources humaines, afin de gérer au mieux ces périodes, ainsi que les contraintes financières liées à un besoin en fonds de roulement (BFR) plus ou moins marqué selon la période de l'année. De la même manière, l'expansion internationale pourra entraîner des contraintes financières liées au financement du besoin en fonds de roulement.

Ainsi, le maintien d'une forte croissance de l'activité conjuguée à une forte saisonnalité crée un besoin de financement et pourrait conduire le Groupe à l'avenir soit à réduire son rythme de développement soit à trouver de nouveaux modes de financement.

Mesures de gestion des risques

Le Groupe pratique des achats d'opportunité et doit stocker un certain nombre de marchandises en vue des campagnes commerciales saisonnières de l'activité d'Agrofourniture. Ces variations de BFR sont gérées par divers moyens de financement et sont correctement appréhendées par le Groupe et ses partenaires bancaires.

1.8 EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE ET LA DATE D'ETABLISSEMENT DU RAPPORT

En date du 14 mars 2025, la société a reçu un avis de vérification de comptabilité portant sur les périodes allant du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023 avec extension sur 2024 pour la taxe sur les salaires. Le contrôle est en cours et aucune conclusion n'est connue à date.

1.9 ÉVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Après avoir enregistré une croissance de +5% en 2023, la dynamique commerciale du Groupe est globalement stable en 2024, avec un chiffre d'affaires de 137,8M€ (+0,2) par rapport à l'exercice précédent.

Afin de retrouver une croissance plus rentable sur l'exercice 2025 et les suivants, le Groupe a mis en place plusieurs mesures visant d'une part à redynamiser l'activité, à optimiser la structure de son organisation et à limiter le poids des charges opérationnelles.

En 2025, le Groupe entend ainsi renouer avec une trajectoire de croissance qualitative associée à une amélioration de sa rentabilité. Pour y parvenir, WINFARM pourra s'appuyer sur le retour de ses fondamentaux :

- Poursuite des axes de croissance existants :

- ✓ Améliorer la dynamique commerciale de l'offre propriétaire de Vital Concept ;
- ✓ Poursuivre du déploiement du modèle d'affaires de Vital Concept via BTN de Haas aux Pays-Bas et sur le marché flamand en Belgique;
- ✓ Exploiter le potentiel de croissance d'Alphatech en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique ;
- ✓ Réussir le déploiement « Au Pré ! » sur le Grand-Ouest en multipliant les points de vente de distribution.

- Priorité à la rentabilité des investissements déjà réalisés et à la génération de cash-flow libre :

- ✓ Intensification des efforts commerciaux, combinée à une gestion rigoureuse des charges, gage de performance opérationnelle durable ;
- ✓ Maintien des investissements d'exploitation à un niveau inférieur à 1 M€ au niveau groupe ;
- ✓ Pilotage optimal du BFR de pair avec la stabilisation de l'ERP et le déploiement de Power BI ;
- ✓ Amélioration de la performance de l'activité « Kabelis ». Fermeture des 3 dépôts les moins rentables au 1er janvier 2025.

Pour l'ensemble du Groupe, les charges opérationnelles seront sous contrôle strict avec notamment une hausse limitée des salaires sur l'exercice (environ 2% hors promotion interne).

Associée à une discipline financière stricte, ces mesures doivent favoriser l'amélioration progressive de l'activité et la rentabilité sur 2025 en lien avec une conquête commerciale forte et une forte maîtrise des marges commerciales. L'Agrofourniture, portée par Vital Concept, a mis en place un contrôle de gestion plus appuyé pour suivre au quotidien les marges.

Pour réussir, WINFARM s'appuiera sur ses fondamentaux clés créateurs de performance et fortement différenciants sur un secteur soumis à des difficultés sur ces derniers mois :

- Des prix compétitifs et transparents pour les clients,
- Une profondeur de catalogue, un renouvellement permanent grâce à l'innovation,
- Un modèle économique solide conjuguant activité historique installée et relais de croissance,
- Capacité d'intégration démontrée,
- Un positionnement établi conférant au Groupe une place unique dans l'écosystème.

CHAPITRE 2 - FILIALES ET PARTICIPATIONS

Au 31 décembre 2024, le Groupe détient les filiales suivantes, étant précisé que sauf indications contraires, la filiale est détenue à 100% :

- la société VITAL CONCEPT,
- la société ALPHATECH, sa filiale GERMAFERM et la société ALGAVI dont elle détient 40% du capital,
- la société AGRI-TECH'SERVICE et sa filiale TECHAGRO,
- la société SEDEVOL,
- la société BEL ORIENT,
- la société BTN DE HAAS,
- la société PAVETI qui détient la marque « Au Pré ! ».
-

Afin de simplifier l'organigramme du groupe WINFARM, les sociétés KABELIS et KABELIS Matériaux ont été fusionnées dans la filiale VITAL CONCEPT au cours de l'exercice 2024.

2.1 ACTIVITES DES FILIALES DE LA SOCIETE

Vous trouverez dans le présent paragraphe une description de l'activité et des résultats des filiales au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

- **la société VITAL CONCEPT**, société par actions simplifiée au capital de 274.500 euros, dont le siège est Zone Industrielle de Très Le Bois 22600 Loudéac, identifiée au système SIREN sous le n° 421 319 013 – RCS SAINT BRIEUC, dont l'activité est la vente à distance d'agrofournitures à destination du marché de la polyculture-élevage, à hauteur de 100% du capital de cette société.

La société VITAL CONCEPT a vu son chiffre d'affaires augmenter de près de 11,3 M euros à 110 243 K euros au titre de l'exercice 2024 contre 99 038 K euros au 31 décembre 2023, soit 11.3% de hausse pour un résultat net qui se traduit par une perte de 2.030.696 euros au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

Ces chiffres incluent les chiffres d'affaires et résultats des sociétés KABELIS et KABELIS MATERIAUX, filiales de la Société détenue à 100% par VITAL CONCEPT, qui ont fait l'objet d'opérations de fusion-absorption par la société VITAL CONCEPT, définitivement réalisées le 15 juillet 2024.

La société VITAL CONCEPT compte 251 salariés au 31 décembre 2024.

L'année 2024 marque une rupture dans la rentabilité historique de Vital Concept. L'intégration du marché KABELIS, réalisée à marche forcée dès le début 2024 a entraîné des perturbations à la fois sociales et économiques. Le marché EQUIDEOS continue de croître ce qui en fait désormais un acteur reconnu et leader en France. Le marché AGRI pâtit de la baisse du nombre d'exploitations en France. Les investissements en lien avec la mise en place du nouvel ERP et l'agrandissement du siège social ont entraîné une forte hausse des dotations aux amortissements ce qui pèse sur le résultat net.

Il est précisé que VITAL CONCEPT, filiale de la Société, détient une succursale en Belgique depuis le 7 janvier 2016. Cette succursale a pour activité la vente à distance d'agrofournitures à destination du marché de la polyculture-élevage. Son chiffre d'affaires 2024 est de 2.160 M euros.

- **la société ALPHATECH**, société par actions simplifiée au capital de 62.500 euros, dont le siège est Zone d'activité du Grand Plessix, 22940 Plaintel, identifiée au système SIREN sous le n° 432 833 622 – RCS SAINT BRIEUC, dont l'activité est la conception et la fabrication des compléments alimentaires et des produits d'hygiène performants et durables pour les animaux d'élevage, à hauteur de 100% du capital de cette société.

La société ALPHATECH a vu son chiffre d'affaires augmenter de près de 4.363 M euros à 17 098 K euros au titre de l'exercice 2024 contre 12 735 K euros au 31 décembre 2023, soit 34.3% de hausse pour un résultat net qui se traduit par un bénéfice de 1.176.276 euros au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

La société ALPHATECH compte 43 salariés au 31 décembre 2024.

L'activité a bénéficié de la bonne dynamique à l'export avec notamment des devises en euros à nouveau disponible sur le Grand Export.

La croissance du 4^{ème} trimestre et de l'année 2024 est portée par l'Asie (en hausse de +45% sur l'exercice 2024 par rapport à 2023) et le Moyen Orient (+55%). L'Europe enregistre également une hausse des ventes de +21%. La progression du chiffre d'affaires est essentiellement portée par la croissance des produits nutritionnels. Les vitamines sont également en forte croissance et avec un chiffre d'affaires plus que doublé par rapport à 2023 (à 6 M€).

Sur 2024, ALPHATECH a enregistré une nette remontée de sa marge d'Ebitda vers un niveau plus normatif de 9,1%. ALPHATECH a également perçu un dividende de 120 K€ de ALGAVI dont le chiffre d'affaires a atteint 4,1 millions € et l'Ebitda 441 K€.

- **la société GERMAFERM**, société à responsabilité limitée au capital de 7.622,45 euros, dont le siège est ZI, Callouet, 22600 Loudéac, identifiée au système SIREN sous le n° 333 111 763 – RCS SAINT BRIEUC, dont l'activité est la fabrication d'aliments pour animaux de ferme, à hauteur de 100% du capital de cette société détenue par la société ALPHATECH.

La société GERMAFERM a vu son chiffre d'affaires progresser de 192.078 euros à 245 557 euros au titre de l'exercice 2024, soit 27,8% d'augmentation, pour un résultat net qui se traduit par un bénéfice de 8.012 euros au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

La société GERMAFERM ne compte aucun salarié au 31 décembre 2024.

- **la société ALGAVI**, société par actions simplifiée au capital de 239.145 euros, dont le siège est RTE du Grand Guelen, 29000 Quimper, identifiée au système SIREN sous le n° 379 403 686 – RCS QUIMPER, dont l'activité est la fabrication d'aliments pour animaux de ferme, à hauteur de 40% du capital de cette société détenue par la société ALPHATECH.

La société ALGAVI a vu son chiffre d'affaires progresser de 4.118.356 euros à 4.691.705 euros au titre de l'exercice 2024, soit 13.9% de hausse, pour un résultat net qui se traduit par un bénéfice de 243 536 euros au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

La société ALGAVI compte 10 salariés au 31 décembre 2024.

- **la société AGRI-TECH'SERVICE**, société par actions simplifiée au capital de 29.376 euros, dont le siège est ZI de Callouet, 22600 LOUDEAC, identifiée au système SIREN sous le n°378 920 292– RCS Saint Brieuc, dont l'activité est le conseil indépendant, à hauteur de 100% du capital de cette société.

La société AGRI-TECH'SERVICE a vu son chiffre d'affaires diminuer légèrement de 1.440 K euros à 1.385 K euros au titre de l'exercice 2024, soit 3,8% de diminution, pour un résultat net qui se traduit par un bénéfice de 67.024 euros au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

La société AGRI-TECH'SERVICE compte 13 salariés au 31 décembre 2024.

- **la société TECHAGRO**, société à responsabilité limitée au capital de 55.000 euros, dont le siège est ZI de Callouet, 22600 LOUDEAC, identifiée au système SIREN sous le n° 453 813 628 – RCS Saint Brieuc, dont l'activité est le commerce interentreprises de matériel agricole, à hauteur de 100% du capital de cette société via sa filiale AGRI-TECH'SERVICE.

La société TECHAGRO a vu son chiffre d'affaires diminuer de 149.969 euros à 145.435 euros au titre de l'exercice 2024, soit 3% de baisse, pour un résultat net qui se traduit par une perte de 3.627 euros au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

La société TECHAGRO compte 1 salarié au 31 décembre 2024.

- **la société SEEDEVOL**, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, dont le siège est ZI de Très le Bois, 22600 LOUDEAC, identifiée au système SIREN sous le n°897 963 377– RCS Saint Brieuc, dont l'activité est l'organisation de formation interne et externe, à hauteur de 100% du capital de cette société.

La société SEEDEVOL a vu son chiffre d'affaires diminuer de 297.327 euros à 265.567 euros au titre de l'exercice 2024, soit 10,7% de baisse, pour un résultat net qui se traduit par une perte de 70.338 euros au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

L'activité de la société a connu une activité contrastée sur l'exercice. Les prestations externes sont en progression de 15,4% alors que les formations internes au groupe sont en diminution. Parallèlement, ses couts fixes ne sont pour l'instant pas couverts.

La société SEEDEVOL compte 2 salariés au 31 décembre 2024.

- **la société DE BEL ORIENT**, société civile d'exploitation agricole au capital de 1.335.750 euros, dont le siège est ZI de Très le Bois, 22600 LOUDEAC, identifiée au système SIREN sous le n°828 579 086 – RCS Saint Brieuc, dont l'activité est l'exploitation d'une exploitation laitière, à hauteur de 100% du capital de cette société.

La société DE BEL ORIENT a vu son chiffre d'affaires progresser de 788.385 euros à 1.128.649 euros au titre de l'exercice 2024, soit 43,2% d'augmentation, pour un résultat net qui se traduit par une perte de 1.392.841 euros au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

La ferme pilote DE BEL ORIENT a connu une progression de son activité au travers de sa production laitière sur 2024. L'activité de la ferme est essentiellement de servir de zone de test pour l'intégralité des innovations des sociétés du Groupe. Les produits novateurs de VITAL CONCEPT et ALPHATECH sont testés in situ avant leurs commercialisations. Les essais de la société AGRITECH sont également faits sur les terres de la SCEA DE BEL ORIENT.

Les couts de structure n'étant pas refacturés aux différentes sociétés d'exploitation, le résultat de la SCEA est une perte de 1.392.841 euros pour l'exercice 2024.

La société DE BEL ORIENT compte 8 salariés au 31 décembre 2024.

- **la société PAVETI**, société par actions simplifiée au capital de 200.000 euros, dont le siège est ZI de Très le Bois, 22600 LOUDEAC, identifiée au système SIREN sous le n° 915 114 045 – RCS Saint Brieuc, dont l'activité est la transformation laitière, à hauteur de 100% du capital de cette société.

La société PAVETI a commencé sur l'exercice 2024 la commercialisation de sa production. Ainsi, la commercialisation des produits sous la marque « Au Pré » a démarré au cours du mois de février 2024. Le chiffre d'affaires s'élève à 143.184 euros.

Les couts de structure n'étant pas couvert par le niveau d'activité, le résultat de la SAS PAVETI est une perte de 1.502.828 euros pour l'exercice 2024.

La société PAVETI compte 7 salariés au 31 décembre 2024.

- **la société BTN DE HAAS**, Société à Responsabilité Limitée de droit Néerlandais dont le siège est situé à Groningen (9723) – Osloweg 139 – et enregistré sous le numéro 02055190, dont l'activité est le négoce de produits agricoles, à hauteur de 100% du capital de cette société détenue par VITAL CONCEPT.

La société BTN DE HAAS a vu son chiffre d'affaires progresser de 13.738.191 euros à 14.666.917 euros au titre de l'exercice 2024, soit 6,8 % d'augmentation, pour un résultat net qui se traduit par une perte de 176.468 euros au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

La société BTN DE HAAS compte 37 salariés au 31 décembre 2024.

2.2 PRISE DE PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES DANS DES SOCIETES AYANT LEUR SIEGE SOCIAL EN FRANCE OU PRISE DU CONTROLE DE TELLES SOCIETES

Conformément à l'article L. 233-6 du Code de Commerce, nous vous précisons que la Société n'a procédé à aucune prise de participation dans des sociétés ayant leur siège social en France au cours de l'exercice.

La Société rappelle qu'elle ne détient pas de participation autre que ses filiales.

2.3 ALIENATION D'ACTIONS INTERVENUES A L'EFFET DE REGULARISER LES PARTICIPATIONS CROISEES

Néant.

2.4 PRET INTERENTREPRISES

Néant

2.5 ETAT DES PARTICIPATIONS DES SALARIES AU CAPITAL AU 31 DECEMBRE 2024

Au 31 décembre 2024, les salariés ne détiennent pas d'action de la Société telle que définie à l'article L. 225-102 du code de commerce.

CHAPITRE 3 - INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

Voir tableau ci-après :

	Article D. 441-6 I. 1° : Factures <i>reçues</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441-6 I. 2° : Factures <i>émises</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernés												
Montant total des factures concernées H.T. (<i>exprimé en €</i>)	29 251.69 €				38.921 €		470.273€				321.727€	
Pourcentage du montant total des achats H.T. de l'exercice	2.17%				2.89%							
Pourcentage du chiffre d'affaires H.T. de l'exercice							11.53%				7.89%	
B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues (<i>exprimé en €</i>)												
C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels : 30J fin de mois <input type="checkbox"/> Délais légaux : (<i>préciser</i>)						<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels : 30J fin de mois <input type="checkbox"/> Délais légaux : (<i>préciser</i>)					

CHAPITRE 4 - MONTANT DES DIVIDENDES DISTRIBUES AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

La Société n'a distribué aucun dividende au cours des trois derniers exercices.

CHAPITRE 5 - TABLEAU DES RESULTATS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Vous trouverez ci-après le tableau des résultats des cinq derniers exercices requis en application de l'article R. 225-102 al. 2 du Code de commerce :

	N-4	N-3	N-2	N-1	N
Capital en fin d'exercice					
Capital social	1 937	2 002	2 002	2 002	2 002
Nombre d'actions ordinaires	1 937	2 002	2 002	2 002	2 002
Opérations et résultats :					
Chiffre d'affaires (H.T.)	1 473	2 404	2 893	3 386	4 078
Résultat avant impôt, participation, dotations aux amortissements et provisions	-3 897	1 977	2 152	1 605	1 507
Impôts sur les bénéfices			-223	3	-391
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	435	1 773	735	550	-851
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	-2,01	0,99	1,19	0,80	0,95
Résultat après impôts, participation dotations aux amortissements et provisions	0,22	0,89	0,37	0,27	-0,43
Dividende distribué					
Personnel					
Effectif salariés	4	7	7	7	7
Montant de la masse salariale	369	741	833	1 088	1 057
Montant des sommes versées en avantages sociaux	149	281	317	418	430

Les chiffres de ce tableau sont présentés en K€.

CHAPITRE 6 - REPARTITION DU CAPITAL ET ACTIONS D'AUTOCONTROLE

6.1 REPARTITION DU CAPITAL

Le tableau ci-dessous présente la répartition du capital et des droits de vote de la Société à la date du présent rapport annuel :

Actionnaires	Nombre d'actions	Pourcentage du capital	Nombre de droits de vote réel	Pourcentage des droits de vote réel	Nombre de droits de vote théorique	Pourcentage des droits de vote théorique
ANVIC*	1.338.134	66,85%	2.676.268	80,15%	2.676.268	80,12%
Monsieur Patrice Etienne	2	0%	4	0%	4	0%
<i>Sous total concert</i>	1.338.136	66,85%	2.676.272	80,15%	2.676.272	80,12%
Public	660.791	33.01%	660.791	19,85%	660.945	19.79%
Auto-détention**	2 768	0,14%	0	0%	2 768	0,08%
Total	2.001.695	100,00%	3.337.063	100,00%	3.339.985	100,00%

* Holding familiale constituée sous forme de société par actions simplifiée détenue par Monsieur Patrice Etienne à hauteur de 76% du capital et de 80% des droits de vote, par Monsieur Victor Etienne à hauteur de 12% du capital et de 10% des droits de vote, par Madame Anne Le Meur (Etienne) à hauteur de 12% du capital et de 10% des droits de vote.

** au 31 mars 2025

L'écart entre le nombre d'actions et de droits de vote correspond à l'existence d'un droit de vote double conféré aux actions détenues au nominatif depuis au moins deux ans par l'Assemblée Générale Mixte du 18 septembre 2020.

La différence entre les droits de vote théoriques et les droits de vote réels correspond au nombre d'actions auto-détenues par la Société.

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun autre actionnaire détenant directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5% du capital ou des droits de vote de la Société.

A la date du présent rapport annuel, il n'y a pas eu de variation significative dans la répartition du capital et des droits de vote de la Société depuis la date de clôture.

A la date du présent rapport annuel, il n'existe pas de pacte ou engagement entre les associés de ANVIC.

Il est précisé qu'il existe une action de concert entre les associés de ANVIC (Monsieur Patrice Etienne, Monsieur Victor Etienne et Madame Anne Le Meur (Etienne)).

6.2 ACTIONS D'AUTOCONTROLE

Néant

6.3 FRANCHISSEMENT DE SEUILS

6.3.1 FRANCHISSEMENT DE SEUILS LEGAUX

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, aucune déclaration de franchissement de seuil n'a été réalisée auprès de la Société en application des dispositions de l'article L. 233-7 du code de commerce.

6.3.2 FRANCHISSEMENT DE SEUILS STATUTAIRES

Néant.

6.4 CAPITAL POTENTIEL

A la date du présent rapport annuel, il n'existe aucun titre donnant accès au capital.

6.5 ACQUISITION PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS – DESCRIPTIF DU PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

➤ Programme de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée Générale Mixte du 18 juin 2024

L'Assemblée Générale à caractère mixte des actionnaires de la Société du 18 juin 2024 a autorisé le Conseil d'administration à mettre en œuvre, pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de l'assemblée, un programme de rachat des actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants du code de commerce et des pratiques de marché admises par l'AMF.

Les principaux termes de cette autorisation sont les suivants :

- **Titres concernés** : actions ordinaires
- **Part maximale du capital dont le rachat est autorisé** : 10 % du capital (soit 200.169 actions au 31 décembre 2024), étant précisé que cette limite s'apprécie à la date des rachats afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme. Le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée du programme dans le cadre de l'objectif de liquidité.

Prix maximum d'achat (hors frais et commission) : le prix maximum d'achat est fixé à 40 euros par actions, soit un montant global de 8.006.760 euros.
- **Modalités des rachats** : les achats pourront être réalisés par tous moyens sur le marché ou de gré à gré, y compris par opérations sur blocs de titres, étant précisé que la résolution proposée au vote des actionnaires ne limite pas la part du programme pouvant être réalisée par achat de blocs de titres. Ces opérations pourront être effectuées en période d'offre publique.
- **Objectifs** :
 - Assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action WINFARM par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation,

- Conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société,
- Assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou par attribution gratuite d'actions,
- Assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- Mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF, et plus généralement réaliser toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur,
- Procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises, conformément à l'autorisation conférée par l'assemblée générale des actionnaires du 18 juin 2024 dans sa neuvième résolution à caractère extraordinaire.

- **Durée de programme** : jusqu'au 18 décembre 2025.

➤ **Mise en œuvre du programme de rachat d'actions**

Motifs des acquisitions	% du programme
Animation du cours	100 %
Actionnariat salarié	-
Valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions	-
Opérations de croissance externe	-
Annulation	-

Dans le cadre du programme de rachat d'actions, la Société a procédé entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2024, aux opérations d'achat et de vente d'actions propres, comme suit :

Nombre d'actions achetées	116.069
Cours moyen des achats	5.06€
Nombre d'actions vendues	116.436
Cours moyen des ventes	5.04€
Nombre d'actions inscrites à la clôture de l'exercice	4.341*
Valeur évaluée au cours d'achat	25.325€
Valeur nominale à la clôture de l'exercice	1€**

Frais de négociation

*nombre d'actions inscrites au 31/12/24

** valeur nominale au 31/12/24

A l'exception des actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité, la Société ne détient, à la date du présent rapport annuel, aucune action propre et aucune action de la Société n'est détenue par l'une quelconque de ses filiales ou par un tiers pour son compte

Les actions détenues par la société n'ont fait l'objet d'aucune utilisation ni réallocation à d'autres finalités depuis la dernière autorisation consentie par l'assemblée générale.

➤ **Nouveau programme de rachat d'actions proposé à l'Assemblée Générale du 17 juin 2025**

Au 31 mars 2025, le nombre de titres détenus de manière directe et indirecte par la Société est de 2.768, représentant 0.14% du capital de la société.

Nombre de titres détenus répartis par objectifs :

- Animation du cours par l'intermédiaire d'un contrat de liquidité conforme à la pratique de marché : 2.768
 - Opérations de croissance externe : 0
 - Couverture d'options d'achat d'actions ou autre système d'actionnariat des salariés : 0
 - Couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions : 0
 - Annulation : 0
- Le nouveau programme est proposé comme suit :
 - **Titres concernés** : actions ordinaires
 - **Part maximale du capital dont le rachat est autorisé** : 10% du capital (soit 200.169 actions à la date du présent document), étant précisé que cette limite s'apprécie à la date des rachats afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme. Le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée du programme dans le cadre de l'objectif de liquidité.
 - La société ne pouvant détenir plus de 10% de son capital, le nombre maximum d'actions pouvant être achetées sera de 200.169 actions, y compris les actions déjà détenues.
 - **Prix maximum d'achat** : 20 euros
 - **Montant maximal du programme** : 4.003.380 euros
 - **Modalités des rachats** : les achats pourront être réalisés par tous moyens sur le marché ou de gré à gré, y compris par opérations sur blocs de titres, étant précisé que la résolution proposée au vote des actionnaires ne limite pas la part du programme pouvant être réalisée par achat de blocs de titres. Ces opérations pourront être effectuées en période d'offre publique.
 - **Objectifs** :
 - Assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action WINFARM par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI admise par l'AMF,
 - Conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société,
 - Assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou par attribution gratuite d'actions,
 - Assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur,

- Mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF, et plus généralement réaliser toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur,
 - Procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises, sous réserve de l'autorisation à conférer par l'Assemblée Générale des actionnaires du 17 juin 2025 dans sa septième résolution à caractère extraordinaire.
- **Durée de programme** : 18 mois à compter de l'assemblée générale du 17 juin 2025 soit jusqu'au 17 décembre 2026.

CHAPITRE 7 - RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 alinéa 6 du Code de commerce, vous trouverez dans le présent paragraphe le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Nous vous rappelons que les actions de la Société sont admises aux négociations sur Euronext Growth Paris et que la Société se réfère au Code de gouvernement d'entreprise publié par Middlednext en septembre 2021 (le « **Code Middlednext** »). Ce Code est disponible sur le site : www.middlednext.com.

7.1 COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration de la Société est composé de cinq membres, dont deux membres indépendants au sens du Code Middlednext.

A la date du présent rapport annuel, le Conseil d'administration de la Société est composé comme suit :

Nom	Age	Nationalité	Fonction	Date de renouvellement	Année d'échéance du mandat (à l'issue de l'assemblée générale annuelle)	Nombre d'actions détenues directement	Membre indépendant
Monsieur Patrice Etienne	59	Française	Président Directeur Général	30/06/2023	2026	2	Non
Monsieur Victor Etienne	33	Française	Administrateur	30/06/2023	2026	-	Non
Madame Anne (Le Meur) Etienne	28	Française	Administrateur	30/06/2023	2026	-	Non
Monsieur Maxime Ray	43	Française	Administrateur	30/06/2023	2026	-	Oui
Monsieur Georges Sampeur	70	Française	Administrateur	30/06/2023	2026	-	Oui

Pour les besoins de leur fonction, les membres du Conseil d'administration sont domiciliés au siège social.

Monsieur Patrice Etienne est le père de Monsieur Victor Etienne et Madame Anne Le Meur (Etienne).

Il n'existe aucun autre lien familial entre les autres membres listés ci-dessus.

Conformément au Code Middlednext, les critères permettant de qualifier un membre du conseil d'indépendant sont les suivants :

Critères à apprécier	Patrice Etienne	Victor Etienne	Anne Le Meur (Etienne)	Maxime Ray	Georges Sampeur*
- ne pas avoir été, au cours des cinq dernières années, et ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la société ou d'une société de son groupe;	✗	✗	✗	✓	✓
- ne pas avoir été, au cours des deux dernières années, et ne pas être en relation d'affaires significative avec la société ou son groupe (client, fournisseur, concurrent, prestataire, créancier, banquier, etc.);	✗	✗	✓	✓	✓
- ne pas être actionnaire de référence de la société ou détenir un pourcentage de droit de vote significatif;	✗	✓	✓	✓	✓
- ne pas avoir de relation de proximité ou de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence;	✗	✗	✗	✓	✓
- ne pas avoir été, au cours des six dernières années, commissaire aux comptes de l'entreprise.	✓	✓	✓	✓	✓

Dans ce tableau, ✓ représente un critère d'indépendance satisfait et ✗ représente un critère d'indépendance non satisfait

**Etant rappelé que Monsieur Georges Sampeur est ancien administrateur et détient une participation minoritaire dans la société PINEAU CYCLING EVOLUTION (« PCE »), société par actions simplifiée au capital de 16.000 euros, ayant son siège social 80 rue Arthur Enaud ZI de Très le Bois CS 60363 22603 Loudéac Cédex, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Saint-Brieuc sous le numéro 831 095 757 (en liquidation judiciaire depuis le 14 décembre 2022). La société PCE avait conclu un contrat de partenariat avec la société WINFARM (qui a pris fin le 31 décembre 2022), le Conseil d'administration du 31 mars 2025 a considéré que, Monsieur Georges Sampeur n'a pas de lien d'affaires présentant un caractère significatif avec WINFARM, ni aucun lien qui pourrait remettre en cause sa liberté de jugement.*

Le Conseil d'administration du 18 septembre 2020 a considéré que parmi ses membres, 2 membres à savoir Messieurs Maxime Ray et Georges Sampeur pouvaient être qualifiés de membres indépendants. Le Conseil d'administration du 31 mars 2025 a confirmé l'indépendance de ces deux membres.

Il est précisé que le caractère significatif des relations d'affaires est apprécié de manière qualitative et de manière quantitative puisque sont prises en compte les missions fournies ainsi que le pourcentage

de chiffre d'affaires réalisé avec les éventuelles sociétés au sein desquelles siègent les administrateurs indépendants.

Par ailleurs, la qualification d'indépendance s'apprécie tout au long de l'exercice social. Tout administrateur concerné doit, en cas de survenance d'événements significatifs remettant en cause cette qualification, le notifier sans délai au Conseil d'administration.

Compte tenu du cumul des fonctions de Président du conseil et de Directeur Général, l'équilibre des pouvoirs au sein du conseil est assuré grâce à la présence de deux administrateurs indépendants.

7.2 ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU COURS DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2024

Il est précisé que le règlement intérieur de la Société a été examiné puis mis à jour par décisions du Conseil du 30 mars 2022 pour tenir compte des dernières évolutions législatives et réglementaires et de la révision du Code Middledenext de septembre 2021.

Missions du Conseil d'administration :

- détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité.
- se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent,
- définit la politique de communication financière de la société,
- veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires ainsi qu'aux marchés,
- procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns, et notamment au contrôle de la gestion,
- autorise les cautions, avals et garanties donnés par des sociétés autres que celles exploitant des établissements bancaires ou financiers dans les conditions prévues à l'article R. 225-28 du Code de commerce,
- autorise préalablement la conclusion de conventions réglementées, le cas échéant, il peut recourir à une expertise indépendante en cas de conflits d'intérêts lors de l'autorisation d'une convention réglementée,
- choisit le mode d'organisation de la Direction Générale : dissociation ou unicité des fonctions de Président et Directeur Général,
- nomme et révoque le Président, le Directeur Général, ainsi que les Directeurs Généraux Délégués,
- définit la politique de rémunération des mandataires sociaux,
- répartit entre les administrateurs le montant global de la rémunération décidée par l'assemblée,
- peut procéder à la cooptation de membres du conseil dans les conditions définies par la réglementation en vigueur,
- peut créer des comités spécialisés dont il nomme les membres, fixe les missions ainsi que les modalités de fonctionnement,
- établit, le cas échéant, les documents de gestion prévisionnelle,
- arrête les comptes annuels soumis à l'approbation de l'assemblée,

- convoque et fixe l'ordre du jour de l'assemblée,
- détermine en cas d'attribution d'options ou d'actions gratuites, le nombre d'actions gratuites ou d'actions issues de la levée d'options que les dirigeants mandataires sociaux sont tenus de conserver jusqu'à la cessation de leurs fonctions,
- rend compte de son activité dans le rapport à l'assemblée.

Pour se conformer aux recommandations du code Middledenext, le Conseil d'Administration notamment :

- détermine un plan de formation triennal adapté aux spécificités de la société destiné aux administrateurs et fait un point annuel sur l'avancement de son plan de formation.
- revoit annuellement les conflits d'intérêts connus,
- fait un point sur la succession des dirigeants,
- prend connaissance des points de vigilance du Code Middledenext et les revoit régulièrement,
- vérifie qu'une politique visant à l'équilibre femmes hommes et à l'équité est bien mis en œuvre à chaque niveau hiérarchique de la société,
- s'interroge sur l'opportunité de faire évoluer ce qui a pu susciter des votes négatifs en vue de l'assemblée générale suivante et sur l'éventualité d'une communication à ce sujet.

Missions du Président du Conseil d'Administration

En exerçant ses prérogatives légales, le Président du Conseil d'Administration :

- organise et dirige les travaux du Conseil dont il rend compte à l'Assemblée Générale ;
- veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure notamment que les Administrateurs sont en mesure de remplir leur mission ;

Conditions de préparation des travaux du Conseil d'administration

- pour permettre aux membres du Conseil de préparer utilement les réunions, le Président leur communique préalablement les informations ou documents nécessaires.

Tenue des réunions du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'exige l'intérêt social et au moins 4 fois par an, afin de permettre un examen approfondi des thèmes abordés. Les convocations sont faites par écrit dans un délai de 8 jours.

Les réunions se tiennent au siège social ou en tout lieu indiqué.

Evaluation des travaux du Conseil

Conformément à l'article 6 du Règlement Intérieur, le Président du Conseil invite chaque année les membres à s'exprimer sur le fonctionnement du Conseil, la préparation de ses travaux.

Gestion et prévention des conflits d'intérêts

Dans une situation laissant apparaître ou pouvant laisser apparaître un conflit entre l'intérêt social et son intérêt personnel direct ou indirect ou l'intérêt de l'actionnaire ou du groupe d'actionnaires qu'il représente, l'administrateur concerné s'engage à :

- en informer dès qu'il en a connaissance le conseil,
- déclarer avant chaque réunion du Conseil, en fonction de l'ordre du jour ses éventuels conflits d'intérêts,
- et en tirer toute conséquence quant à l'exercice de son mandat. Ainsi, selon le cas, il devra :
 - soit s'abstenir de participer aux délibérations et au vote correspondant à la convention ou à l'opération faisant apparaître un conflit d'intérêt,
 - soit ne pas assister aux réunions du Conseil d'Administration durant la période pendant laquelle il se trouvera en situation de conflit d'intérêts,
 - soit démissionner de ses fonctions d'administrateur,

Une absence d'information équivaut à la reconnaissance qu'aucun conflit d'intérêts n'existe.

A défaut de respecter ces règles d'abstention, voire de retrait, la responsabilité de l'administrateur pourrait être engagée.

En outre, le Président du Conseil d'Administration ne sera pas tenu de transmettre au(x) administrateur(s) dont il a des motifs sérieux de penser qu'ils sont en situation de conflit d'intérêts des informations ou documents afférents au sujet conflictuel, et informera le Conseil d'Administration de cette absence de transmission. Il s'assure que tout administrateur concerné par un conflit d'intérêt soit s'abstient de prendre part au vote, soit quitte la salle afin d'éviter toute influence sur la prise de décision.

A tout moment, le Conseil d'Administration peut se livrer à toutes investigations raisonnables afin d'évaluer les mesures à prendre, en cas de conflit d'intérêts (exposé clair des motifs, sortie de la salle des personnes concernées, ...), pour assurer une prise de décision conforme à l'intérêt de la société.

Une procédure annuelle de révélation et de suivi des conflits d'intérêts est mise en place par le Conseil d'Administration.

7.3 REUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'administration s'est réuni 3 fois. Les ordres du jour portaient notamment sur :

Le 28 mars 2024

- Arrêté des comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 - Proposition d'affectation du résultat ;
- Point sur les conventions réglementées ;
- Point sur la rémunération du Président-Directeur Général ;
- Point sur l'appréciation de la qualité d'indépendant des administrateurs au Conseil d'administration ;
- Revue des conflits d'intérêts connus au sein du Conseil d'administration ;
- Point sur la succession du dirigeant ;
- Préparation de l'Assemblée Générale Mixte annuelle ;
- Convocation d'une Assemblée Générale Mixte – Fixation de son ordre du jour – Adoption du rapport de gestion et du rapport sur le gouvernement d'entreprise ;
- Délégation à donner au Président Directeur Général pour répondre aux questions écrites des actionnaires ;
- Délibération sur la politique de la société en matière d'égalité professionnelle et salariale ;

- Point sur l'avancement du plan de formation triennal des administrateurs ;
- Point sur la mise en œuvre d'une politique de diversité et d'équité au sein de l'entreprise ;
- Autoévaluation du Conseil ;
- Point sur les orientations stratégiques de la société.

Le 18 juin 2024 :

- Mise en œuvre de l'autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 18 juin 2024 à l'effet d'opérer sur les propres actions de la société en application de l'article L.22-10-62 du Code de commerce ;
- Répartition de la rémunération des administrateurs.

Le 3 octobre 2024 :

- Examen et arrêté des comptes semestriels relatifs à la période du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024 - Examen et arrêté du rapport semestriel d'activité ;
- Examen et arrêté des documents de gestion prévisionnelle - Examen et arrêté du rapport relatif à ces documents.

Au cours de l'exercice 2024, aucune absence n'a été notée à ces 3 réunions du Conseil.

7.4 COMPOSITION DE LA DIRECTION GENERALE

Par décision en date du 18 septembre 2020, le Conseil d'administration de la Société a décidé de ne pas dissocier les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général et a nommé Monsieur Patrice Etienne en qualité de Président Directeur Général pour la durée de son mandat d'administrateur soit pour une durée de trois ans expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

7.5 PRINCIPAUX MANDATS ET FONCTIONS EXERCEES PAR LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION GENERALE EN DEHORS DE LA SOCIETE

- **Mandats en cours**

Administrateurs	Société	Nature du mandat
<i>Autres mandats et fonctions exercés au sein du Groupe</i>		
Monsieur Patrice Etienne	SCI BEL ORIENT TECHAGRO GERMAFERM	Gérant Gérant Gérant
Monsieur Victor Etienne	SCI BEL ORIENT	Directeur
Madame Anne Le Meur (Etienne)	PAVETI	Directrice
Monsieur Maxime Ray	N/A	N/A

Administrateurs	Société	Nature du mandat
Monsieur Georges Sampeur	N/A	N/A
Autres mandats et fonctions exercés à l'extérieur du Groupe		
Monsieur Patrice Etienne	SCI VILLE AU VENT SCI DE TRES LE BOIS SCI DE BEAU SOLEIL SCI PACO SAS ANVIC SARL TRES LE BOIS SAS Pineau Cycling Evolution	Gérant Gérant Gérant Gérant Président Gérant Président du CA
Monsieur Victor Etienne	SCI DE LA VILLE LEO	Gérant
Madame Anne Le Meur (Etienne)	SCI PACOVA SCI LES MALTRAIS	Gérante Gérante
Monsieur Maxime Ray	BLACK FOREST SICAV-SIF FIDUCENTER SA FALCON CAPITAL MANAGEMENT SARL FALCON CAPITAL SCA SURCOUF PARTICIPATIONS SA VANNES OLYMPIQUE CLUB GLAZ CAPITAL SAS LIAM INVEST SAS	Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur

Administrateurs	Société	Nature du mandat
Monsieur Georges Sampeur	<p> GROUPE B&B HOTELS Groupe Pierre&Vacances CenterParcs </p>	<p> Président du conseil de surveillance Président du conseil d'administration </p>
	<p> Casper Topco CEP Lorient Breizh Basket </p>	<p> Président du comité de surveillance Président du comité de surveillance </p>
	<p> MANCHE ATLANTIQUE PRESSE (LE JOURNAL DES ENTREPRISES) BRETAGNE PARTICIPATIONS Sailidaire </p>	<p> Président Président Président </p>
	<p> Atlanta Central Hôtel FOOTBALL CLUB DE LORIENT BRETAGNE SUD Fond de dotation du Festival Interceltique de Lorient LT Piver Concorde Office SCI Grégoire Financière Gaspard SARL Ange SCI Kerletu </p>	<p> Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant </p>

- Mandats ayant été exercés au cours des 5 derniers exercices et ayant cessé à ce jour**

Administrateurs	Société	Nature du mandat
Autres mandats et fonctions ayant été exercés au sein du Groupe		
Monsieur Patrice Etienne	WINFARM	Président
Monsieur Victor Etienne	N/A	N/A
Madame Anne Le Meur (Etienne)	N/A	N/A
Monsieur Maxime Ray	N/A	N/A
Monsieur Georges Sampeur	N/A	N/A
Autres mandats et fonctions ayant été exercés à l'extérieur du Groupe		
Monsieur Patrice Etienne	N/A	N/A

Administrateurs	Société	Nature du mandat
Monsieur Victor Etienne	N/A	N/A
Madame Anne Le Meur (Etienne)	N/A	N/A
Monsieur Maxime Ray	Troc de l'île SA – France Saphir Capital Partners SA – Luxembourg* THE FUND GROUP SICAV- UCITS	Administrateur Administrateur Administrateur
Monsieur Georges Sampeur	GROUPE VACANCESELECT Casinos JOA (cession) ONOMO HOTELS ANAMA INVEST PINEAU CYCLING EVOLUTION TWOYOUTOO	Président du Conseil de surveillance Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur

*société cotée

7.6 COMITES SPECIALISES

Le Conseil d'administration du 30 mars 2022 a décidé de créer un comité RSE. Le rôle et les attributions du comité RSE sont détaillés dans le règlement intérieur du conseil, et sont les suivants :

- l'examen, la revue et l'évaluation de la stratégie et des engagements de la Société en matière de RSE et formule des recommandations à cet égard ;
- l'examen du niveau de dialogue de la Société avec ses principales parties prenantes et le suivi du déploiement des actions de la Société auprès d'elles ;
- la mise en œuvre de cette stratégie et son suivi en termes qualitatifs et quantitatifs ;
- l'appréciation des risques et des opportunités en matière de performance sociétale et environnementale et leur impact en termes d'investissements, de performance économique et d'image ;
- le suivi des systèmes de reporting et de la préparation de l'information extra-financière ;
- l'examen annuel de la synthèse des notations extra-financières réalisées sur la Société.

Les premiers membres du comité RSE désignés par le Conseil d'administration du 30 mars 2022 sont :

- Monsieur RAY, Président du comité RSE,
- Madame Anne LE MEUR ;
- Monsieur Victor ETIENNE ;

Il est précisé que Monsieur RAY, Président du comité RSE est un administrateur indépendant.

Compte tenu de sa taille, le Conseil d'administration de la Société a décidé de ne pas créer pour le moment de comité d'audit ni de comité des rémunérations et des nominations.

Par ailleurs, au regard de ses compétences, Monsieur Maxime RAY, en tant que membre du Conseil d'administration, suit en particulier les sujets financiers.

7.7 ADOPTION DU CODE MIDDLENEXT

Recommandations du Code Middlednext	Appliquée	En cours de réflexion	Non appliquée
I. Le pouvoir de « surveillance »			
R1 : Déontologie des membres du Conseil	X (1)		
R2 : Conflits d'intérêts	X		
R3 : Composition du Conseil – Présence des membres indépendants au sein du Conseil	X (2)		
R4 : Information des membres du Conseil	X		
R5 : Formation des membres du Conseil	X (3)		
R6 : Organisation des réunions du Conseil et des Comités	X (4)		
R7 : Mise en place des Comités		X (5)	
R8 : Mise en place d'un comité spécialisé sur la responsabilité sociale/sociétale et environnementale des Entreprises (RSE)	X (6)		
R9 : Mise en place d'un règlement intérieur du Conseil	X		
R10 : Choix de chaque membre du Conseil	X		
R11 : Durée des mandats des membres du conseil - Durée des mandats adaptées à la société - Echelonnement des mandats	X		X (7)
R12 : Rémunérations des membres du Conseil	X		
R13 : Mise en place d'une évaluation des travaux du Conseil	X (8)		
R14 : Relations avec les actionnaires	X		
II. Le pouvoir exécutif			
R15 : Politique de diversité et d'équité au sein de l'entreprise	X (9)		
R16 : Définition et transparence de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux	X(10)		
R17 : Préparation de la succession des dirigeants	X (11)		
R18 : Cumul contrat de travail et mandat social	X		
R19 : Indemnités de départ	X		
R20 : Régime des retraites supplémentaires	X		
R21 : Stock-options et attributions gratuites d'actions	X		
R22 : Revue des points de vigilance	X		

- (1) R1 : Les dispositions en la matière sont prévues dans le règlement intérieur adopté le 18 septembre 2020 et modifié le 30 mars 2022 ;
- (2) R3 : Le Conseil d'administration de la Société comporte deux membres indépendants : Monsieur Maxime Ray et Monsieur Georges Sampeur ;
- (3) R5 : Le Conseil du 30 mars 2023 a mis en place un plan de formation triennal des administrateurs. Le Conseil du 28 mars 2024 a décidé la mise en place d'une session de formation des administrateurs en lien avec la RSE qui doit intervenir au cours de l'année 2025.
- (4) R6 : Au cours de l'exercice, le Conseil d'administration s'est réuni à trois reprises. Cette fréquence a été jugée suffisante au regard de l'activité de la Société et de l'absence de points à l'ordre du jour nécessitant la tenue d'une réunion formelle. Les administrateurs ont néanmoins été régulièrement informés des activités et de la situation de la Société.
- (5) R7 : A ce jour, compte tenu de sa taille, le Conseil d'administration a décidé de ne pas créer de comité d'audit ni de comité des rémunérations et des nominations ;
- (6) R8 : Le Conseil du 30 mars 2022 a créé un comité RSE ;
- (7) R11 : Cette recommandation est partiellement appliquée. En effet, l'échelonnement des mandats ne semble pas adapté au regard de la taille du conseil. Cependant, une réflexion relative à la mise en place d'un échelonnement des mandats pourrait intervenir si de nouveaux administrateurs venaient à être nommés ;
- (8) R13 : Le Conseil a procédé à une autoévaluation de son fonctionnement lors de sa réunion du 28 mars 2024 ;
- (9) R15 : La Société compte actuellement une femme parmi les cinq membres de son Conseil d'administration. Tant pour sa composition que pour les différentes strates hiérarchiques de l'entreprise, le Conseil veillera à ce que le recrutement de femmes soit favorisé afin de respecter une représentation équilibrée. A ce sujet, il convient de noter que WINFARM a intégré depuis le 20 avril 2022 une responsable RSE (création de poste) afin de déterminer la stratégie RSE en relation avec le Conseil d'administration et le comité RSE. [Au cours de l'exercice écoulé, la Société a poursuivi ses efforts en faveur de la mixité au sein de l'entreprise, dans une logique d'amélioration continue et conforme à ses engagements en matière de RSE.].
- (10) R16 : L'insertion d'un critère quantitatif extra-financier dans la composition de la rémunération variable du Président-Directeur Général a été renouvelé par le conseil d'administration du 28 mars 2024, basé sur l'atteinte d'un score déterminé s'agissant de l'index de l'égalité professionnelle hommes/femmes créé en 2018 ;
- (11) R17 : Le sujet de la succession du Président-Directeur Général est mis à l'ordre du jour du conseil une fois par an.

7.8 REMUNERATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Il est précisé que l'Assemblée Générale réunie le 18 septembre 2020 a fixé une enveloppe de 15.000 euros au titre de la rémunération des administrateurs que le Conseil d'administration pourra verser, le cas échéant, à ses seuls membres indépendants. Cette enveloppe de rémunération n'a pas été modifiée en 2024 par l'assemblée générale annuelle.

En effet, conformément au règlement intérieur du Conseil d'administration, seuls les membres indépendants pourront percevoir une rémunération au titre de leur mandat, étant précisé que la répartition entre les administrateurs indépendants sera décidée en prenant en compte leur assiduité et le temps qu'ils consacrent à leurs fonctions.

Les administrateurs indépendants ont perçu globalement, au cours de l'exercice 2024, une rémunération de 15.000 euros au titre de l'exercice de leurs mandats en 2023.

7.9 DELEGATIONS ET AUTORISATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL EN COURS DE VALIDITE

Les délégations et autorisations en matière d'augmentation de capital, en cours de validité, dont dispose la Société, sont synthétisées ci- dessous. Elles ont été approuvées par les Assemblées Générales du 30 juin 2023 et du 18 juin 2024.

Nature de la délégation	Date de l'Assemblée Générale	Durée maximum	Montant nominal maximum	Prix d'émission des actions	Utilisation au cours de l'exercice
Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour <u>augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes</u> (10 ^{ème} résolution)	18 juin 2024	26 mois	5.000.000 euros <i>Plafond indépendant</i>	-	Néant
Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des titres de	18 juin 2024	26 mois	Pour les actions : 800.000 € Pour les titres de créances : 20.000.000 € <i>Plafonds indépendants</i>	Le prix d'émission sera déterminé par le Conseil d'administration dans les plafonds fixés par l'assemblée.	Néant

Nature de la délégation	Date de l'Assemblée Générale	Durée maximum	Montant nominal maximum	Prix d'émission des actions	Utilisation au cours de l'exercice
capital à émettre <u>avec maintien du droit préférentiel de souscription</u> (11^{ème} résolution)					
Délégation de compétence donnée au conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital à émettre, <u>avec suppression du droit préférentiel de souscription</u> (avec possibilité d'instaurer un délai de priorité) <u>par offre au public à l'exception des offres visées au 1°</u>	18 juin 2024	26 mois	Pour les actions : 600.000€* Pour les titres de créances : 20.000.000 €**	Conformément aux dispositions de l'article L 225-136 1° du code de commerce, la somme revenant, ou devant revenir, à la Société, sera fixée par le Conseil d'Administration pour chacune des actions ordinaires émises dans le cadre de la présente délégation de compétence, et sera au moins égale à la moyenne des cours moyens pondérés par les volumes des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission éventuellement diminuée d'une décote maximale de 15%.	Néant

Nature de la délégation	Date de l'Assemblée Générale	Durée maximum	Montant nominal maximum	Prix d'émission des actions	Utilisation au cours de l'exercice
de l'article L.411-2 du code monétaire et financier (12 ^{ème} résolution)					
Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital à émettre, avec suppression de droit préférentiel de souscription par une offre au public visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier	18 juin 2024	26 mois	<p>Pour les actions : 600.000 € *</p> <p>Pour les titres de créances : 20.000.000€ **</p>	Conformément aux dispositions de l'article L 225-136 1° du code de commerce, la somme revenant, ou devant revenir, à la Société, sera fixée par le Conseil d'Administration pour chacune des actions ordinaires émises dans le cadre de la présente délégation de compétence, et sera au moins égale à la moyenne des cours moyens pondérés par les volumes des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission éventuellement diminuée d'une décote maximale de 15%.	Néant

Nature de la délégation	Date de l'Assemblée Générale	Durée maximum	Montant nominal maximum	Prix d'émission des actions	Utilisation au cours de l'exercice
(13^{ème} résolution)					
Autorisation d'augmenter le montant des émissions en cas de demandes excédentaires (15^e résolution)	18 juin 2024	18 mois	Dans la limite du plafond de la délégation utilisée (plafonds communs pris en compte) et dans la limite de 15% du montant de l'émission initiale	-	
Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet de consentir des <u>options de souscription et/ou d'achat d'actions aux salariés et mandataires sociaux</u> de la Société et de sociétés lui étant liées ⁽²⁾ (15^{ème} résolution)	30 juin 2023	38 mois	10% du capital au jour de l'Assemblée Générale***	Le prix de souscription et/ou d'achat des actions par les bénéficiaires sera fixé le jour où les options seront consenties par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions de l'article L. 225-177 alinéa 4 du Code de commerce.	Néant
Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet <u>d'attribuer gratuitement des actions existantes et/ou à émettre en faveur des salariés et mandataires sociaux</u> de la Société et de sociétés lui étant	30 juin 2023	38 mois	10 % du capital au jour de la décision de leur attribution par le conseil ***	-	Néant

Nature de la délégation	Date de l'Assemblée Générale	Durée maximum	Montant nominal maximum	Prix d'émission des actions	Utilisation au cours de l'exercice
liées ⁽³⁾ (16^{ème} résolution)					
Délégation de compétence à conférer au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre (de la société ou d'une société du groupe), avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de bénéficiaires (1) (14^e résolution)	18 juin 2024	18 mois	Pour les actions : 600.000€* Pour les titres de créances : 20.000.000 €**	Conformément aux dispositions de l'article L 225-138° du code de commerce, la somme revenant, ou devant revenir, à la Société, sera fixée par le Conseil d'Administration pour chacune des actions ordinaires émises dans le cadre de la présente délégation de compétence, et sera au moins égale à la moyenne des cours moyens pondérés par les volumes des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission éventuellement diminuée d'une décote maximale de 15%.	Néant
Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par émission d'actions	18 juin 2024	26 mois	0,5 % du capital atteint lors de la décision du Conseil d'Administration de réalisation de cette augmentation	Le prix des actions à souscrire sera déterminé conformément aux méthodes indiquées à l'article L. 3332-20 du Code du travail.	Néant

Nature de la délégation	Date de l'Assemblée Générale	Durée maximum	Montant nominal maximum	Prix d'émission des actions	Utilisation au cours de l'exercice
ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression de droit préférentiel de souscription au profit des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en application des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail (16^e résolution)			<i>Plafond indépendant</i>		

**Plafonds communs*

***Plafonds communs*

**** Plafonds communs*

(1) La catégorie de personnes a été définie comme suit :

« personnes morales de droit français ou étranger (dont holdings, entités, sociétés d'investissement, fonds communs de placement ou fonds gestionnaires d'épargne collective) ou des personnes physiques, chacune présentant la qualité d'investisseur qualifié (au sens de l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier) et investissant à titre habituel dans des sociétés cotées opérant dans le domaine du secteur agricole pour un montant de souscription individuel minimum de 100 000 € par opération ou la contre-valeur de ce montant et avec un nombre d'investisseur limité à 50 ; étant précisé que le Conseil d'administration fixera la liste précise des bénéficiaires au sein de cette catégorie de bénéficiaires ainsi que le nombre de titres à attribuer à chacun d'eux. »

(2) Les bénéficiaires de ces options ne pourront être que : (i) d'une part, les salariés ou certains d'entre eux, ou certaines catégories du personnel, de la Société et, le cas échéant, des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce ; et (ii) d'autre part, les mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L. 225-185 du Code de commerce.

(3) L'attribution gratuite d'actions ordinaires de la Société, existantes ou à émettre, serait réalisée au profit : (i) des membres du personnel salarié de la société ou des sociétés qui lui sont liées

directement ou indirectement au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, (ii) et/ou des mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce.

CHAPITRE 8 - OPERATIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS SUR LEURS TITRES

Néant.

CHAPITRE 9 - CONVENTIONS REGLEMENTEES ET TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

Par application des dispositions des articles L. 225-38 et suivants, vous trouverez ci-dessous la liste des conventions réglementées et des conventions courantes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

9.1 NOUVELLES CONVENTIONS REGLEMENTEES CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2024

Néant.

9.2 NOUVELLES CONVENTIONS REGLEMENTEES CONCLUES DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2024

Néant.

9.3 CONVENTIONS REGLEMENTEES APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS, MAIS DONT LES EFFETS SE SONT POURSUIVIS AU COURS DE L'EXERCICE 2024

Néant.

9.4 CAUTIONS, AVALS ET GARANTIES DONNES PAR LA SOCIETE A DES TIERS

Se référer à la note sur les engagements financiers de l'Annexe aux comptes sociaux

9.5 CONVENTIONS CONCLUE ENTRE UN MANDATAIRE SOCIAL OU UN ACTIONNAIRE DETENANT PLUS DE 10% DES DROITS DE VOTE DE LA SOCIETE ET UNE FILIALE, HORS CONVENTIONS COURANTES

Néant

9.6 TRANSACTIONS CONCLUES AVEC DES PARTIES LIEES

Hors rémunération des dirigeants, les transactions conclues avec des parties liées correspondent à des prestations ou loyers facturés par des SCI ou SARL à des conditions de marché et de règlement habituelles pour ce type de prestations. Ces SCI/SARL sont détenues majoritairement par des actionnaires du Groupe.

Bail commercial avec la SCI DE TRES LE BOIS

La SCI TRES LE BOIS est détenue à hauteur de 79,56% par Monsieur Patrice ETIENNE, au travers la holding

ANVIC.

Bail conclu le 29 juin 2020 pour la période du 1er juillet 2020 au 30 juin 2029 avec VITAL CONCEPT. Le loyer annuel est fixé à 1 008 K€ soit 84 K€ par mois. Le loyer est indexé chaque année selon d'indice ILC de l'INSEE.

Le montant total des loyers payés à la SCI TRES LE BOIS au cours de la période s'élève à 1 381 K€.

Contrat de bail rural entre la SCI DE BEL ORIENT et la SCEA DE BEL ORIENT

Monsieur Patrice Etienne est gérant de la SCI DE BEL ORIENT et de la SCEA DE BEL ORIENT.

Le contrat conclu le 22 juin 2017 a été consenti pour une durée de 18 années entières et consécutives commençant à courir à compter du 22 juin 2017 pour se terminer le 21 juin 2035. Le fermage annuel est fixé à la somme de 70.000 euros actualisé chaque année en fonction de la variation de l'indice national des fermages publié annuellement par arrêté ministériel.

Le montant total des loyers payé à la SCI DE BEL ORIENT au cours de l'exercice s'élève à 96K€.

Contrat de prestation de services entre TECHAGRO et la SCI TRES LE BOIS

Contrat de prestation de services en date du 26 juin 2014 conclu pour une durée commençant à courir à compter du 1er janvier 2014 et se terminant le 31 décembre 2014. Ce bail prévoit un renouvellement annuel par reconduction tacite. En contrepartie des prestations effectuées, TECHAGRO perçoit une rémunération égale au montant de ses charges affectées à l'exécution de ses prestations, majorée de 10%.

CHAPITRE 10 - RESPONSABILITE SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE DE LA SOCIETE

Il est précisé que l'insertion des indicateurs de nature non financière visés à l'article L232-1, II 4° du Code de commerce n'est pas considérée comme pertinente pour la Société, compte tenu de la taille de la Société et du Groupe.

Néanmoins, dans le cadre d'une démarche volontaire, WINFARM (anciennement dénommée ETI GROUP) a sollicité EthiFinance (agence d'analyse et de conseil extra-financiers) en vue de l'établissement d'un rapport de notation ESG (Environnement, Social et Gouvernance) portant sur le caractère responsable du Groupe au travers de différentes thématiques : gouvernance, environnement, ressources humaines et relations parties prenantes externes.

Emis en septembre 2020, ce rapport évalue la notation extra financière de WINFARM sur l'année 2019 à 47/100 ce qui correspond à un niveau de performance « Modéré + » dans l'échelle de notes EthiFinance (référentiel de Gaïa Rating).

Ce rapport met en évidence un niveau de maturité ESG supérieur à ce que l'on observe dans des entreprises comparables (benchmark : entreprises du secteur Distribution – biens d'équipement et produits industriels service inférieur à 500 collaborateurs).

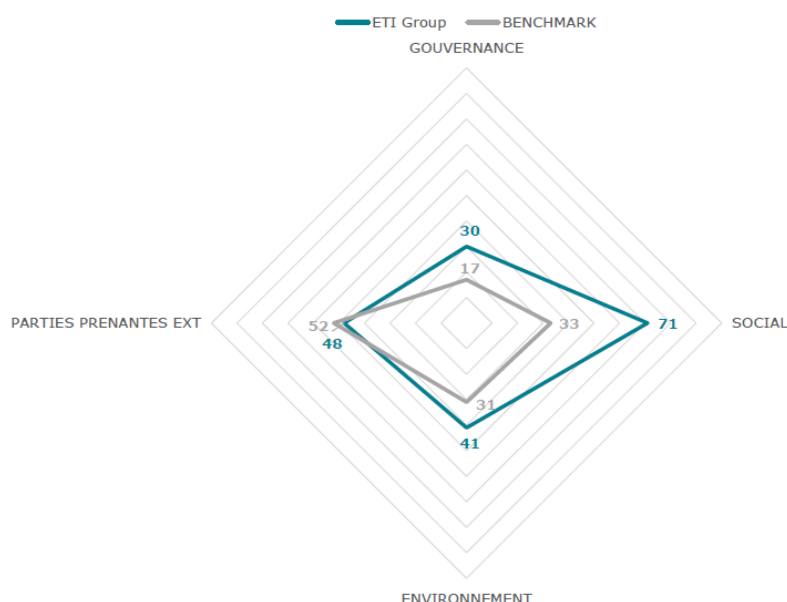
Spécialisé dans la vente à distance de produits et de services pour le monde agricole et les éleveurs, WINFARM a placé la qualité du service au cœur de son offre, avec un accent mis sur la prise en compte

des besoins et attentes des clients. La Société a notamment mis en œuvre une série d’actions notables pour leur impact en matière d’ESG dans le domaine social (conditions de travail, développement des compétences, égalité des chances...) et environnemental (optimisation de la chaîne logistique, intensification des actions en cours avec des formations à l’écoconduite...). Le Groupe devrait également continuer à améliorer sa gouvernance grâce à la structuration mise en place à l’occasion de l’introduction en bourse.

Le recrutement d’une Responsable RSE en avril 2022 a permis d’accélérer la démarche RSE du Groupe.

Après avoir réalisé plusieurs audits internes les premières décisions ont porté sur le volet « Sécurité ».

Sur 2023, un bilan carbone total (Scope 3) a été réalisé pour l’ensemble des filiales de WINFARM. Un tri sélectif des déchets a également été mis en place. Plusieurs actions sont également prévues dans les prochains mois (passage d’une partie des véhicules du parc société en modèle hybride rechargeable, abandon des impressions couleurs pour 80% du parc informatique...)



Source : Rapport de maturité ESG, Ethifinance, octobre 2020

Pour l’essentiel, la note de WINFARM est impactée à la baisse par (i) l’absence de formalisation des politiques RSE et donc de communication des priorités stratégiques (ii) une gestion des problématiques environnementales et des relations avec les parties prenantes externes peu structurée et un suivi des indicateurs clés de performance à développer.

La formalisation de politiques dans les différents domaines extra financiers permettra au Groupe de structurer les nombreuses initiatives déjà menées et d’uniformiser les pratiques sur l’ensemble de ses filiales ou entités.

La mise en place d’un pilotage opérationnel et transverse via un organe dédié permettra de capitaliser sur les bases existantes, de déployer de nouvelles pratiques innovantes et de communiquer auprès de l’ensemble de ses parties prenantes.

D'autre part, le Groupe suit divers indicateurs de performances extra financières, à savoir :

- L'index d'égalité professionnelle Femme Homme qui ressort à 94/100 pour l'année 2024.

Le Groupe WINFARM a intégré depuis le 20 avril 2022 une responsable RSE (création de poste) afin de déterminer la stratégie RSE en termes d'objectifs ciblés, d'actions, d'outils, de ressources et d'indicateurs en veillant à la cohérence avec les politiques menées (RH, QSE, achats, etc), en relation avec le Conseil d'administration et le Comité RSE.

COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

WINFARM

COMPTES CONSOLIDES
31 décembre 2024

SOMMAIRE

1	ETATS DE SYNTHESE	66
1.1	BILAN	66
1.2	COMPTE DE RESULTAT	67
1.3	TABEAU DE FLUX DE TRESORERIE	68
1.4	TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	69
2	NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES	70
2.1	ENTITE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS ET EVENEMENTS MARQUANTS	70
2.1.1	Présentation du groupe et de son activité	70
2.1.2	Faits marquants de la période présentée	70
2.1.3	Evénements postérieurs à la clôture	70
2.2	PERIMETRE DE CONSOLIDATION	71
2.2.1	Société mère	71
2.2.2	Sociétés intégrées	71
2.2.3	Variations de périmètre	71
2.3	REGLES ET METHODES COMPTABLES	72
2.3.1	Référentiel comptable	72
2.3.2	Principes et conventions générales	72
2.3.3	Méthodes de consolidation	72
2.3.4	Recours à des estimations	72
2.3.5	Monnaie de présentation des comptes	72
2.3.6	Information sectorielle	72
2.3.7	Ecart d'acquisition	73
2.3.8	Immobilisations incorporelles	73
2.3.9	Immobilisations corporelles	74
2.3.10	Contrats de crédit-bail et contrats assimilés	74
2.3.11	Autres immobilisations financières	74
2.3.12	Tests de perte de valeur des actifs immobilisés	74
2.3.13	Stocks	74
2.3.14	Créances	74
2.3.15	Trésorerie	74
2.3.16	Opérations en devises	75
2.3.17	Provisions et passifs éventuels	75
2.3.18	Engagements de retraite	75
2.3.19	Dettes	75
2.3.20	Chiffre d'affaires	75
2.3.21	Achats consommés	75
2.3.22	Marge brute	75
2.3.23	Résultat financier	75
2.3.24	Distinction entre le résultat courant et le résultat exceptionnel	75
2.3.25	Impôt sur les résultats	75
2.3.26	Résultat net par action	76
2.4	INFORMATIONS SECTORIELLES ET AUTRES INFORMATIONS SIGNIFICATIVES	77
2.4.1	Information sectorielle	77
2.5	INFORMATIONS SUR LE BILAN	79
2.5.1	Immobilisations incorporelles et corporelles – tableau des variations	79
2.5.2	Immobilisations incorporelles - détails	79
2.5.3	Immobilisations corporelles - détails	80
2.5.4	Tableau des amortissements	81
2.5.5	Immobilisations financières	81
2.5.6	Tableau des filiales et participations	81
2.5.7	Entreprises associées	82
2.5.8	Stocks	82
2.5.9	Créances clients et comptes rattachés	82
2.5.10	Autres créances et comptes de régularisation	83
2.5.11	Etat des échéances des créances	83
2.5.12	Trésorerie	83
2.5.13	Capitaux propres	84
2.5.14	Provisions	84

<u>2.5.15</u>	<u>Emprunts et dettes financières</u>	84
<u>2.5.16</u>	<u>Fournisseurs et comptes rattachés</u>	85
<u>2.5.17</u>	<u>Autres dettes d'exploitation et comptes de régularisation</u>	85
<u>2.5.18</u>	<u>Etat des échéances des dettes</u>	85
<u>2.6</u>	<u>INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT</u>	86
<u>2.6.1</u>	<u>Chiffre d'affaires</u>	86
<u>2.6.2</u>	<u>Autres produits d'exploitation</u>	86
<u>2.6.3</u>	<u>Achats consommés</u>	86
<u>2.6.4</u>	<u>Charges externes</u>	87
<u>2.6.5</u>	<u>Charges de personnel</u>	87
<u>2.6.6</u>	<u>Dotations aux amortissements et provisions d'exploitation</u>	87
<u>2.6.7</u>	<u>Autres charges d'exploitation</u>	87
<u>2.6.8</u>	<u>Résultat financier</u>	88
<u>2.6.9</u>	<u>Résultat exceptionnel</u>	88
<u>2.6.10</u>	<u>Impôt</u>	89
<u>2.6.11</u>	<u>Résultat par action</u>	90
<u>2.7</u>	<u>AUTRES INFORMATIONS</u>	91
<u>2.7.1</u>	<u>Effectif</u>	91
<u>2.7.2</u>	<u>Parties liées</u>	91
<u>2.7.3</u>	<u>Rémunération des dirigeants</u>	92
<u>2.7.4</u>	<u>Honoraires des commissaires aux comptes</u>	92
<u>2.7.5</u>	<u>Engagements hors-bilan</u>	92

Etats de synthèse

○ Bilan

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations incorporelles	2.5.2	14 749	15 297
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	2.5.2.1	8 815	8 815
Immobilisations corporelles	2.5.1.1	22 886	25 009
Immobilisations financières	2.5.5	1 615	1 568
Titres mis en équivalence	2.5.7	1 076	1 099
Actif immobilisé		40 326	42 973
Stocks en cours	2.5.8	20 143	20 889
Clients	2.5.9	9 007	9 244
Autres créances et comptes de régularisation	2.5.10	3 153	3 922
Disponibilités	2.5.12	2 862	7 516
Actif circulant		35 165	41 570
Total de l'actif		75 491	84 543

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Capital	2.5.13	2 002	2 002
Prime d'apport	1.4	19 580	19 580
Réserves	1.4	(1 613)	1 551
Résultat - Part Groupe	1.4	(3 773)	(3 059)
Capitaux propres - Part Groupe	1.4	16 196	20 075
Intérêts minoritaires	1.4	(0)	(0)
Total capitaux propres	1.4	16 196	20 075
Provisions pour risques	2.5.14	562	618
Emprunts et dettes financières	2.5.15	35 496	39 862
Fournisseurs	2.5.16	15 604	16 591
Autres dettes et comptes de régularisation	2.5.17	7 633	7 397
Dettes		58 733	63 850
Total du passif		75 491	84 543

○ Compte de résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Chiffre d'affaires	2.6.1	138 027	137 587
Autres produits d'exploitation	2.6.2	1 068	503
Achats matières et marchandises / variation du stock	2.6.3	(91 970)	(92 350)
Autres achats et services extérieurs	2.6.4	(23 454)	(21 974)
Impôts, taxes et versements assimilés		(857)	(817)
Charges de personnel	2.6.5	(20 874)	(20 251)
Dotations aux amortissements et provisions	2.6.6	(5 812)	(5 049)
Autres charges d'exploitation	2.6.7	(363)	(152)
Résultat d'exploitation avant amortissement et dépréciations des écarts d'acquisition		(4 235)	(2 503)
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		-	-
Résultat d'exploitation après amortissement et dépréciations des écarts d'acquisition		(4 235)	(2 503)
Produits financiers	2.6.8	332	366
Charges financières	2.6.8	(1 163)	(715)
- Résultat financier	2.6.8	(832)	(349)
Produits exceptionnels	2.6.9	2 337	90
Charges exceptionnelles	2.6.9	(1 579)	(136)
- Résultat exceptionnel	2.6.9	758	(46)
Impôts sur les résultats	2.6.10	438	(198)
Résultat net des sociétés intégrées		(3 870)	(3 096)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		97	37
Résultat de l'ensemble consolidé		(3 773)	(3 059)
Résultat des minoritaires		(0)	0
Résultat net part du groupe		(3 773)	(3 059)
Résultat par action (en €)	2.6.11	-1.8849 €	-1.5282 €
Résultat dilué par action (en €)	2.6.11	-1.8849 €	-1.5282 €

○ Tableau de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net des sociétés intégrées	1.2	(3 870)	(3 097)
Dotations aux amortissements et provisions	2.6.6	5 587	4 792
Reprises des amortissements et provisions		(58)	(11)
Plus et moins-values de cessions, nettes d'impôt		(782)	(27)
Variation des impôts différés		(347)	35
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		(120)	-
Marge brute d'autofinancement		409	1 692
Variation des intérêts courus non échus		(5)	34
Variation des stocks	2.5.8	746	(138)
Variation des créances clients	2.5.9	236	(1 005)
Variation des dettes fournisseurs	2.5.16	(988)	(211)
Variation des autres créances et comptes de régularisation	2.5.10	1 279	5 114
Variation des autres dettes et comptes de régularisation	2.5.17	280	201
Incidence des variations de périmètre		-	-
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		1 549	3 995
Dividendes reçus des sociétés en équivalence			
Flux net de trésorerie généré par l'activité		1 958	5 687
Acquisition d'immobilisations incorporelles	2.5.11	(734)	(1 434)
Acquisition d'immobilisations corporelles	2.5.11	(3 479)	(10 766)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	2.5.11	1 408	84
Acquisition d'immobilisations financières	2.5.5	(179)	(354)
Cession d'immobilisations financières	2.5.5	813	138
Variation des créances et dettes d'immobilisations	2.5.17	(207)	(524)
Incidence des variations de périmètre		125	(2 078)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(2 252)	(14 934)
Augmentation de capital ou apports	1.4	-	-
Acquisition / Cession Actions propres	1.4	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	1.4	-	-
Dividendes versés aux minoritaires de sociétés intégrées	1.4	-	(75)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	2.5.15	1 694	13 307
Remboursements d'emprunts	2.5.15	(6 784)	(6 871)
Incidence des variations de périmètre		-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(5 091)	6 361
Variation de trésorerie		(5 384)	(2 887)
Trésorerie à l'ouverture	2.5.12	6 300	9 187
Trésorerie à la clôture	2.5.12	916	6 300

○ Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserves	Résultat – Part du groupe	Capitaux propres – part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2023	2 002	19 580	1 552	(3 059)	20 075	0	20 075
Affectation du résultat N-1			(3 059)	3 059	-		-
Augmentation de capital					-		-
Augmentation prime d'émission					-		-
Titres auto détenus			14		14		14
Variation du périmètre					-		-
Distribution de dividendes versés par ME (1)			(120)		(120)		(120)
Distribution de dividendes					-		-
Résultat de la période				(3 773)	(3 773)		(3 773)
Situation au 31 décembre 2024	2 002	19 580	(1 613)	(3 773)	16 196	0	16 196

1 - ME : sociétés intégrées selon la méthode de la mise en équivalence (ALGAVI)

Notes annexes aux comptes consolidés

○ Entité présentant les états financiers et événements marquants

■ Présentation du groupe et de son activité

WINFARM est une Société par Actions Simplifiée, de droit français. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 492 656 640. Le siège social de la société est situé ZI de Très Le Bois, 22600 LOUDEAC.

Les activités principales du groupe sont les suivantes :

- **Agro fourniture** : Achats - Ventes de fournitures agricoles et paysagers, portée principalement par les sociétés VITAL CONCEPT, JAN DE HAAS,
- **Agro production** : Fabrication de produits de nutrition et d'hygiène animale, portée principalement par la société ALPHATECH, GERMAFERM et ALGAVI,
- **Agro conseil** : Activité de conseil et de formation dans les domaines agricoles et para agricoles, portée par les sociétés AGRITECH Services et SEEDDEVOL,
- **Exploitation agricole pilote** : Exploitation agricole et transformation des produits de la ferme, portée par les sociétés BEL ORIENT et PAVETI.
- **Autres** : activité de holding et divers, comprenant la holding du Groupe et l'activité support de TECHAGRO.

■ Faits marquants de la période présentée

• **Mise en location gérance des activités de KABELIS et KABELIS MATERIAUX**

A compter du 1er janvier 2024, VITAL CONCEPT a repris les activités de KABELIS et de KABELIS MATERIAUX dans le cadre d'une convention de location-gérance.

• **Fusion-absorption des sociétés KABELIS et KABELIS MATERIAUX dans VITAL CONCEPT**

Le 31 mai 2024, VITAL CONCEPT, associé unique des sociétés KABELIS et KABELIS MATERIAUX, a décidé d'absorber ses deux filiales dans le cadre d'une fusion simplifiée. La fusion a été définitivement réalisée le 15 juillet 2024, à l'issue du délai d'opposition des tiers. Au niveau comptable et fiscal, la fusion prend effet rétroactivement au 1er janvier 2024.

Les deux opérations ont été soumises au régime fiscal de faveur prévu à l'article 210 A du CGI. Les actifs et passifs ont été repris à leur valeur nette comptable non réévaluée au 1er janvier 2024, ne générant aucune plus-value en sursis d'imposition.

S'agissant d'une restructuration interne au périmètre consolidé, les opérations n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés.

• **Mise en service de l'unité de transformation des produits laitiers par PAVETI - commercialisation des produits « Au Pré ! »**

L'unité de transformation des produits laitiers, créée via la filiale PAVETI, est opérationnelle à compter de février 2024. Les premiers points de vente des produits « AU PRE ! » ont été approvisionnés également en février 2024.

■ Evénements postérieurs à la clôture

• **Contrôle fiscal de la holding**

En date du 14 mars 2025, la société a reçu un avis de vérification de comptabilité portant sur les périodes allant du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023 avec extension sur 2024 pour la taxe sur les salaires. Le contrôle est en cours et aucune conclusion n'est connue à date.

○ Périmètre de consolidation

▪ Société mère

S.A. WINFARM
Zone industrielle de très le bois
22603 LOUDEAC CEDEX

▪ Sociétés intégrées

Société consolidée et siège social	Siren	Méthode de consolidation	% contrôle 31-déc-24	% contrôle 31-déc-23	% intérêts 31-déc-24	% intérêts 31-déc-23
<u>Par intégration globale</u>						
S.A.S AGRI TECH'SERVICE Z.I. de Calouet 22602 LOUDEAC cedex	378 920 292	Intégration globale	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%
S.A.S ALPHATECH Z.A. du Grand Plessis 22940 PLAINTTEL	432 833 622	Intégration globale	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%
S.C.E.A DE BEL ORIENT Z.I. de très le bois 22603 LOUDEAC Cedex	828 579 086	Intégration globale	99.99%	99.99%	99.99%	99.99%
E.U.R.L GERMAFERM Z.I. de Calouet 22602 LOUDEAC cedex	333 111 763	Intégration globale	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%
S.A.R.L JAN de HAAS Osloweg 139 9723 BK GRONINGUE (Pays-Bas)	2055190	Intégration globale	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%
S.A.S KABELIS rue André le Harzic 29610 PLOUIGNEAU	499 725 539	Intégration globale	-	100.00%	-	100.00%
S.A.S KABELIS MATERIAUX rue André le Harzic 29610 PLOUIGNEAU	530 403 104	Intégration globale	-	100.00%	-	100.00%
S.A.S PAVETI Z.I. de très le bois 22603 LOUDEAC Cedex	915 114 045	Intégration globale	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%
S.A.S SEEDEVOL Z.I. de très le bois 22603 LOUDEAC Cedex	897 963 377	Intégration globale	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%
S.A.R.L. TECHAGRO Z.I. de Calouet 22602 LOUDEAC cedex	453 813 628	Intégration globale	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%
S.A.S VITAL CONCEPT Z.I. de très le bois 22603 LOUDEAC Cedex	421 319 013	Intégration globale	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%
<u>Par équivalence</u>						
S.A.S ALGAVI 3 allée abbé Grégoire 29000 QUIMPER	379403686	Mise en équivalence	40.00%	40.00%	40.00%	40.00%

▪ Variations de périmètre

Opérations affectant le périmètre du groupe depuis le 1^{er} janvier 2024

- Le 15 juillet 2024 les sociétés KABELIS et KABELIS MATERIAUX ont été absorbées par VITAL CONCEPT (cf. 2024).

○ Règles et méthodes comptables

■ Référentiel comptable

Les comptes consolidés intermédiaires de WINFARM sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement ANC n°2020-01 relatif aux comptes consolidés des entreprises industrielles et commerciales.

■ Principes et conventions générales

Les conventions générales ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, et conformément aux articles 121-1 et suivants du Plan comptable général :

- coûts historiques,
 - permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés.

Continuité d'exploitation

Les comptes consolidés de WINFARM ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 31 mars 2025 en application du principe de continuité d'exploitation, compte tenu de la capacité financière du Groupe à subvenir à ses besoins de financement des 12 prochains mois.

■ Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Les sociétés contrôlées conjointement avec d'autres actionnaires sont consolidées par intégration proportionnelle. Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Les filiales ou participations non significatives ne sont pas consolidées.

Lorsque la quote-part du Groupe dans les capitaux propres d'une entreprise dont les titres sont mis en équivalence devient négative, celle-ci est retenue normalement pour une valeur nulle. Cependant, dans le cas où l'entreprise détentrice des titres a l'obligation ou l'intention de ne pas se désengager financièrement de sa participation dans l'entreprise en question, la partie négative des capitaux propres est portée dans la rubrique des provisions. Cette provision est ajustée à la clôture de chaque période en fonction de la quote-part dans les capitaux propres de l'entreprise mise en équivalence.

A l'exception de la société ALGAVI, mise en équivalence, l'ensemble des sociétés a été consolidé selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base de leurs comptes arrêtés au 31 décembre, mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le Groupe. La durée des comptes annuels est de 12 mois pour toutes les sociétés.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises au cours de la période à compter de la date de leur acquisition. Il intègre les comptes de résultat des sociétés cédées en cours de la période jusqu'à la date de cession.

■ Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations ayant une incidence sur les états financiers.

Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la Direction dispose à la date d'arrêt des comptes. Compte tenu des incertitudes inhérentes au secteur et à la conjoncture économique et financière qui ont des effets sur le cours des affaires de la Société, ces estimations peuvent devoir être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent ainsi différer de ces hypothèses et estimations.

Les principaux éléments qui requièrent des estimations établies à la date de clôture sur la base d'hypothèses d'évolution future et pour lesquels il existe un risque significatif de modification matérielle de la valeur, telle qu'enregistrée au bilan à la date de clôture, concernent :

- L'évaluation des écarts d'acquisition,
- L'évaluation des immobilisations liées au développement,
- L'évaluation des stocks,
- L'évaluation des provisions pour engagements de retraite,
- La reconnaissance des impôts différés actifs.

■ Monnaie de présentation des comptes

Les états financiers et l'annexe sont présentés en euros.

■ Information sectorielle

Pour les besoins de l'information sectorielle, un secteur d'activité est défini comme un ensemble homogène de produits, services, métiers qui est individualisé au sein de l'entreprise, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles.

Les décisions sur l'allocation des ressources et l'appréciation de la performance des composantes de WINFARM sont prises par le président (principal décideur opérationnel) au niveau des secteurs opérationnels, principalement constitués par les sociétés du Groupe. Ainsi, les secteurs opérationnels sont :

- **Agro fourniture** : Achats/Ventes de fournitures agricoles et paysagers, portée principalement par les sociétés VITAL CONCEPT, JAN DE HAAS,
- **Agro production** : Fabrication de produits de nutrition et d'hygiène animale, portée principalement par la société ALPHATECH, GERMAFERM et ALGAVI,
- **Agro conseil** : Activité de conseil et de formation dans les domaines agricoles et para agricoles, portée par les sociétés AGRITECH Services et SEDEVOL,
- **Exploitation agricole pilote** : Exploitation agricole et transformation des produits de la ferme, portée par les sociétés BEL ORIENT et PAVETI.

- **Autres** : activité de holding et divers, comprenant la holding du Groupe et l'activité support de TECHAGRO.

La marge brute correspond au chiffre d'affaires réalisé diminué des achats de matières premières et de marchandises, variations de stock incluses.

L'EBITDA est un indicateur de performance opérationnelle utilisé par le Groupe pour :

- piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels ; et
- mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources.

Le Groupe considère que la présentation de cet indicateur est pertinente puisqu'elle fournit aux lecteurs des comptes les indicateurs de pilotage utilisés en interne.

L'EBITDA ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes comptables françaises et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation ou aux flux de trésorerie générés par l'activité.

Le terme « EBITDA », en anglais, earnings before interest, taxes, depreciation, and amortization, désigne le résultat d'exploitation du Groupe avant que n'y soient soustraits les dotations aux amortissements et les provisions sur immobilisations (mais après dotations aux dépréciations sur stocks et créances clients). Il met en évidence le profit généré par l'activité indépendamment des conditions de son financement, des contraintes fiscales et du renouvellement de l'outil d'exploitation.

Au titre de l'information sectorielle, le Groupe distingue par ailleurs 2 secteurs géographiques :

- France,
- Hors France.

▪ Ecart d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés à la valeur d'entrée déterminée en fonction de la valeur d'usage. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif, les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur valeur d'usage à la date de prise de contrôle.

A cette date, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre le coût d'acquisition des titres, et l'évaluation à la valeur d'usage des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Le coût d'acquisition des titres est égal au prix d'acquisition majoré du montant net d'impôt de tous les autres coûts directement imputables à l'acquisition. L'évaluation des actifs et passifs identifiables doit être finalisée dans un délai se terminant à la clôture du premier exercice ouvert après l'exercice de l'acquisition. Au-delà du délai d'affectation, les plus et moins-values constatées par rapport aux valeurs attribuées lors de la première consolidation sont comptabilisées en résultat.

Le Groupe détermine la durée d'utilisation, limitée ou non de l'écart d'acquisition. Lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au Groupe, ce dernier n'est pas amorti. Dans ce cas, un test de dépréciation est réalisé chaque année selon

les modalités définies en note 20. Lorsqu'il existe une limite prévisible à sa durée d'utilisation, l'écart d'acquisition est amorti linéairement sur cette durée.

Le test annuel de dépréciation consiste à comparer la valeur nette comptable des écarts d'acquisition avec leur valeur actuelle. La valeur actuelle de l'écart d'acquisition ne pouvant être déterminée séparément, l'écart d'acquisition a été affecté à un groupe d'actifs ou à regroupement de groupes d'actifs afin de déterminer la valeur actuelle de ce groupe d'actifs. La valeur actuelle est déterminée par référence à la valeur d'utilité de chaque unité génératrice de trésorerie.

L'estimation de la valeur d'utilité de chaque unité génératrice de trésorerie est approchée par la méthode d'actualisation des flux nets de trésorerie sur la base de paramètres issus des plans d'affaires à 5 ans établis par le groupe, qui incluent des taux de croissance et de profitabilité jugés raisonnables. Les taux d'actualisation correspondent au coût moyen pondéré du capital de chaque unité génératrice de trésorerie. Le taux de croissance à long terme sur la période au-delà de 5 ans est fixé à 2%.

Lorsque la valeur nette comptable est supérieure à la valeur actuelle de l'écart d'acquisition, une dépréciation est comptabilisée pour la différence. Cette dépréciation est définitive et ne pourra être reprise en cas de retour à une situation plus favorable.

▪ Immobilisations incorporelles

Elles sont principalement constituées :

- De la relation clientèle,
- Des marques BTN et KABELIS, les deux étant issues de l'allocation des écarts d'acquisition de JAN DE HAAS, KABELIS et KABELIS MATERIAUX
- de logiciels et licences informatiques,
- de frais de développement.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Relation clientèle..... 7 ans,
- Marque..... non amortissable,
- Logiciels informatiques..... 1 à 5 ans,
- Frais de développement..... 3 à 5 ans.

Frais de développement

Les frais de développement sont immobilisés, par contrepartie de la production immobilisée, lorsque les critères d'activation sont remplis. Les critères d'activation des frais de développement sont les suivants :

- Faisabilité technique,
- Intention de l'achever et de l'utiliser ou de le vendre,
- Capacité à l'utiliser ou le vendre,
- Avantages économiques probables,
- Disponibilité des ressources,
- Capacité à évaluer de manière fiable les dépenses liées au projet.

Ces frais de développement comprennent exclusivement des coûts externes, les prestations de développement étant externalisées.

Le démarrage de l'amortissement s'effectue à compter de la date de commercialisation. Les frais de développement pour lesquels l'amortissement n'a pas débuté à la clôture de la période sont

présentés en « Immobilisations en cours ».

A chaque clôture, une dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire s'avère inférieure au coût d'entrée. La valeur d'inventaire est appréciée en fonction de la valeur d'utilisation à la date de clôture et tient compte notamment de l'évolution de la réussite commerciale du bien laquelle peut être impactée des évolutions technologiques.

■ Immobilisations corporelles

A l'exception du cheptel bovin, la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût historique d'acquisition. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par le Groupe. L'amortissement des immobilisations est calculé linéairement sur les durées d'utilité estimées.

La valeur brute du cheptel bovin, composé de vaches laitières, est déterminée de façon forfaitaire selon l'âge du bovin, en application d'une grille de valorisation du prix de revient des bovins.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Agencements des terrains.....50 ans,
- Constructions.....25 à 30 ans,
- Agencements et aménagements des constructions.....8 à 15 ans,
- Installations techniques.....5 à 15 ans,
- Matériel et outillage industriel.....3 à 15 ans,
- Installations générales et aménagements divers.....3 à 15 ans,
- Matériel de transport.....2 à 8 ans,
- Matériel informatique2 à 8 ans,
- Matériel de bureau et mobilier.....2 à 10 ans,
- Cheptel bovin.....5 ans.

■ Contrats de crédit-bail et contrats assimilés

Le Groupe applique la méthode prescrite par la réglementation française lui permettant de capitaliser les contrats de crédit-bail et contrats assimilés.

Les contrats de crédit-bail et contrats assimilés sont retraités comme si les biens correspondants avaient été acquis à crédit dès lors qu'ils transfèrent au groupe la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété de l'actif loué, que la propriété soit ou non transférée à la fin du contrat. Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan pour leur valeur vénale à la date d'acquisition et amorties conformément aux méthodes comptables du groupe. En contrepartie, une dette financière du même montant apparaît au bilan et s'amortit suivant le plan de remboursement de la location financière souscrite. Les contrats de location dans lesquels le bailleur ne transfère pas la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple, les paiements au

titre de ces contrats sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

■ Autres immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées :

- Des titres de participation et créances rattachées non consolidés,
- de créances rattachées à des participations non intégrées,
- de dépôts et cautionnements versés.

Les titres de participation non consolidés sont inscrits à leur coût historique d'acquisition et sont évalués ensuite sur la base de leur valeur d'utilité.

Pour les autres immobilisations financières, elles sont enregistrées à leur coût d'acquisition et font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

■ Tests de perte de valeur des actifs immobilisés

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés corporels et incorporels à durée de vie finie dès lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît. Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur comptable de l'actif à sa valeur actuelle. La valeur actuelle d'un actif est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale diminuée des coûts de cession et la valeur d'usage. La valeur d'usage est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs.

Les écarts d'acquisition qui présentent une durée d'utilisation non limitée sont soumises à un test de dépréciation au moins une fois par année et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut s'être déprécié (cf. note 20).

■ Stocks

Les stocks de matières premières, de matières consommables et de marchandises sont évalués à leur coût d'achat selon la méthode du prix moyen pondéré (PMP). Une provision pour dépréciation est constituée au cas par cas pour les références obsolètes ou excédentaires.

Les produits finis sont évalués à leur coût de production. Le cas échéant, une provision pour dépréciation ramène le stock de produits finis à sa valeur actuelle à la date d'arrêté des comptes.

■ Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale (coût historique). Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte du risque de non-recouvrement sur la base d'une analyse au cas par cas. Les pertes sur créances irrécouvrables sont passées en charges l'année de leur constatation.

■ Trésorerie

Pour le bilan, le poste « Trésorerie » comprend les disponibilités bancaires et placements immédiatement disponibles. Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont principalement constitués de comptes de caisse, de comptes bancaires et de valeurs mobilières de placement qui sont cessibles à court terme (c'est-à-dire moins de trois mois), très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie. Les valeurs mobilières de placements figurent au bilan pour leur coût

d'acquisition ou leur valeur de marché si celle-ci est inférieure. Les découverts bancaires sont inclus dans les emprunts parmi les dettes à court terme au passif du bilan.

▪ Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de la période. L'écart de conversion qui résulte de la valorisation des dettes et créances en devises est inscrit en comptes de régularisation, à l'actif s'il s'agit d'une perte latente et au passif s'il s'agit d'un profit latent.

Les pertes latentes non couvertes font l'objet d'une provision pour risques.

▪ Provisions et passifs éventuels

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dans la mesure où elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources pour le Groupe.

Un passif éventuel est constaté lorsque :

- Le Groupe a une obligation potentielle à l'égard d'un tiers résultant d'événements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;
- Le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

L'estimation de la valorisation des provisions est revue lors de chaque clôture. Les provisions sont maintenues tant que le groupe n'est pas en mesure de statuer clairement et avec certitude sur leur dénouement.

▪ Engagements de retraite

Les engagements de retraite du Groupe figurent au passif du bilan en provisions. En application de la loi française, le groupe a l'obligation de verser aux salariés partant en retraite une indemnité de fin de carrière. Les engagements correspondants sont calculés annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière.

Ce calcul est réalisé en application des conventions collectives applicables conformément à la recommandation ANC 2013.

Les hypothèses de calcul retenues en matière d'évaluation des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

Hypothèses	31.12.2024	31.12.2023
Référence taux d'actualisation	Iboxx Corporates AA 10+	
Taux d'actualisation	3,35%	3,20%
Table de mortalité	INSEE 2024	INSEE 2022
Progression des salaires	1% non- cadres 1,5% cadres	1% non- cadres 1,5% cadres
Taux de turn-over	5%	5%
Age de départ à la retraite	60-67	60-67

▪ Dettes

Les dettes sont comptabilisées initialement pour leur valeur nominale puis comptabilisées à leur montant nominal restant dû.

▪ Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu sur la période s'il est certain dans son principe et son montant, et acquis à la période. Il est composé :

- des ventes de marchandises et de produits finis : ces ventes sont reconnues en chiffre d'affaires lors du transfert de propriété. Ces produits figurent nets de taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises,
- des prestations de services dont le chiffre d'affaires est reconnu à la date de réalisation de la prestation.

▪ Achats consommés

Les achats consommés correspondent au coût d'achat des matières premières et marchandises y inclus les variations de stocks.

▪ Marge brute

La marge brute est définie comme la différence entre le chiffre d'affaires, les achats consommés et la production stockée figurant dans le poste « Autres produits d'exploitation ».

▪ Résultat financier

Le résultat financier comprend les produits et charges liés à la trésorerie et les flux bancaires, les charges d'intérêt sur les emprunts.

▪ Distinction entre le résultat courant et le résultat exceptionnel

Le résultat courant enregistre les produits et les charges relatifs à l'activité courante de l'entreprise. Les éléments non récurrents des activités courantes sont portés en résultat courant.

Les éléments exceptionnels hors activités ordinaires constituent le résultat exceptionnel.

▪ Impôt sur les résultats

Conformément aux prescriptions du règlement ANC n°2020-01, un impôt différé est comptabilisé en cas :

- de différence temporaire entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et des passifs au bilan consolidé,
- de crédits d'impôts et de reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le taux d'impôt qui s'appliquera à la date de reversement de la différence.

En application du règlement n°2020-01, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération ne dépend pas de résultats futurs ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche. Cette probabilité est appréciée à la clôture de chaque période.

■ Résultat net par action

Le résultat net par action se calcule en divisant le résultat net part par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le résultat net dilué par action s'obtient en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'incidence de la conversion maximale des instruments dilutifs en actions ordinaires. A la clôture la société n'a pas d'instruments dilutifs.

○ Informations sectorielles et autres informations significatives

▪ Information sectorielle

31/12/2024						
(en milliers d'euros)	Agrofourniture	Agro production	Agro Conseil	Exploitation agricole pilote	Autres	Total
Chiffre d'affaires	121 738	13 959	1 437	858	35	138 027
Marge brute	37 048	7 528	1 437	213	2	46 228
Taux de marge brute	30.43%	53.93%	100.00%	24.85%	6.41%	33.49%
EBITDA	4 595	1 128	60	(1 513)	(2 920)	1 350
Taux d'EBITDA	3.77%	8.08%	4.19%	-176.37%	Ns	0.98%

31/12/2023						
(en milliers d'euros)	Agrofourniture	Agro production	Agro Conseil	Exploitation agricole pilote	Autres	Total
Chiffre d'affaires	125 196	10 092	1 479	788	33	137 587
Marge brute	38 342	4 934	1 479	377	(5)	45 126
Taux de marge brute	30.63%	48.89%	100.00%	47.82%	-16.08%	32.80%
EBITDA	6 082	(27)	(11)	(879)	(2 899)	2 265
Taux d'EBITDA	4.86%	-0.27%	-0.75%	-111.54%	Ns	1.65%

Le tableau suivant présente la réconciliation de l'EBITDA avec le compte de résultat :

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat d'exploitation	(4 235)	(2 503)
Dotations aux amortissements	5 585	4 769
Reprises sur amortissements	-	-
EBITDA	1 350	2 265

Actifs et passifs sectoriels

31/12/2024						
(en milliers d'euros)	Agrofourniture	Agro production	Agro Conseil	Exploitation agricole pilote	Autres	Total
Immobilisations corporelles	7 068	3 095	187	8 423	4 114	22 886
Stock	16 320	3 457	-	335	30	20 143
Créances clients	6 115	2 497	294	96	5	9 007
Créances diverses	1 962	298	95	302	401	3 059
Total actif	31 465	9 347	576	9 156	4 550	55 095
Dettes financières	17 635	2 720	145	2 719	12 277	35 496
Dettes fournisseurs	13 557	1 287	133	335	198	15 509
Autres dettes	5 083	1 520	428	224	379	7 633
Total dettes	36 275	5 527	705	3 278	12 853	58 639

31/12/2023						
(en milliers d'euros)	Agrofourniture	Agro production	Agro Conseil	Exploitation agricole pilote	Autres	Total
Immobilisations corporelles	7 949	3 382	115	12 515	1 048	25 009
Stock	18 150	2 367	-	340	33	20 889
Créances clients	6 968	1 899	265	103	8	9 244
Créances diverses	2 537	188	108	218	870	3 922
Total actif	35 604	7 836	488	13 176	1 958	59 063
Dettes financières	19 679	3 222	133	3 566	13 262	39 862
Dettes fournisseurs	14 886	870	147	295	393	16 591
Autres dettes	5 414	911	396	385	292	7 397
Total dettes	39 978	5 002	676	4 246	13 947	63 850

Actifs et passifs à l'étranger

31/12/2024						
(en milliers d'euros)	Agrofourniture	Agro production	Agro Conseil	Exploitation agricole pilote	Autres	Total
Immobilisations corporelles	483					483
Stock	1 900					1 900
Créances clients	335					335
Créances diverses	511					511
Total actif	3 229	-	-	-	-	3 229
Dettes financières	1					1
Dettes fournisseurs	1 570					1 570
Autres dettes	709					709
Total dettes	2 280	-	-	-	-	2 280

31/12/2023						
(en milliers d'euros)	Agrofourniture	Agro production	Agro Conseil	Exploitation agricole pilote	Autres	Total
Immobilisations corporelles	498					498
Stock	1 721					1 721
Créances clients	220					220
Créances diverses	462					462
Total actif	2 901	-	-	-	-	2 901
Dettes financières	3					3
Dettes fournisseurs	1 057					1 057
Autres dettes	793					793
Total dettes	1 853	-	-	-	-	1 853

○ Informations sur le bilan

■ Immobilisations incorporelles et corporelles – tableau des variations

• Tableau des immobilisations

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute 31/12/2023	Mouvements du périmètre	Acquisitions (1)	Cessions / sorties	Valeur brute 31/12/2024
Ecart d'acquisition	9 314	-	-	-	9 314
Frais de développement	277	-	416	-	693
Concessions Brevets et licences (1)	4 412	-	466	-	4 878
Autres immobilisations incorporelles	4 723	-	26	-	4 748
Immobilisations incorporelles en-cours (1)	88	-	110	(103)	95
Sous-total immobilisations incorporelles	18 814	-	1 016	(103)	19 728
Terrains et agencements	375	-	410	-	785
Constructions (1)	7 225	-	2 574	-	9 798
Installations techniques et outillage industriel	7 806	-	4 425	(168)	12 063
Matériel de transport pris en location financières	7 781	-	1 644	(2 650)	6 776
Cheptel	243	-	43	(37)	249
Autres immobilisations corporelles (1)	10 145	-	940	(1 687)	9 398
Immobilisations corporelles en cours (1)	6 765	-	95	(6 831)	29
Sous-total immobilisations corporelles	40 341	-	10 132	(11 372)	39 100
Total Valeur Brute	59 155	-	11 148	(11 475)	58 828

1 – Dont immobilisations en cours à la clôture précédente achevées ou mises en service sur l'exercice :

- La construction de l'unité de transformation des produits laitiers pour 6 547 k€ (PAVETI & WINFARM)
- Le développement sur les mesures d'hygiène dans les exploitations agricoles pour 180 k€ (BEL ORIENT)

• Principaux flux de la période

Les principaux investissements réalisés au cours de la période concernent :

- PAVETI & WINFARM – Finalisation des acquisitions pour la mise en production de l'unité de transformation du lait pour 349 k€ en 2024. Le coût global de l'investissement s'élève au 31 décembre 2024 à 7 155 k€.
- VITAL CONCEPT - Acquisition du matériel de transport : 504 k€.
- VITAL CONCEPT : Refinancement des véhicules lourds au cours du quatrième trimestre 2024 et repris en location financière pour un montant de 1 644 k€, L'opération a dégagé une plus-value nette comptable de 182 k€.
- BEL ORIENT : Frais de recherche et d'homologations pour 60 k€ en 2024. Le coût global de l'investissement s'élève à 240 k€, dont 180 k€ étaient déjà engagés en 2023.
- VITAL CONCEPT, ALPHATECH, AGRITECH, BEL ORIENT : Renouvellement du matériel technique pour 524 k€
- Autres investissements divers pour 559 k€ .

■ Immobilisations incorporelles - détails

Les immobilisations incorporelles, , correspondent principalement :

- Aux écarts d'acquisition développés ci-dessous (cf. 2022)
- Aux frais de développement de nouveaux produits commercialisables.
- Aux développements informatiques.
- A l'allocation des prix d'acquisition des entités acquises en 2021 et 2022 sur deux actifs incorporels identifiés (cf. ci-dessous en 2022).

• **Ecart d'acquisition**

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute 31/12/2024	Amortissement / Perte de valeur	Valeur nette 31/12/2024	Valeur nette 31/12/2023
AGRITECH	341	(78)	263	263
ALPHATECH	1 438	(44)	1 394	1 394
BEL ORIENT	616	-	616	616
JAN DE HAAS	3 542	-	3 542	3 542
GERMAFERM	3	(1)	2	2
KABELIS et KABELIS MATERIAUX	1 727.826	-	1 728	1 728
TECHAGRO	6	(1)	4	4
VITAL CONCEPT	1 640.704	(376)	1 265	1 265
Total	9 314	(500)	8 815	8 815

En l'absence de limite prévisible de durée pendant laquelle les écarts d'acquisition procureront des avantages économiques au Groupe, ces derniers ne sont pas amortis. Aucune dépréciation des écarts d'acquisition n'a été constatée sur la période en l'absence d'indice de perte de valeur n'ayant donné lieu à la mise en œuvre d'un test de dépréciation sur le semestre.

Le montant d'amortissement / perte de valeur de 499 K€ comptabilisé dans les comptes correspond à l'amortissement des écarts d'acquisition jusqu'au 1^{er} janvier 2016.

• **Immobilisations incorporelles provenant de regroupement d'entités (hors écart d'acquisition)**

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute 31/12/2024	Amortissement / Perte de valeur	Valeur nette 31/12/2024	Valeur nette 31/12/2023
Marque BTN	1 000	-	1 000	1 000
Marque KABELIS	500	-	500	500
Clientèle BTN	2 500	(1 250)	1 250	1 607
Clientèle KABELIS	700	(242)	458	558
Total	4 700	(1 492)	3 208	3 665

Les marques sont considérées ayant une durée de vie indéfinie et ne sont donc pas amorties.

La relation clientèle est amortie sur une durée de 7 ans.

■ **Immobilisations corporelles - détails**

Le groupe est propriétaire des biens immobiliers suivants :

- Erdre d'Anjou (49220) : magasin et entrepôt
- Rohan (56580) : ferme expérimentale et unité de transformation du lait (construction sur sol d'autrui)

Les autres sites principaux de production ou d'entreposage sont pris en location notamment à :

- Loudéac (22600) : entrepôt – magasin et services généraux
- Groningue (Pays-Bas) : entrepôt – magasin et services généraux
- Plaintel (22940) : centre de production
- Plouigneau (29610) : Services généraux et entrepôts
- Yffiniac (22120) : entrepôt
- Ploeren (56880) : entrepôt
- Plomelin (29700) : entrepôt
- Pacé (35740) : entrepôt
- La Roche sur Yon (85000) : entrepôt
- Ponts de Cé (49130) : entrepôt
- Bordeaux (33000) : entrepôt

Seul le matériel de transport et de manutention en entrepôt est pris en location financière.

Le groupe est propriétaire d'un cheptel d'environ 300 vaches laitières, porté par l'exploitation agricole pilote de Bel-Orient.

■ Tableau des amortissements

(en milliers d'euros)	Amort. 31/12/2023	Mouvements du périmètre	Dotations	Reprises	Amort. 31/12/2024
Ecart d'acquisition	500	-	-	-	500
Frais de développement	213	-	115	-	328
Concessions Brevets et licences	1 770	-	892	-	2 662
Autres immobilisations incorporelles	1 035	-	457	-	1 492
Sous-total immobilisations incorporelles	3 517	-	1 464	-	4 981
Terrains et agencements	88	-	34	-	122
Constructions	1 886	-	518	-	2 404
Installations techniques et outillage industriel	3 196	-	1 039	(112)	4 123
Matériel de transport pris en location financières	5 230	-	1 040	(2 565)	3 704
Cheptel	112	-	37	(31)	119
Autres immobilisations corporelles	4 819	-	1 456	(534)	5 741
Sous-total immobilisations corporelles	15 332	-	4 124	(3 242)	16 214
Total Valeurs amortissements	18 849	-	5 588	(3 242)	21 194

■ Immobilisations financières

Tableau des immobilisations financières

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Mouvements du périmètre	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-
Titres et créances rattachées non consolidés	263	-	9	(57)	215
Prêts	0	-	2	(2)	1
Dépôts et cautionnements	1 305	-	176	(81)	1 400
Dépréciation	-	-	-	-	-
Immobilisations financières	1 568	-	188	(140)	1 615

Les dépôts et cautionnements correspondent à :

- des fonds de garantie bancaire (575 K€),
- des cautions sur loyers immobiliers (572 K€),
- des cautions diverses (252 K€).

Les titres et créances rattachées non consolidés concernent :

- des placements financiers immobilisés pour 206 K€,
- et divers titres participatifs pour 9 K€.

■ Tableau des filiales et participations

A la date de clôture, le groupe détient les participations suivantes, non consolidées.

(en milliers d'euros)	Siège social	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Montant des créances rattachées		Montant des cautions
			Brute	Nette	Brute	Nette	
SCI B2F CITATION HANGAR	ZA du Piquet 35370 ETRELLES	25,77%	1	1	-	-	-

La SCI B2F CITATION HANGAR n'est pas gérée par le groupe et présente un caractère marginal et non significatif au regard de l'activité du groupe.

▪ Entreprises associées

Quote-part de résultat et de capitaux propres des entreprises associées

(en milliers d'euros)	Résultat		Capitaux propres*	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
ALGAVI	97	43	980	975
Total	97	43	980	975

* Contribution des entreprises associées dans les capitaux propres du groupe (quote-part des capitaux propres de la société mise en équivalence, nette de la valeur des titres).

Détail par société des éléments significatifs

(en milliers d'euros)	Activité	Chiffre d'affaires	Résultat net	Capitaux propres	Total bilan
ALGAVI	Fabrication de compléments alimentaires	4 692	244	2 450	4 465

▪ Stocks

(en milliers d'euros)	Brut	Dépréciation	Net	Net
	31/12/2024	31/12/2024	31/12/2024	31/12/2023
Marchandises	16 293	(81)	16 212	18 055
Matières premières	3 181	(3)	3 178	2 272
En-cours	62	-	62	145
Produits finis	691	-	691	417
Stock total	20 227	(84)	20 143	20 889

Les matières premières, les encours et les produits finis proviennent principalement de l'activité industrielle de la société ALPHATECH.

Les stocks de marchandises sont principalement détenus par VITAL CONCEPT, JAN DE HAAS.

▪ Créances clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients	8 245	8 455
Clients douteux	619	547
Effets à recevoir	233	161
Produits non encore facturés	239	605
Dépréciation des clients	(328)	(524)
Créances clients	9 007	9 244

▪ Autres créances et comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Avances et acomptes versés	0	19
Fournisseurs débiteurs	195	270
Avoirs à recevoir	793	750
Créances sociales	7	8
Créances fiscales	651	1 330
Comptes courants débiteurs	198	222
Autres débiteurs	64	206
Impôt sur les sociétés	207	324
Impôts différés actif	68	60
Charges constatées d'avance	970	731
Autres créances et comptes de régularisation	3 153	3 922

▪ Etat des échéances des créances

A la clôture, la ventilation des créances et des dettes par échéances se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	Brut	Echéance moins d'un an	Echéance de 1 à 5 ans	Echéance plus de 5 ans
Créances de l'actif immobilisé	-	-	-	-
Créances clients et comptes rattachés	9 335	9 335	-	-
Autres créances et comptes de régularisation	3 060	3 060	-	-
Etat des créances	12 395	12 395	-	-

▪ Trésorerie

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs mobilières	9	10
Disponibilités	2 853	7 505
Trésorerie active	2 862	7 516
Concours bancaires	(1 946)	(1 216)
Trésorerie passive	(1 946)	(1 216)
Trésorerie nette	916	6 300

■ Capitaux propres

(en milliers d'euros)		
Catégories de titres	Total	Actions ordinaires
Au 31 décembre 2022	2 002	2 002
Augmentation au cours de la période	-	-
Diminutions au cours de la période	-	-
Au 31 décembre 2023	2 002	2 002
Augmentation au cours de la période	-	-
Diminutions au cours de la période	-	-
Au 31 décembre 2024	2 002	2 002

Valeur nominale			Nombre de titres			
Catégories de titres	Début de l'exercice	Fin d'exercice	Début de l'exercice	Créées pendant l'exercice	Annulées ou transformées pendant l'exercice	Fin d'exercice
Actions ordinaires	1,00	1,00	2 001 695	-	-	2 001 695
Total			2 001 695	-	-	2 001 695

A la clôture de l'exercice, WINFARM détient en propre 4 341 titres gérés dans le cadre d'un compte de liquidité ouvert à cet effet et conclu avec le CIC MARKET SOLUTIONS. La valeur boursière de ces titres à la date de clôture s'élève à 16 K€ pour une valeur comptable de 17 k€..

■ Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises utilisées	Reprise non-utilisée	31/12/2024
Provision pour engagement retraite	589	2	-	(29)	562
Provision pour mise en équivalence	-	-	-	-	-
Autres provisions	30	-	(30)	-	-
Provisions pour risques et charges	618	2	(30)	(29)	562

■ Emprunts et dettes financières

A la clôture, les dettes financières se composent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2024	Echéance moins d'un an	Echéance de 1 à 5 ans	Echéance plus de 5 ans
Emprunts, dettes et crédits à plus d'un an à l'origine	30 029	4 549	19 626	5 855
Dettes financières sur locations financières	3 211	1 047	1 726	438
Autres emprunts et dettes financières	310	63	247	-
Concours bancaires courants	1 946	1 946	-	-
Endettement financier	35 496	7 604	21 599	6 293
<i>Emprunts souscrits sur la période</i>	<i>87</i>			
<i>Dettes financières sur locations financières souscrits sur la période</i>	<i>1 644</i>			
<i>Autres emprunts et dettes financières souscrites sur la période</i>	<i>63</i>			
<i>Concours bancaires courants</i>	<i>730</i>			
<i>Emprunts remboursés sur la période</i>	<i>(5 570)</i>			
<i>Dettes financières sur locations financières remboursées sur la période</i>	<i>(1 251)</i>			
<i>Autres emprunts et dettes financières remboursées sur la période</i>	<i>(69)</i>			

Il n'existe aucun covenant bancaire à la clôture des comptes.

▪ Fournisseurs et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Fournisseurs	14 818	15 076
Factures non parvenues	786	1 516
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 604	16 591

▪ Autres dettes d'exploitation et comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Avances et acomptes reçus	17	-
Clients créditeurs	968	725
Avoir à émettre	349	55
Dettes sociales	3 611	3 015
Dettes fiscales	1 024	1 123
Fournisseurs d'immobilisation	116	323
Impôt sur les sociétés	2	1
Impôts différés passif	585	925
Comptes courants d'associés	1	3
Autres dettes	27	169
Produits constatés d'avance	931	1 058
Autres dettes d'exploitation et comptes de régularisation	7 633	7 397

Les produits constatés d'avance correspondent essentiellement aux ventes facturées sur la période mais dont le transfert de propriété n'est intervenu que sur la période suivante (livraisons en transit).

▪ Etat des échéances des dettes

A la clôture, la ventilation des dettes par échéances se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	Brut	Echéance moins d'un an	Echéance de 1 à 5 ans	Echéance plus de 5 ans
Fournisseurs	15 509	15 509	-	-
Dettes fiscales et sociales	4 635	4 635	-	-
Autres dettes	2 067	2 067	-	-
Produits constatés d'avance	931	931	-	-
Etat des dettes d'exploitation	23 143	23 143	-	-

○ Informations sur le compte de résultat

▪ Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe est constitué des ventes de marchandises, de ventes de produits finis et de prestations de services tels que décrits en note 20 ci-dessus.

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023	Diff.	Diff. %
Ventes de marchandises	123 227	125 737	(2 510)	-2.00%
Ventes de produits finis	11 762	8 870	2 892	32.60%
Prestations de services	1 457	1 552	(95)	-6.10%
Produit des activités annexes	1 581	1 428	153	10.70%
Chiffres d'affaires	138 027	137 587	440	0.32%

Répartition du chiffre d'affaires par secteur géographique :

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
France	110 679	114 475
Hors de France	27 348	23 112
Chiffres d'affaires	138 027	137 587

▪ Autres produits d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Production stockée	171	(111)
Production immobilisée	77	227
Subventions d'exploitation	99	47
Reprises sur amortissements et provisions	601	97
Autres produits	100	116
Transferts de charges	20	126
Autres produits d'exploitation	1 068	503

La production immobilisée de l'exercice correspond au développement de nouveaux projets destinés à la vente et au développement du système informatique.

▪ Achats consommés

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Achats de marchandises	80 589	86 951
Variation de stocks	1 946	(605)
Achats de matières premières et autres approvisionnements	10 341	5 797
Variation de stock de matières premières	(907)	207
Achats consommés	91 970	92 350

▪ Charges externes

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Achats non stockés, matériels et fournitures	4 015	3 458
Sous-traitance – Etudes et prestations	506	576
Loyers et charges locatives	4 408	4 200
Intermédiaires et honoraires	1 532	1 429
Frais de transport	4 835	4 137
Publicité	3 022	3 064
Déplacements - Missions et réceptions	809	923
Frais postaux et télécommunications	883	974
Services bancaires	241	227
Autres achats et charges externes	3 203	2 985
Autres charges externes	23 454	21 974

Les loyers correspondent principalement aux locations simples des locaux industriels, des entrepôts de stockages et des bureaux.

▪ Charges de personnel

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements	15 152	14 652
Charges sociales	5 723	5 599
Participation des salariés	-	-
Charges de personnel	20 874	20 251

▪ Dotations aux amortissements et provisions d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements sur immobilisations	5 585	4 769
Dotations aux provisions sur actif circulant	225	257
Dotations aux provisions pour risques et charges	2	23
Dotations aux amortissements et provisions d'exploitation	5 812	5 049

▪ Autres charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres charges	363	152
Autres charges d'exploitation	363	152

■ Résultat financier

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes	189	-
Escomptes obtenus	108	133
Reprises sur dépréciations	-	-
Autres produits financiers	35	233
Total des produits financiers	332	366
Dotations aux dépréciations	-	-
Escomptes accordés	(0)	(0)
Intérêts et charges assimilées	(1 147)	(690)
Autres charges financières	(16)	(25)
Total des charges financières	(1 163)	(715)
Résultat financier	(832)	(349)

■ Résultat exceptionnel

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	199	6
Reprise sur amortissements, sur dépréciations et sur provisions	-	-
Produits de cession d'actifs	2 138	84
Total des produits exceptionnels	2 337	90
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(223)	(79)
Valeur nette des immobilisations cédées	(1 356)	(57)
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions (1)	-	-
Total des charges exceptionnelles	(1 579)	(136)
Résultat exceptionnel	758	(46)

■ Impôt

Ventilation de l'impôt sur les résultats

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charge / (produit) d'impôt exigible	(91)	164
Charge / (produit) d'impôt différé	(347)	34
Charge / (produit) d'impôt	(438)	198

Détail des impôts différés

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Réintégrations fiscales temporaires	49	44
Retraitements de consolidation actifs	206	218
Retraitement des locations financières	35	66
Provisions réglementées - amortissements dérogatoires	-	-
Report de déficits activés	-	-
Actifs d'impôt différé	290	328
Réallocation des prix d'acquisition sur les postes d'actifs incorporels	(802)	(916)
Provisions réglementées - amortissements dérogatoires	(5)	(277)
Retraitements de consolidation passifs	-	-
Passif d'impôt différé	(808)	(1 193)
Impôt différé net	(518)	(865)

Déficits reportables non activés

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
BEL ORIENT	4 477	4 477
BTN - JAN DE HAAS	424	193
KABELIS MATERIAUX	-	825
PAVETI	1 881	378
SEEDEVOL	249	180
TECHARGRO	8	4
VITAL CONCEPT Etablissement stable en Belgique	1 715	1 567
WINFARM (société)	1 138	1 252
WINFARM Groupe intégré	3 852	2 268
Déficits reportables à la clôture	13 744	11 144

Analyse de la charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	Résultat avant impôt	Charge d'impôt	Taux IS
Résultat des entreprises intégrées	(4 308)	(438)	10.17%
<i>Impact des réintégrations et déductions fiscales définitives</i>	268		
<i>Revenus des filiales et participations</i>			
<i>Dividendes reçus hors périmètre bénéficiant du régime mère/fille</i>	(187)		
<i>Plus-values de cession des titres hors périmètre</i>	(673)		
<i>Quote-part taxable sur distributions de dividendes</i>	11		
<i>Quote-part taxable sur plus-values de cession</i>	81		
<i>Quote-part sur opérations faites en commun</i>	4		
Déficits			
<i>Déficits de la période non activés</i>	3 539		
<i>Déficits précédemment non activés et utilisé</i>	(115)		
Ajustements divers sur l'impôt			
<i>Crédits d'impôt</i>		94	
Total	(1 378)	(345)	25.00%

■ Résultat par action

Les instruments donnant droit au capital de façon différée sont considérés comme anti-dilutifs car ils induisent une augmentation du résultat net par action. Ainsi, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net (en K€)	(3 773)	(3 059)
Nombre moyen d'actions pondéré	2 001 695	2 001 695
Résultat par action (en €)	-1.8849 €	-1.5282 €
Nombre moyen d'actions pondéré dilué	2 001 695	2 001 695
Résultat de base par action (en €)	-1.8849 €	-1.5282 €

○ Autres informations

▪ Effectif

Effectifs moyens	Total 31/12/2024	cadres	maitrise - techniciens	employés	ouvriers	Total 31/12/2023
AGRITECH	13	3	10	0	-	13
ALPHATECH	43	8	18	2	16	39
BEL ORIENT	8	1	-	-	7	6
GERMAFERM	-	-	-	-	-	-
JAN DE HAAS	37	2	7	26	2	43
KABELIS	-	-	-	-	-	20
KABELIS MATERIAUX	-	-	-	-	-	15
PAVETI	7	3	2	-	2	3
SEDEVOL	2	1	0	1	-	2
TECHAGRO	1	-	1	-	-	1
VITAL CONCEPT	251	38	112	37	64	226
WINFARM	10	6	4	-	-	11
Total	372	62	155	66	90	379

▪ Parties liées

Hors rémunération des dirigeants, les transactions conclues avec des parties liées correspondent à des prestations ou loyers facturés par des SCI ou SARL à des conditions de marché et de règlement habituelles pour ce type de prestations. Ces SCI/SARL sont détenues majoritairement par des actionnaires du groupe.

Bail commercial avec la SCI DE TRES LE BOIS

La SCI TRES LE BOIS est détenue à hauteur de 79,56% par Monsieur Patrice ETIENNE, au travers la holding ANVIC.

Bail conclu le 29 juin 2020 pour la période du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2029 avec VITAL CONCEPT. Le loyer annuel est fixé à 1 008 K€ soit 84 K€ par mois. Le loyer est indexé chaque année selon d'indice ILC de l'INSEE.

Le montant total des loyers payés à la SCI TRES LE BOIS au cours de la période s'élève à 1 381 K€.

Bail commercial avec la SCI DE BEAU SOLEIL

La SCI BEAU SOLEIL est détenue à hauteur de 89% par Monsieur Patrice ETIENNE.

Bail conclu le 30 avril 2023 pour la période du 1^{er} mai 2023 au 30 avril 2023 avec ALPHATECH. Le loyer est indexé chaque année selon d'indice ILC de l'INSEE.

Le montant total des loyers payés à la SCI DE BEAU SOLEIL au cours de la période s'élève à 683 K€.

Contrat de bail rural entre la SCI DE BEL ORIENT et la SCEA DE BEL ORIENT

Monsieur Patrice Etienne est gérant de la SCI DE BEL ORIENT et de la SCEA DE BEL ORIENT.

Le contrat conclu le 22 juin 2017 a été consenti pour une durée de 18 années entières et consécutives commençant à courir à compter du 22 juin 2017 pour se terminer le 21 juin 2035. Le fermage annuel est fixé à la somme de 70.000 euros actualisé chaque année en fonction de la variation de l'indice national des fermages publié annuellement par arrêté ministériel.

Le montant total des loyers payé à la SCI DE BEL ORIENT au cours de la période s'élève à 96 K€.

Contrat de prestation de services entre TECHAGRO et la SCI TRES LE BOIS

Contrat de prestation de services en date du 26 juin 2014 conclu pour une durée commençant à courir à compter du 1^{er} janvier 2014 et se terminant le 31 décembre 2014. Ce bail prévoit un renouvellement annuel par reconduction tacite. En contrepartie des prestations effectuées, TECHAGRO perçoit une rémunération égale au montant de ses charges affectées à l'exécution de ses prestations, majorée de 10%.

■ Rémunération des dirigeants

Rémunération de Monsieur Patrice Etienne au titre de son mandat de Président-Directeur Général de la Société

Monsieur Patrice ETIENNE a été nommé Président du Conseil d'administration à compter du 18 septembre 2020, et reconduit dans ses fonctions par le Conseil d'administration du 30 juin 2023 pour une période de trois ans.

Dirigeant mandataire social	31/12/2024	31/12/2023
Patrice Etienne – Président Directeur Général		
Rémunérations brutes attribuées au titre de la période	403 314 €	402 921 €
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des actions attribuées gratuitement	N/A	N/A
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	N/A	N/A
TOTAL	403 314 €	402 921 €

Le groupe n'a pas contracté d'engagements en matière de pensions et indemnités assimilées dont bénéficient les membres et anciens membres des organes de direction. WINFARM et les entreprises placées sous son contrôle n'ont par ailleurs par accordé d'avances et crédits aux membres des organes susvisés.

■ Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes comptabilisés en charges de la période se ventilent comme suit :

(en milliers d'euros)	Deloitte & Associés	Ouest Conseils Lorient	Baker Tilly Strego	LGMA	Total
31/12/2024 Certification des comptes	113	(5)	69	-	177
Services autres que la certification des comptes (SACC)	-	-	-	-	-
31/12/2023 Certification des comptes	96	16	54	9	175
Services autres que la certification des comptes (SACC)	-	-	-	-	-

■ Engagements hors-bilan

• Engagements reçus

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Caution du Fonds National de Garantie à hauteur de 50% sur les prêts BPI du groupe (2020)	513	863
Caution du Fonds National de Garantie à hauteur de 80% sur les prêts BPI du groupe (2022)	2 400	2 400
Caution du Fonds National de Garantie à hauteur de 80% sur les prêts BPI du groupe (2023)	3 675	4 000

• Engagements donnés

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Cautions bancaires	11 988	15 526
Nantissement des titres ALPHATECH	1 107	1 291
Nantissement des titres KABELIS	-	969
Nantissement des titres KABELIS MATERIAUX	-	271

Les contrats bancaires avec les partenaires financiers n'intègrent pas de covenant bancaire.

- **Autres obligations contractuelles**

Les autres obligations contractuelles non inclus dans le bilan, sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total	- de 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Baux commerciaux	21 802	2 840	10 480	8 483
Autres contrats de location simple	1 223	830	393	-
Paie ment des intérêts sur emprunts	3 593	866	2 409	318
Total	26 618	4 536	13 281	8 801

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

WINFARM

Société anonyme

Zone industrielle Très Le Bois

22600 Loudéac

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

Bakertilly Strego
4, rue Papiau de la Verrie
49000 Angers
S.A.S au capital de 10 559 241 €
063 200 885 RCS Angers
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à
la Compagnie Régionale Ouest Atlantique

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 201 424 €
572 028 041 RCS Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

WINFARM

Société anonyme

Zone Industrielle de Très le Bois
22600 Loudéac

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société WINFARM

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société WINFARM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur le présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Lorient et Rennes, le 30 avril 2025

Les commissaires aux comptes

Bakertilly Strego

Deloitte & Associés

 *PIQUEE Stéphane*

radigue Guillaume

Stéphane PIQUEE

Guillaume RADIGUE

COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Dossier financier

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

SA WINFARM

80 rue Arthur Enaud

Z.I. de Très Le Bois CS 60362 22603 LOUDEAC Cedex

Tél. 02 96 28 03 94

Fax. 02 96 28 37 29

APE : 6420Z

Siret : 49265664000025

Sommaire

Comptes annuels	1
Attestation / Rapport d'Expert Comptable	3
Bilan et compte de résultat	5
<i>Bilan</i>	6
<i>Compte de résultat</i>	8
Annexe	11
<i>Règles et méthodes comptables</i>	13
<i>Faits caractéristiques</i>	14
<i>Notes sur le bilan</i>	15
<i>Notes sur le compte de résultat</i>	22
<i>Autres informations</i>	24
Détail des comptes	27
Détail du bilan	29
Détail du compte de résultat	35
Dossier de gestion	39
Soldes intermédiaires de gestion	41
Analyse du bilan	42
Tableau de financement	43

Dossier financier

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Comptes annuels

Attestation / Rapport d'Expert Comptable

COMPTE RENDU DES TRAVAUX DU PROFESSIONNEL DE L'EXPERTISE COMPTABLE

Conformément à la mission qui nous a été confiée par et qui a fait l'objet de notre lettre en date du 16/07/2014, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de la société SA WINFARM relatifs à l'exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ces comptes annuels sont joints au présent compte rendu ; ils se caractérisent par les données suivantes :

	Montants en EURO
Total bilan	37 131 210
Chiffre d'affaires	4 077 518
Résultat net comptable (Perte)	-851 139

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil National de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes.

Fait à LARMOR-PLAGE
Le 07/04/2025

TESSIER Alain
Expert-comptable

Dossier financier

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Bilan et compte de résultat

Bilan

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	101 210	48 086	53 123	35 099
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	3 689 773	293 103	3 396 670	13 251
Autres immobilisations corporelles	1 730 897	1 015 775	715 122	1 022 765
Immob. en cours / Avances & acomptes				8 351
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	22 614 856	4 221 350	18 393 506	18 488 016
Autres titres immobilisés	200 004		200 004	200 004
Prêts				
Autres immobilisations financières	341 863		341 863	356 238
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	28 678 603	5 578 314	23 100 289	20 123 725
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Créances				
Clients et comptes rattachés	1 013 197		1 013 197	413 309
Fournisseurs débiteurs				6 628
Personnel				
Etat, Impôts sur les bénéfices	50 038		50 038	179 345
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	34 410		34 410	207 427
Autres créances	11 723 109		11 723 109	12 901 354
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				3 000
Valeurs mobilières de placement	8 916		8 916	10 399
Disponibilités	1 091 272		1 091 272	5 214 419
Charges constatées d'avance	109 979		109 979	243 289
TOTAL ACTIF CIRCULANT	14 030 921		14 030 921	19 179 170
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	42 709 524	5 578 314	37 131 210	39 302 895

Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
PASSIF		
Capital social ou individuel	2 001 695	2 001 695
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	19 580 492	19 580 492
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	179 749	152 273
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	3 318 244	2 796 198
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	-851 139	549 522
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	24 229 041	25 080 179
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	12 276 756	13 255 732
<i>Découverts et concours bancaires</i>	139	2 234
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	12 276 895	13 257 966
Emprunts et dettes financières diverses		
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	6 890	293 302
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	186 694	390 704
<i>Personnel</i>	82 373	76 254
<i>Organismes sociaux</i>	110 504	106 457
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	134 209	68 885
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	27 135	20 467
Dettes fiscales et sociales	354 222	272 063
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	77 468	8 681
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	12 902 169	14 222 715
Ecarts de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	37 131 210	39 302 895

Compte de résultat

	France	Exportations et livraisons intracom.	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	4 077 518		4 077 518	3 386 409
Chiffre d'affaires net	4 077 518		4 077 518	3 386 409
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			4 500	
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges				32 036
Autres produits			117	486
Total produits d'exploitation (I)			4 082 135	3 418 931
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			1 562 385	1 334 643
Impôts, taxes et versements assimilés			52 226	38 894
Salaires et traitements			1 057 253	1 088 307
Charges sociales			430 211	418 361
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			632 753	328 913
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			679	15 018
Total charges d'exploitation (II)			3 735 506	3 224 136
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			346 629	194 795
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			14 436	
Produits financiers				
De participation (3)			928 609	966 418
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			232 469	322 405
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			1 161 078	1 288 823
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			614 602	134 258
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			500	
Total charges financières (VI)			615 102	134 258
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			545 976	1 154 565
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			878 169	1 349 360

Compte de résultat (suite)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	12 200	
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	12 200	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		135
Sur opérations en capital	15 858	73 537
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 116 150	723 310
Total charges exceptionnelles (VIII)	2 132 008	796 982
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-2 119 808	-796 982
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-390 500	2 856
Total des produits (I+III+V+VII)	5 255 413	4 707 754
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	6 106 552	4 158 232
BENEFICE OU PERTE	-851 139	549 522
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

Dossier financier

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA WINFARM

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 37 131 210 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant une perte de 851 139 EURO.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 28/02/2025 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2020-09 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 relatif au PCG.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

FUSION-ABSORPTION DES SOCIETES KABELIS ET KABELIS MATERIAUX DANS VITAL CONCEPT :

Le 31 mai 2024, VITAL CONCEPT, associé unique des sociétés KABELIS et KABELIS MATERIAUX, a décidé d'absorber ses deux filiales dans le cadre d'une fusion simplifiée. La fusion a été définitivement réalisée le 15 juillet 2024, à l'issue du délai d'opposition des tiers. Au niveau comptable et fiscal, la fusion prend effet rétroactivement au 1er janvier 2024.

Les deux opérations ont été soumises au régime fiscal de faveur prévu à l'article 210 A du CGI. Les actifs et passifs ont été repris à leur valeur nette comptable non réévaluée au 1er janvier 2024, ne générant aucune plus-value en sursis d'imposition.

MISE EN SERVICE DE L'UNITE DE TRANSFORMATION DES PRODUITS LAITIERS PAR PAVETI - COMMERCIALISATION DES PRODUITS "AU PRE" :

L'unité de transformation des produits laitiers, créée via la filiale PAVETI, est opérationnelle à compter de février 2024. Les premiers points de vente des produits « AU PRE ! » ont été approvisionnés également en février 2024.

PARTICIPATION DANS LA SCEA BEL ORIENT - DEPRECIATION DES TITRES :

La dépréciation sur les titres de la SCEA BEL ORIENT a été complétée de 2 116 150 € sur l'exercice 2024, portant la dépréciation total à 4 221 350 €. La valeur nette comptable des titres s'établit à 479 600 €.

CONTROLE FISCAL

En date du 14 mars 2025, la société a reçu un avis de vérification de comptabilité portant sur les périodes allant du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023 avec extension sur 2024 pour la taxe sur les salaires. Le contrôle est en cours et aucune conclusion n'est connue à date.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentatio	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	54 928	46 282		101 210
Immobilisations incorporelles	54 928	46 282		101 210
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	23 773	3 666 000		3 689 773
- Installations générales, agencements aménagements divers		11 176		11 176
- Matériel de transport	1 595 483		34 042	1 561 441
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	155 186	3 095		158 280
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	8 351		8 351	
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 782 793	3 680 271	42 393	5 420 670
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	20 593 216	2 022 140	500	22 614 856
- Autres titres immobilisés	200 004			200 004
- Prêts et autres immobilisations financières	356 238		14 375	341 863
Immobilisations financières	21 149 458	2 022 140	14 875	23 156 723
ACTIF IMMOBILISE	22 987 179	5 748 693	57 269	28 678 603

Pour l'application de l'article 311-2 du PCG relatif à la comptabilisation des actifs, il n'a pas été identifié d'immobilisations décomposables.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Coût d'achat).

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-EURO

- (1) Capital - (2) Capitaux propres autres que le capital - (3) Quote-part du capital détenue (en pourcentage)
(4) Valeur comptable brute des titres détenus - (5) Valeur comptable nette des titres détenus
(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés
(7) Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise
(8) Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - (9) Résultat du dernier exercice clos
(10) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
A. RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR CHAQUE TITRE										
- Filiales (détenues à + 50 %)										
SEEDEVOL	1	252	100,00	1	1	254		266	-70	
SAS AGRI TECH' SERVICE	29	160	100,00	423	423	1		1 385	67	64
SCEA DE BEL ORIENT	1 336	-5 557	99,99	4 701	480	10 090	1 957	1 129	-1 393	
SAS VITAL CONCEPT	275	716	100,00	4 453	4 453	7 622	7 107	110 243	-2 031	96
SAS ALPHATECH	63	4 111	100,00	2 739	2 739	1 810	2 528	16 881	1 176	29
PAVETI	200	-1 881	100,00	200	200	1 529		143	-1 503	
- Participations (détenues entre 10 et 50%)										
SCI B2F CITATION HANGAR	4	110	25,78	1	1	11		44	20	
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES										
- Autres filiales françaises										
- Autres filiales étrangères										
- Autres participations françaises										
- Autres participations étrangères										

La valeur brute est constituée du coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

PARTICIPATION DANS LA SCEA BEL ORIENT - DEPRECIATION DES TITRES :

La participation dans la SCEA BEL ORIENT a été dépréciée à hauteur de 4 221 350 € à la date de clôture.

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentatio	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	19 828	28 258		48 086
Immobilisations incorporelles	19 828	28 258		48 086
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 521	282 581		293 103
- Installations générales, agencements aménagements divers		551		551
- Matériel de transport	631 323	284 443	34 042	881 723
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	96 581	36 920		133 501
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	738 425	604 495	34 042	1 308 878
ACTIF IMMOBILISE	758 254	632 753	34 042	1 356 964

Modalités d'amortissements

Pour l'application de l'article 322-4 du PCG relatif aux amortissements des actifs, les durées d'amortissement retenues correspondent aux durées d'usage pour les éléments non décomposables.

L'amortissement a été calculé sur la durée d'usage, soit sur le mode linéaire, soit sur le mode dégressif et en règle générale, selon les durées suivantes :

- Concessions, logiciel et brevet : linéaire & dérogatoire 1 à 5 ans
- Matériel de transport : 7 ans
- Matériel de bureau : Linéaire 5 à 10 ans
- Matériel informatique : Linéaire 3 ans
- Mobilier : Linéaire 10 ans

La différence entre l'amortissement économique, calculé selon le mode linéaire sur la durée normale d'utilisation du bien, et l'amortissement fiscal calculé selon le mode dégressif ou dérogatoire, est enregistré dans le poste "amortissements dérogatoires" figurant au passif du bilan au niveau des capitaux propres.

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 23 362 366 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	10 089 770		10 089 770
Prêts			
Autres	341 863		341 863
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 013 197	1 013 197	
Autres	11 807 557	11 807 557	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	109 979	109 979	
Total	23 362 366	12 930 733	10 431 633
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les créances ont été évaluées à leur valeur nominale. Elles ont été, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	91 140
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	62 797
Autres créances	130 557
Disponibilités	715
Total	285 209

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 2 001 695,00 EURO décomposé en 2 001 695 titres d'une valeur nominale de 1,00 EURO.

ACTIONS PROPRES

A la clôture de l'exercice, WINFARM détient en propre 4 341 titres gérés dans le cadre d'un compte de liquidité ouvert à cet effet et conclu avec le CIC MARKET SOLUTIONS. La valeur boursière de ces titres à la date de clôture s'élève à 17 364 € pour une valeur comptable de 16 263 €.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 18/06/2024.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	
Résultat de l'exercice précédent	549 522
Prélèvements sur les réserves	
Prélèvement sur la prime d'émission	
Total des origines	549 522
Affectation aux réserves	549 522
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	
Total des affectations	549 522

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2024	Affectation des résultats	Augmentatio	Diminutions	Solde au 31/12/2024
Capital	2 001 695				2 001 695
Primes d'émission	19 580 492				19 580 492
Réserve légale	152 273	27 476	27 476		179 749
Réserves générales	2 796 198	522 046	522 046		3 318 244
Résultat de l'exercice	549 522	-549 522	-851 139	549 522	-851 139
Total Capitaux Propres	25 080 179		-301 617	549 522	24 229 041

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 12 902 169 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un a	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	139	139		
- à plus de 1 an à l'origine	12 276 756	1 016 887	7 059 869	4 200 000
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	186 694	186 694		
Dettes fiscales et sociales	354 222	354 222		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	84 359	84 359		
Produits constatés d'avance				
Total	12 902 169	1 642 300	7 059 869	4 200 000
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	977 109			
(**) Dont envers les associés	6 890			

Les dettes ont été évaluées à leur valeur nominale.

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	37 560
Emprunts et dettes financières divers	78
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	104 887
Dettes fiscales et sociales	129 009
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	76 287
Total	347 821

Autres informations

Actions propres

En compte 2771 ou 2772 à la date de clôture de l'exercice :

- En nombre : 4 341
- En valeur : 16 263 EURO

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	109 979
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	109 979

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	3 511 462		3 511 462
Ventes de marchandises			
Produits des activités annexes	566 056		566 056
TOTAL	4 077 518		4 077 518

Charges et produits d'exploitation et financiers

Résultat financier

	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers de participation	928 609	966 418
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	232 469	322 405
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	1 161 078	1 288 823
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	614 602	134 258
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	500	
Total des charges financières	615 102	134 258
Résultat financier	545 976	1 154 565

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2021, la société SA WINFARM est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA WINFARM, 80 rue Arthur Enaud 22603 LOUDEAC Cedex. Elle agit en qualité de tête de groupe.

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

Notes sur le compte de résultat

Il a été retenu le principe de neutralité par lequel la société doit constater dans ses comptes, pendant toute la durée d'intégration dans le groupe, une charge ou un produit d'impôt analogue à celui qu'elle aurait constaté si elle n'avait pas été intégrée.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 11,62 personnes dont 1,39 apprentis.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	6	
Agents de maîtrise et techniciens	4	
Employés	1	
Ouvriers		
Total	12	

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : WINFARM

Forme : SA
SIREN : 492656640

Au capital de : 2 001 695 Euros

Adresse du siège social :
80 rue Arthur Enaud - Zone industrielle de Tres Le Bois
CS 60362 - 22603 LOUDEAC Cedex

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés	
	Montant en EURO
Effets escomptés non échus	
<i>LCL : cautions sur emprunts du groupe</i>	2 617 249
<i>BNP : cautions sur emprunts du groupe</i>	54 355
<i>BPGO : cautions sur emprunts du groupe</i>	4 230 076
<i>CA : cautions sur emprunts du groupe</i>	2 634 660
<i>CIC : cautions sur emprunts du groupe</i>	2 254 886
<i>BPI : cautions sur emprunts du groupe</i>	197 084
Avals et cautions	11 988 310
Engagements en matière de pensions	18 879
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>ALPHATECH : nantissement de 380 parts</i>	1 107 073
Autres engagements donnés	1 107 073
Total	13 114 262
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en EURO
Plafonds des découverts autorisés	
<i>BPI prêts 2020 : Garantie du FNG à hauteur de 50% de la dette</i>	512 500
<i>BPI prêts 2023 : Garantie du FNG à hauteur de 80% de la dette</i>	2 400 000
Avals et cautions	2 912 500
Autres engagements reçus	
Total	2 912 500
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 18 879 EURO

La convention collective de l'entreprise prévoit le versement d'indemnités de fin de carrière en cas de départ à la retraite. Il n'a pas été signé d'accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,35%
- Turn over : moyen (cadres), Moyen (non-cadres)
- Taux de croissance des salaires : 1% non cadres / 1,5% cadres
- Age de départ à la retraite : 60 à 67 ans
- Table de taux de mortalité : INSEE 2024
- Hypothèses de départ à la retraite : 100% départ volontaire/ 0% mise à la retraite

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013.

Dossier financier

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Détail des comptes

Détail du bilan

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés				
20500000 - Logiciels informatiques	101 209,51		101 209,51	54 927,51
28050000 - Amort. logiciels		48 086,37	-48 086,37	-19 828,41
	101 209,51	48 086,37	53 123,14	35 099,10
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel et outillage				
21540000 - Matériel et outillage	23 772,52		23 772,52	23 772,52
21540001 - Matériel Industriel Au Pré!	3 666 000,00		3 666 000,00	
28154000 - Amort.matériel et outillage		293 102,60	-293 102,60	-10 521,30
	3 689 772,52	293 102,60	3 396 669,92	13 251,22
Autres immobilisations corporelles				
21810000 - Inst.gles,agenc,...,const.	11 176,00		11 176,00	
21820000 - Matériel de transport	1 561 441,14		1 561 441,14	1 595 483,38
21830000 - Mat.bureau & informatique	141 610,28		141 610,28	140 547,78
21840000 - Mobilier de bureau	14 637,95		14 637,95	14 637,95
21840001 - Matériel de Bureau Au Pré!	2 032,10		2 032,10	
28181000 - Amort.instal.agenc.amenag		551,15	-551,15	
28182000 - Amort.mat.transport		881 723,20	-881 723,20	-631 322,63
28183000 - Amort.mat.bureau informat		118 709,80	-118 709,80	-81 943,39
28184000 - Amort. mobilier bureau		14 791,05	-14 791,05	-14 637,95
	1 730 897,47	1 015 775,20	715 122,27	1 022 765,14
Immob. en cours / Avances & acomptes				
23100000 - Immo.corporelles en cours				8 351,22
				8 351,22
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
26100000 - Parts sociales alphatech	2 738 654,00		2 738 654,00	2 738 654,00
26120000 - Parts sociales agritech servic	423 443,20		423 443,20	423 443,20
26130000 - Parts sociales sci tres le bois				500,00
26140000 - Parts sociales vital concept	4 453 008,00		4 453 008,00	4 453 008,00
26150000 - Part sociale sci paco	7 000,00		7 000,00	7 000,00
26170000 - Parts sci hangar	1 031,00		1 031,00	1 031,00
26180000 - Parts scea de bel orient	4 700 950,00		4 700 950,00	4 700 950,00
26190100 - Parts Sociales SAS SEEDEV	1 000,00		1 000,00	1 000,00
26190200 - Parts Sociales SAS PAVETI	200 000,00		200 000,00	200 000,00
26718000 - Avances scea bel orient	9 998 630,00		9 998 630,00	8 006 504,00
26780000 - Intérêts courus s/créances rat	91 140,00		91 140,00	61 126,00
29610000 - Provis. dépréc. titres participa		4 221 350,00	-4 221 350,00	-2 105 200,00
	22 614 856,20	4 221 350,00	18 393 506,20	18 488 016,20
Autres titres immobilisés				
27180000 - Autres titres	200 004,00		200 004,00	200 004,00
	200 004,00		200 004,00	200 004,00
Autres immobilisations financières				
27510000 - Depot de garantie	600,00		600,00	600,00
27560000 - Fonds de garantie prêts bq	325 000,00		325 000,00	325 000,00
27710000 - Actions Propres ou Parts Pro	16 263,02		16 263,02	30 638,23
	341 863,02		341 863,02	356 238,23
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	28 678 602,72	5 578 314,17	23 100 288,55	20 123 725,11
Stocks				
Créances				

Détail du bilan

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
Clients et comptes rattachés				
41100000 - Clients	950 400,19		950 400,19	
41810000 - Clients - factures a etabli	62 797,20		62 797,20	413 308,80
	1 013 197,39		1 013 197,39	413 308,80
Fournisseurs débiteurs				
40980000 - Rrr a obtenir & avoirs non par				6 628,37
				6 628,37
Etat, Impôts sur les bénéfices				
44400000 - Etat impots/benefices	50 038,00		50 038,00	179 345,00
	50 038,00		50 038,00	179 345,00
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires				
44562220 - Tva sur immo (taux 20 %)				1 670,24
44566120 - Tva sur abs	15 966,00		15 966,00	43 457,81
44566500 - Tva sur abs (taux 10 %)	4,35		4,35	99,89
44567000 - Credit de tva a reporter				138 307,00
44586000 - Tva a regul.f.non parv.	17 441,48		17 441,48	23 892,28
44587000 - Tva a regul.fact a etabl	998,00		998,00	
	34 409,83		34 409,83	207 427,22
Autres créances				
45161000 - IS - Intégration fiscale AGRIT				2 866,00
45162000 - IS - Intégration fiscale ALPHA	308 319,00		308 319,00	
45510001 - Compte courant vital concept	7 535 000,00		7 535 000,00	6 200 000,00
45540020 - Compte courant alphatech	1 791 469,00		1 791 469,00	2 142 543,00
45572000 - CC B2F SCI	5 156,00		5 156,00	11 156,00
45572100 - CC B2F indivision	6 000,00		6 000,00	
45573000 - Cc sas anvic	176 502,00		176 502,00	
45575000 - Compte courant SEEDEVOL	251 496,00		251 496,00	224 608,00
45576000 - Compte Courant SAS PAVET	1 518 610,00		1 518 610,00	512 500,00
45587000 - Intérêts courus à recevoir	129 557,00		129 557,00	245 513,00
46741000 - Avances s/ invest. groupe				3 562 168,17
46870000 - Divers prod.a recevoir	1 000,00		1 000,00	
	11 723 109,00		11 723 109,00	12 901 354,17
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
40910000 - Fourn.debit.av.ac/command				3 000,00
				3 000,00
Valeurs mobilières de placement				
50220000 - CIC - CONTRAT DE LIQUIDI	8 916,17		8 916,17	10 398,54
	8 916,17		8 916,17	10 398,54
Disponibilités				
51230000 - BNP PARIBAS	5 173,46		5 173,46	76 959,36
51240000 - BANQUE POPULAIRE Grand	9 866,23		9 866,23	24 059,83
51250000 - CIC OUEST	528 262,18		528 262,18	2 226 381,77
51260000 - Credit agricole	245 693,02		245 693,02	377 935,55
51270000 - Crca - compte rémunéré	300 000,00		300 000,00	2 500 000,00
51282000 - CREDIT LYONNAIS LCL	1 561,62		1 561,62	4 161,10
51870000 - Banque - intérêts courus à rec	715,29		715,29	4 921,21
	1 091 271,80		1 091 271,80	5 214 418,82
Charges constatées d'avance				
48600000 - Charges constat.d'avance	109 978,81		109 978,81	243 288,68
	109 978,81		109 978,81	243 288,68
TOTAL ACTIF CIRCULANT	14 030 921,00		14 030 921,00	19 179 169,60
COMPTES DE REGULARISATION				

Détail du bilan

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
TOTAL ACTIF	42 709 523,72	5 578 314,17	37 131 209,55	39 302 894,71

Détail du bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
PASSIF		
Capital social ou individuel		
10130000 - Capital souscrit appele	2 001 695,00	2 001 695,00
	2 001 695,00	2 001 695,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
10410000 - Prime d'émission	16 433 991,56	16 433 991,56
10430000 - Primes d apport	3 146 500,20	3 146 500,20
	19 580 491,76	19 580 491,76
Réserve légale		
10611000 - Reserve legale	179 749,00	152 273,00
	179 749,00	152 273,00
Autres réserves		
10680000 - Autres reserves	3 318 243,64	2 796 197,70
	3 318 243,64	2 796 197,70
Résultat de l'exercice	-851 138,66	549 521,94
TOTAL CAPITAUX PROPRES	24 229 040,74	25 080 179,40
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
<i>Emprunts</i>		
16410000 - Emprunts ets credit	375 000,00	675 000,00
16420000 - Pret bpi croissance - 1m€	300 000,00	500 000,00
16430000 - Pret bpi croissance 1m€	350 000,00	550 000,00
16440000 - Pret CRCA - Rachat Part 500 K€	241 150,98	312 406,14
16450000 - Pret BPGO - Rachat Parts 650K€	376 412,57	468 426,68
16460000 - Prêt CIC - 800 K€ 14138 201667	396 771,27	510 610,96
16470000 - Prêt LCL 3 600 k€	3 600 000,00	3 600 000,00
16480000 - Prêt BPI croissance 3 000 k€	3 000 000,00	3 000 000,00
16490000 - Prêt BNP 3 600 k€	3 600 000,00	3 600 000,00
16884000 - Interets courus sur emprunts	37 421,00	39 288,00
	12 276 755,82	13 255 731,78
<i>Découverts et concours bancaires</i>		
51860000 - Interets courus a payer	138,82	2 233,91
	138,82	2 233,91
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	12 276 894,64	13 257 965,69
Emprunts et dettes financières diverses - Associés		
45161000 - IS - Intégration fiscale AGRITECH	5 453,00	
45162000 - IS - Intégration fiscale ALPHATECH		99 107,00
45163000 - IS - Intégration fiscale VITAL CONC		192 776,00
45574000 - Compte courant p.etienne	1 359,40	1 286,40
45586000 - Intérêts courus à verser	78,00	133,00
	6 890,40	293 302,40
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
40100000 - Fournisseurs	81 807,23	240 629,69
40810000 - Fourn.fact.non parvenues	104 886,74	150 073,85
	186 693,97	390 703,54
<i>Personnel</i>		
42500013 - Frais Pro DIORE Christelle	60,75	
42550000 - Notes de frais		2 183,08
42550002 - M patrice etienne	1 531,60	
42820000 - Dettes prov.conges payes	61 280,88	55 193,29
42860000 - Personnel- autres charges a payer	19 500,00	18 878,00
	82 373,23	76 254,37

Détail du bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<i>Organismes sociaux</i>		
43100000 - Urssaf	44 523,38	43 359,83
43735000 - Groupe mornay	17 891,71	17 711,79
43735100 - Retraite pilote	3 092,66	2 827,32
43752200 - Verlingue prevoyance cadres	6 015,14	6 278,01
43752500 - Verlingue sante	2 193,11	2 580,03
43820000 - Charges sociales/c.p.	28 013,36	25 204,63
43860000 - Org.sociaux ch.a payer	8 775,00	8 495,00
	110 504,36	106 456,61
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>		
44550000 - Tva a decaisser	48 264,00	
44571220 - Tva collectée (taux 20 %)	85 945,42	
44587000 - Tva a regul.fact a etabl		68 884,80
	134 209,42	68 884,80
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>		
44210000 - Prélèvmt à la source	15 694,41	15 432,56
44860000 - Etat charges a payer	10 487,00	4 097,00
44862000 - Etat - taxe apprentissage à payer	953,18	937,34
	27 134,59	20 466,90
Dettes fiscales et sociales	354 221,60	272 062,68
Autres dettes		
41980000 - Clients - rrr à accorder	68 787,20	
46400000 - Dettes s/acquisitions titres part.	1 181,00	1 181,00
46860000 - Divers charges a payer	7 500,00	7 500,00
	77 468,20	8 681,00
TOTAL DETTES	12 902 168,81	14 222 715,31
TOTAL PASSIF	37 131 209,55	39 302 894,71

Détail du compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS						
Production vendue						
70610110 - Redv. prest. serv. vital (20)	2 339 732,00	57,38	2 260 236,00	66,74	79 496,00	3,52
70610120 - Redev. prest. serv. alpha (20)	357 178,00	8,76	294 083,00	8,68	63 095,00	21,45
70610130 - Redev. prest. agritech (20%)	29 552,00	0,72	33 043,00	0,98	-3 491,00	-10,57
70611110 - Redev. présidence vital (20%)	600 000,00	14,71	600 000,00	17,72		
70611120 - Redevance présid. alphatech	160 000,00	3,92	160 000,00	4,72		
70611130 - Redev. présidence agritech 2	25 000,00	0,61	25 000,00	0,74		
70831000 - Location matériel PAVETI	324 000,00	7,95			324 000,00	
70880001 - Autres produits exo	1 070,00	0,03			1 070,00	
70881000 - Refacturations diverses	1 170,00	0,03	682,00	0,02	488,00	71,55
70881010 - Refacturations diverses vital	12 810,00	0,31	13 365,00	0,39	-555,00	-4,15
70881070 - Refact Div SAS PAVETI-Au P	227 006,15	5,57			227 006,15	
	4 077 518,15	100,00	3 386 409,00	100,00	691 109,15	20,41
Subventions d'exploitation						
74000000 - Subventions d'exploitation	4 500,00	0,11			4 500,00	
	4 500,00	0,11			4 500,00	
Autres produits						
75800000 - Prod.divers gest.courante	116,74		485,76	0,01	-369,02	-75,97
79100000 - Transf.ch.exploitation			32 036,18	0,95	-32 036,18	-100,00
	116,74		32 521,94	0,96	-32 405,20	-99,64
Total	4 082 134,89	100,11	3 418 930,94	100,96	663 203,95	19,40
CONSUMMATION M/SES & MAT						
Autres achats & charges externes						
60400000 - Achats etudes prest.serv.	213 727,11	5,24			213 727,11	
60611000 - Carburant-lubrifiant	36 331,05	0,89	25 577,25	0,76	10 753,80	42,04
60630000 - Fourn.entrep.petit equipem.			1 621,76	0,05	-1 621,76	-100,00
60630120 - Fourniture ent&pt equip. 20 %	2 255,95	0,06			2 255,95	
60630500 - Fourn. entre&pt equip. exo	525,39	0,01			525,39	
60640000 - Fourn.administratives	687,00	0,02	346,07	0,01	340,93	98,51
61321100 - Location bureaux tres le bois	58 800,00	1,44	58 800,00	1,74		
61352000 - Locations de matériel de trans	4 505,19	0,11	8 296,87	0,25	-3 791,68	-45,70
61353000 - Locations de matériel de bure			3 153,66	0,09	-3 153,66	-100,00
61359000 - Locations diverses	16 270,00	0,40	20 460,14	0,60	-4 190,14	-20,48
61400000 - Ch.locatives & copropriet	3 000,00	0,07	3 000,00	0,09		
61550000 - Entr.repar./mat.transport	10 769,85	0,26	5 131,97	0,15	5 637,88	109,86
61552000 - Entr.repar./mat.bureau			4 211,63	0,12	-4 211,63	-100,00
61560000 - Maintenance	262 723,50	6,44	298 925,64	8,83	-36 202,14	-12,11
61600000 - Assurance automobile	5 044,38	0,12	5 030,00	0,15	14,38	0,29
61610000 - Assurances multirisques			268,31	0,01	-268,31	-100,00
61620000 - Assurance r.c. eti group	882,57	0,02	838,45	0,02	44,12	5,26
61700000 - Etudes et recherches			55 150,00	1,63	-55 150,00	-100,00
61810000 - Documentation generale	13 508,18	0,33	17 450,13	0,52	-3 941,95	-22,59
61860000 - Formation stage divers	9 415,32	0,23	9 061,57	0,27	353,75	3,90
61869000 - Remboursement Formation	-1 697,50	-0,04	-11 257,64	-0,33	9 560,14	-84,92
62100200 - Personnel ext. a l'entreprise	17 280,00	0,42	25 920,00	0,77	-8 640,00	-33,33
62260000 - Honoraires	259 925,80	6,37	295 101,64	8,71	-35 175,84	-11,92
62270000 - Frais acte et contentieux	6 493,42	0,16	4 592,93	0,14	1 900,49	41,38
62280000 - Div.remun.interm.& honos	6 047,86	0,15	39 927,92	1,18	-33 880,06	-84,85
62300000 - Publicites diverses	3 593,74	0,09			3 593,74	

Détail du compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
62300200 - Dépenses de sponsoring	128 361,26	3,15			128 361,26	
62310000 - Annonces et insertions	2 130,00	0,05	14 753,56	0,44	-12 623,56	-85,56
62340000 - Cadeaux a la clientele	8 410,04	0,21	305,92	0,01	8 104,12	NS
62380000 - Divers (pourboires-dons)	150,00				150,00	
62510000 - Voyages et déplacements	121 634,98	2,98	201 415,07	5,95	-79 780,09	-39,61
62560000 - Missions	13 331,26	0,33	17 538,39	0,52	-4 207,13	-23,99
62570000 - Receptions	66 907,50	1,64	33 532,73	0,99	33 374,77	99,53
62610000 - Frais postaux	158,71		124,93		33,78	27,04
62620000 - Frais de télécommunication	72 730,41	1,78	16 603,79	0,49	56 126,62	338,03
62700000 - Serv.bancaires et assim.	3 695,67	0,09	6 018,32	0,18	-2 322,65	-38,59
62780000 - Frais & cions sur prest serv	18 000,00	0,44	19 200,00	0,57	-1 200,00	-6,25
62810000 - Autr.serv.ext.conc.divers	117 214,87	2,87	55 901,03	1,65	61 313,84	109,68
62840000 - Frais de recrutement personn	79 571,93	1,95	97 640,89	2,88	-18 068,96	-18,51
	1 562 385,44	38,32	1 334 642,93	39,41	227 742,51	17,06
Total	1 562 385,44	38,32	1 334 642,93	39,41	227 742,51	17,06
MARGE SUR M/SES & MAT	2 519 749,45	61,80	2 084 288,01	61,55	435 461,44	20,89
CHARGES						
Impôts, taxes et vers. assim.						
63110000 - Taxe sur les salaires	14 301,00	0,35	7 605,00	0,22	6 696,00	88,05
63330000 - Part.empl.form.prof.cont.	14 091,34	0,35	13 055,35	0,39	1 035,99	7,94
63350000 - Taxe apprentissage	7 201,20	0,18	7 082,65	0,21	118,55	1,67
63511100 - Cot.fonciere des entreprises	646,00	0,02	640,00	0,02	6,00	0,94
63511200 - Cot.valeur ajoutee des entr.	10 574,00	0,26	5 917,00	0,17	4 657,00	78,71
63514000 - Taxe/vehicules stes	5 412,00	0,13	3 716,00	0,11	1 696,00	45,64
63540000 - Droits enregistr.timbre			878,37	0,03	-878,37	-100,00
	52 225,54	1,28	38 894,37	1,15	13 331,17	34,28
Salaires et Traitements						
64110000 - Salaires,appoint.,comm.	1 033 495,24	25,35	1 024 181,86	30,24	9 313,38	0,91
64119000 - Rembours. Formation Salaire	-1 104,00	-0,03			-1 104,00	
64120000 - Conges payes	6 087,59	0,15	15 852,42	0,47	-9 764,83	-61,60
64130000 - Primes et gratifications	18 248,76	0,45	16 036,68	0,47	2 212,08	13,79
64140000 - Indemn.avantages divers	525,00	0,01	200,00	0,01	325,00	162,50
64170000 - Avantages en nature	35 058,00	0,86	32 036,18	0,95	3 021,82	9,43
64179000 - Avantage en nature reprise	-35 058,00	-0,86			-35 058,00	
	1 057 252,59	25,93	1 088 307,14	32,14	-31 054,55	-2,85
Charges sociales						
64510000 - Cotisations a l'urssaf	273 617,66	6,71	261 703,99	7,73	11 913,67	4,55
64521000 - Verlingue sante	3 465,80	0,08	3 639,36	0,11	-173,56	-4,77
64523000 - Verlingue prévoyance nc	23 764,30	0,58	23 488,77	0,69	275,53	1,17
64534900 - Retraite crpn	7 182,22	0,18	6 684,50	0,20	497,72	7,45
64535000 - Cotisations ag2r prevoyance	104 809,30	2,57	99 749,88	2,95	5 059,42	5,07
64720000 - Tickets restaurant employeur	10 551,84	0,26	9 539,53	0,28	1 012,31	10,61
64730000 - Cheques cadeaux	1 660,00	0,04	2 120,00	0,06	-460,00	-21,70
64740000 - Chèques vacances	950,00	0,02	710,00	0,02	240,00	33,80
64750000 - Medecine du travail	1 121,00	0,03	1 198,00	0,04	-77,00	-6,43
64810000 - Autres charges de personnel	280,00	0,01	1 632,00	0,05	-1 352,00	-82,84
64820000 - Charges sociales /c.payes	2 808,73	0,07	7 895,37	0,23	-5 086,64	-64,43
	430 210,85	10,55	418 361,40	12,35	11 849,45	2,83

Détail du compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Amortissements et provisions						
68111000 - Dot.amort.immo.incorpore.	28 257,96	0,69	13 261,83	0,39	14 996,13	113,08
68112000 - Dot.amort.immo.corporelle	604 494,77	14,83	315 651,06	9,32	288 843,71	91,51
	632 752,73	15,52	328 912,89	9,71	303 839,84	92,38
Autres charges						
65300000 - Jetons de presence			15 000,00	0,44	-15 000,00	-100,00
65800000 - Ch.diverses gest.courante	678,77	0,02	17,65		661,12	NS
	678,77	0,02	15 017,65	0,44	-14 338,88	-95,48
Total	2 173 120,48	53,30	1 889 493,45	55,80	283 627,03	15,01
RESULTAT D'EXPLOITATION	346 628,97	8,50	194 794,56	5,75	151 834,41	77,95
Produits financiers						
76110000 - Revenus titres de participatio	255 501,67	6,27	966 418,00	28,54	-710 916,33	-73,56
76381000 - Interets sur avances en c/c	220 697,00	5,41	306 639,00	9,05	-85 942,00	-28,03
76800000 - Autr.produits financiers	11 772,31	0,29	15 766,27	0,47	-3 993,96	-25,33
77560000 - Produits de cessions d'immob	673 107,00	16,51			673 107,00	
	1 161 077,98	28,48	1 288 823,27	38,06	-127 745,29	-9,91
Charges financières						
66110000 - Interets emprunts dettes	614 524,03	15,07	134 125,00	3,96	480 399,03	358,17
66150000 - Int.c/cts & depots credit	78,00		133,00		-55,00	-41,35
67560000 - Vnc cession immo financieres	500,00	0,01			500,00	
	615 102,03	15,09	134 258,00	3,96	480 844,03	358,15
Résultat financier	545 975,95	13,39	1 154 565,27	34,09	-608 589,32	-52,71
Opérations en commun						
65500000 - Quote part de résultat s/opér.	-14 436,00	-0,35			-14 436,00	
	-14 436,00	-0,35			-14 436,00	
RESULTAT COURANT	878 168,92	21,54	1 349 359,83	39,85	-471 190,91	-34,92
Produits exceptionnels						
77520000 - Pdts cessions immos corp.	12 200,00	0,30			12 200,00	
	12 200,00	0,30			12 200,00	
Charges exceptionnelles						
67120000 - Ch.exc./op.gest.penalites			135,00		-135,00	-100,00
67830000 - Malis sur rachats d'actions	15 857,58	0,39	69 986,89	2,07	-54 129,31	-77,34
67880000 - Charges exceptionnelles diver			3 550,00	0,10	-3 550,00	-100,00
68760000 - Dot. prov. dépréciat. exceptio	2 116 150,00	51,90	723 310,00	21,36	1 392 840,00	192,56
	2 132 007,58	52,29	796 981,89	23,53	1 335 025,69	167,51
Résultat exceptionnel	-2 119 807,58	-51,99	-796 981,89	-23,53	-1 322 825,69	165,98
Impôts sur les bénéfices						
69810000 - Intégration fiscale - charges	50 038,00	1,23	49 727,00	1,47	311,00	0,63
69890000 - Intégration fiscale - produits	-440 538,00	-10,80	-46 871,00	-1,38	-393 667,00	839,89
	-390 500,00	-9,58	2 856,00	0,08	-393 356,00	NS
RESULTAT DE L'EXERCICE	-851 138,66	-20,87	549 521,94	16,23	-1 400 660,60	-254,89

Dossier financier

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Dossier de gestion

Soldes intermédiaires de gestion

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Ventes de marchandises						
Coût d'achats marchandises vendues						
MARGE COMMERCIALE						
Production vendue	4 077 518	100,00	3 386 409	100,00	691 109	20,41
Production stockée						
Production immobilisée						
PRODUCTION TOTALE DE L'EXERCICE	4 077 518	100,00	3 386 409	100,00	691 109	20,41
PROD + VENTES DE MARCHANDISES	4 077 518	100,00	3 386 409	100,00	691 109	20,41
Achats de matières premières et approv.						
Variation de stocks						
Sous-traitance directe	213 727	5,24			213 727	
MARGE BRUTE DE PRODUCTION	3 863 791	94,76	3 386 409	100,00	477 382	14,10
MARGE BRUTE GLOBALE	3 863 791	94,76	3 386 409	100,00	477 382	14,10
Autres achats et charges externes	1 348 658	33,08	1 334 643	39,41	14 015	1,05
VALEUR AJOUTEE	2 515 133	61,68	2 051 766	60,59	463 367	22,58
Subventions d'exploitation	4 500	0,11			4 500	
Impôts, taxes et verst assimilés	52 226	1,28	38 894	1,15	13 331	34,28
Charges de personnel	1 487 463	36,48	1 506 669	44,49	-19 205	-1,27
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	979 944	24,03	506 203	14,95	473 741	93,59
Reprises s/ charges et Transferts			32 036	0,95	-32 036	-100,00
Autres produits	117		486	0,01	-369	-75,97
Dot. amortissements et provisions	632 753	15,52	328 913	9,71	303 840	92,38
Autres charges	679	0,02	15 018	0,44	-14 339	-95,48
RESULTAT D'EXPLOITATION	346 629	8,50	194 795	5,75	151 834	77,95
Quote part résultat en commun	-14 436	-0,35			-14 436	
Produits financiers	1 161 078	28,48	1 288 823	38,06	-127 745	-9,91
Charges financières	615 102	15,09	134 258	3,96	480 844	358,15
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	878 169	21,54	1 349 360	39,85	-471 191	-34,92
Produits exceptionnels	12 200	0,30			12 200	
Charges exceptionnelles	2 132 008	52,29	796 982	23,53	1 335 026	167,51
Résultat exceptionnel	-2 119 808	-51,99	-796 982	-23,53	-1 322 826	165,98
Participation des salariés						
Impôts sur les bénéfices	-390 500	-9,58	2 856	0,08	-393 356	NS
RESULTAT DE L'EXERCICE	-851 139	-20,87	549 522	16,23	-1 400 661	-254,89

Analyse du bilan

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
EMPLOIS		
Immobilisations incorporelles	101 210	54 928
Immobilisations corporelles	5 420 670	1 782 793
Immobilisations financières	23 156 723	21 149 458
Charges à répartir		
Réduction des capitaux propres		
Total Brut	28 678 603	22 987 179
RESSOURCES		
Capital et réserves	13 358 070	15 191 471
Rétention de résultat	5 578 314	2 863 454
Résultat	-851 139	549 522
Subventions d'investissements		
Provisions réglementées		
Provisions pour risques et charges		
Comptes courants d'associés	6 812	293 169
Total Capitaux Propres	18 092 058	18 897 616
FONDS DE ROULEMENT PROPRE	-10 586 544	-4 089 562
Emprunts et dettes assimilées	12 239 335	13 216 444
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	1 652 790	9 126 881
Stocks		
Créances clients	1 013 197	413 309
Autres créances	86 163	3 963 490
Comptes de régularisation	109 979	243 289
Total Créances	1 209 339	4 620 087
Dettes fournisseurs	186 694	390 704
Dettes fiscales et sociales	354 222	272 063
Autres dettes	115 106	50 336
Comptes de régularisation		
Total Dettes	656 022	713 102
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	553 318	3 906 985
Trésorerie active	1 099 473	5 219 896
Trésorerie passive		
TRESORERIE	1 099 473	5 219 896

Tableau de financement

Tableau de financement 1

	Ressources	Emplois
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement de l'exercice	1 885 564	
Autofinancement disponible	1 885 564	
Cessions et réduction de l'actif immobilisé	700 182	
Total des ressources	2 585 746	
EMPLOIS		
Remboursement de comptes courants et versements aux associés		2 669 280
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé (y compris biens pris en crédit-bail)		5 740 341
Remboursement en capital d'emprunts et contrats de crédit-bail		977 109
Total des emplois		9 386 730
Variation du fonds de roulement net global		6 800 984

Tableau de financement 2

	31/12/2024	31/12/2023	Besoins	Dégagement
Variation des actifs				
Avances et acomptes versés sur commandes		3 000		3 000
Comptes clients, comptes rattachés	1 013 197	413 309	599 889	
Autres créances	86 163	3 960 490		3 874 327
Comptes de régularisation	109 979	243 289		133 310
Variation des dettes				
Fournisseurs, comptes rattachés	186 694	390 704	204 010	
Dettes fiscales et sociales	354 222	272 063		82 159
Autres dettes	115 106	50 336		64 770
Dégagement net de fonds de roulement				3 353 668
Variation de la trésorerie active	1 099 473	5 219 896		4 120 423
Variation nette de trésorerie				4 120 423
Variation du fonds de roulement net global				7 474 091



**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE
L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

WINFARM

Société anonyme

Zone industrielle Très Le Bois

22600 Loudéac

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Bakertilly Strego
4, rue Papiau de la Verrie
49000 Angers
S.A.S au capital de 10 559 241 €
063 200 885 RCS Angers
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à
la Compagnie Régionale Ouest Atlantique

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 201 424 €
572 028 041 RCS Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

WINFARM

Société anonyme

Zone industrielle de Très le Bois
22 600 Loudéac

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la société WINFARM

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société WINFARM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la valorisation des titres de participation et créances rattachées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lorient et Rennes, le 30 avril 2025

Les commissaires aux comptes

Bakertilly Strego

Deloitte & Associés



PIQUEE Stéphane

radigue Guillaume

Stéphane PIQUEE

Guillaume RADIGUE

Bilan

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	101 210	48 086	53 123	35 099
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	3 689 773	293 103	3 396 670	13 251
Autres immobilisations corporelles	1 730 897	1 015 775	715 122	1 022 765
Immob. en cours / Avances & acomptes				8 351
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	22 614 856	4 221 350	18 393 506	18 488 016
Autres titres immobilisés	200 004		200 004	200 004
Prêts				
Autres immobilisations financières	341 863		341 863	356 238
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	28 678 603	5 578 314	23 100 289	20 123 725
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Créances				
Clients et comptes rattachés	1 013 197		1 013 197	413 309
Fournisseurs débiteurs				6 628
Personnel				
Etat, Impôts sur les bénéfices	50 038		50 038	179 345
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	34 410		34 410	207 427
Autres créances	11 723 109		11 723 109	12 901 354
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				3 000
Valeurs mobilières de placement	8 916		8 916	10 399
Disponibilités	1 091 272		1 091 272	5 214 419
Charges constatées d'avance	109 979		109 979	243 289
TOTAL ACTIF CIRCULANT	14 030 921		14 030 921	19 179 170
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	42 709 524	5 578 314	37 131 210	39 302 895

Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
PASSIF		
Capital social ou individuel	2 001 695	2 001 695
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	19 580 492	19 580 492
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	179 749	152 273
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	3 318 244	2 796 198
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	-851 139	549 522
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	24 229 041	25 080 179
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	12 276 756	13 255 732
<i>Découverts et concours bancaires</i>	139	2 234
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	12 276 895	13 257 966
Emprunts et dettes financières diverses		
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	6 890	293 302
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	186 694	390 704
<i>Personnel</i>	82 373	76 254
<i>Organismes sociaux</i>	110 504	106 457
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	134 209	68 885
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	27 135	20 467
Dettes fiscales et sociales	354 222	272 063
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	77 468	8 681
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	12 902 169	14 222 715
Ecarts de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	37 131 210	39 302 895

Compte de résultat

	France	Exportations et livraisons intracom.	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	4 077 518		4 077 518	3 386 409
Chiffre d'affaires net	4 077 518		4 077 518	3 386 409
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			4 500	
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges				32 036
Autres produits			117	486
Total produits d'exploitation (I)			4 082 135	3 418 931
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			1 562 385	1 334 643
Impôts, taxes et versements assimilés			52 226	38 894
Salaires et traitements			1 057 253	1 088 307
Charges sociales			430 211	418 361
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			632 753	328 913
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			679	15 018
Total charges d'exploitation (II)			3 735 506	3 224 136
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			346 629	194 795
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			14 436	
Produits financiers				
De participation (3)			928 609	966 418
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			232 469	322 405
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			1 161 078	1 288 823
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			614 602	134 258
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			500	
Total charges financières (VI)			615 102	134 258
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			545 976	1 154 565
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			878 169	1 349 360

Compte de résultat (suite)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	12 200	
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	12 200	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		135
Sur opérations en capital	15 858	73 537
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 116 150	723 310
Total charges exceptionnelles (VIII)	2 132 008	796 982
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-2 119 808	-796 982
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-390 500	2 856
Total des produits (I+III+V+VII)	5 255 413	4 707 754
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	6 106 552	4 158 232
BENEFICE OU PERTE	-851 139	549 522
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

Dossier financier

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA WINFARM

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 37 131 210 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 851 139 EURO.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 28/02/2025 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2020-09 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 relatif au PCG.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

FUSION-ABSORPTION DES SOCIETES KABELIS ET KABELIS MATERIAUX DANS VITAL CONCEPT :

Le 31 mai 2024, VITAL CONCEPT, associé unique des sociétés KABELIS et KABELIS MATERIAUX, a décidé d'absorber ses deux filiales dans le cadre d'une fusion simplifiée. La fusion a été définitivement réalisée le 15 juillet 2024, à l'issue du délai d'opposition des tiers. Au niveau comptable et fiscal, la fusion prend effet rétroactivement au 1er janvier 2024.

Les deux opérations ont été soumises au régime fiscal de faveur prévu à l'article 210 A du CGI. Les actifs et passifs ont été repris à leur valeur nette comptable non réévaluée au 1er janvier 2024, ne générant aucune plus-value en sursis d'imposition.

MISE EN SERVICE DE L'UNITE DE TRANSFORMATION DES PRODUITS LAITIERS PAR PAVETI - COMMERCIALISATION DES PRODUITS "AU PRE" :

L'unité de transformation des produits laitiers, créée via la filiale PAVETI, est opérationnelle à compter de février 2024. Les premiers points de vente des produits « AU PRE ! » ont été approvisionnés également en février 2024.

PARTICIPATION DANS LA SCEA BEL ORIENT - DEPRECIATION DES TITRES :

La dépréciation sur les titres de la SCEA BEL ORIENT a été complétée de 2 116 150 € sur l'exercice 2024, portant la dépréciation total à 4 221 350 €. La valeur nette comptable des titres s'établit à 479 600 €.

CONTROLE FISCAL

En date du 14 mars 2025, la société a reçu un avis de vérification de comptabilité portant sur les périodes allant du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023 avec extension sur 2024 pour la taxe sur les salaires. Le contrôle est en cours et aucune conclusion n'est connue à date.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentatio	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	54 928	46 282		101 210
Immobilisations incorporelles	54 928	46 282		101 210
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	23 773	3 666 000		3 689 773
- Installations générales, agencements aménagements divers		11 176		11 176
- Matériel de transport	1 595 483		34 042	1 561 441
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	155 186	3 095		158 280
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	8 351		8 351	
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 782 793	3 680 271	42 393	5 420 670
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	20 593 216	2 022 140	500	22 614 856
- Autres titres immobilisés	200 004			200 004
- Prêts et autres immobilisations financières	356 238		14 375	341 863
Immobilisations financières	21 149 458	2 022 140	14 875	23 156 723
ACTIF IMMOBILISE	22 987 179	5 748 693	57 269	28 678 603

Pour l'application de l'article 311-2 du PCG relatif à la comptabilisation des actifs, il n'a pas été identifié d'immobilisations décomposables.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Coût d'achat).

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-EURO
(1) Capital - (2) Capitaux propres autres que le capital - (3) Quote-part du capital détenue (en pourcentage)
(4) Valeur comptable brute des titres détenus - (5) Valeur comptable nette des titres détenus
(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés
(7) Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise
(8) Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - (9) Résultat du dernier exercice clos
(10) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
A. RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR CHAQUE TITRE										
- Filiales (détenues à + 50 %)										
SEEDEVOL	1	252	100,00	1	1	254		266	-70	
SAS AGRI TECH' SERVICE	29	160	100,00	423	423	1		1 385	67	64
SCEA DE BEL ORIENT	1 336	-5 557	99,99	4 701	480	10 090	1 957	1 129	-1 393	
SAS VITAL CONCEPT	275	716	100,00	4 453	4 453	7 622	7 107	110 243	-2 031	96
SAS ALPHATECH	63	4 111	100,00	2 739	2 739	1 810	2 528	16 881	1 176	29
PAVETI	200	-1 881	100,00	200	200	1 529		143	-1 503	
- Participations (détenues entre 10 et 50%)										
SCI B2F CITATION HANGAR	4	110	25,78	1	1	11		44	20	
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES										
- Autres filiales françaises										
- Autres filiales étrangères										
- Autres participations françaises										
- Autres participations étrangères										

La valeur brute est constituée du coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

PARTICIPATION DANS LA SCEA BEL ORIENT - DEPRECIATION DES TITRES :

La participation dans la SCEA BEL ORIENT a été dépréciée à hauteur de 4 221 350 € à la date de clôture.

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentatio	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	19 828	28 258		48 086
Immobilisations incorporelles	19 828	28 258		48 086
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 521	282 581		293 103
- Installations générales, agencements aménagements divers		551		551
- Matériel de transport	631 323	284 443	34 042	881 723
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	96 581	36 920		133 501
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	738 425	604 495	34 042	1 308 878
ACTIF IMMOBILISE	758 254	632 753	34 042	1 356 964

Modalités d'amortissements

Pour l'application de l'article 322-4 du PCG relatif aux amortissements des actifs, les durées d'amortissement retenues correspondent aux durées d'usage pour les éléments non décomposables.

L'amortissement a été calculé sur la durée d'usage, soit sur le mode linéaire, soit sur le mode dégressif et en règle générale, selon les durées suivantes :

- Concessions, logiciel et brevet : linéaire & dérogatoire 1 à 5 ans
- Matériel de transport : 7 ans
- Matériel de bureau : Linéaire 5 à 10 ans
- Matériel informatique : Linéaire 3 ans
- Mobilier : Linéaire 10 ans

La différence entre l'amortissement économique, calculé selon le mode linéaire sur la durée normale d'utilisation du bien, et l'amortissement fiscal calculé selon le mode dégressif ou dérogatoire, est enregistré dans le poste "amortissements dérogatoires" figurant au passif du bilan au niveau des capitaux propres.

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 23 362 366 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	10 089 770		10 089 770
Prêts			
Autres	341 863		341 863
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 013 197	1 013 197	
Autres	11 807 557	11 807 557	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	109 979	109 979	
Total	23 362 366	12 930 733	10 431 633
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les créances ont été évaluées à leur valeur nominale. Elles ont été, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	91 140
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	62 797
Autres créances	130 557
Disponibilités	715
Total	285 209

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 2 001 695,00 EURO décomposé en 2 001 695 titres d'une valeur nominale de 1,00 EURO.

ACTIONS PROPRES

A la clôture de l'exercice, WINFARM détient en propre 4 341 titres gérés dans le cadre d'un compte de liquidité ouvert à cet effet et conclu avec le CIC MARKET SOLUTIONS. La valeur boursière de ces titres à la date de clôture s'élève à 17 364 € pour une valeur comptable de 16 263 €.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 18/06/2024.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	
Résultat de l'exercice précédent	549 522
Prélèvements sur les réserves	
Prélèvement sur la prime d'émission	
Total des origines	549 522
Affectation aux réserves	549 522
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	
Total des affectations	549 522

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2024	Affectation des résultats	Augmentatio	Diminutions	Solde au 31/12/2024
Capital	2 001 695				2 001 695
Primes d'émission	19 580 492				19 580 492
Réserve légale	152 273	27 476	27 476		179 749
Réserves générales	2 796 198	522 046	522 046		3 318 244
Résultat de l'exercice	549 522	-549 522	-851 139	549 522	-851 139
Total Capitaux Propres	25 080 179		-301 617	549 522	24 229 041

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 12 902 169 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un a	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	139	139		
- à plus de 1 an à l'origine	12 276 756	1 016 887	7 059 869	4 200 000
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	186 694	186 694		
Dettes fiscales et sociales	354 222	354 222		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	84 359	84 359		
Produits constatés d'avance				
Total	12 902 169	1 642 300	7 059 869	4 200 000
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	977 109			
(**) Dont envers les associés	6 890			

Les dettes ont été évaluées à leur valeur nominale.

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	37 560
Emprunts et dettes financières divers	78
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	104 887
Dettes fiscales et sociales	129 009
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	76 287
Total	347 821

Autres informations

Actions propres

En compte 2771 ou 2772 à la date de clôture de l'exercice :

- En nombre : 4 341
- En valeur : 16 263 EURO

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	109 979
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	109 979

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	3 511 462		3 511 462
Ventes de marchandises			
Produits des activités annexes	566 056		566 056
TOTAL	4 077 518		4 077 518

Charges et produits d'exploitation et financiers

Résultat financier

	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers de participation	928 609	966 418
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	232 469	322 405
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	1 161 078	1 288 823
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	614 602	134 258
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	500	
Total des charges financières	615 102	134 258
Résultat financier	545 976	1 154 565

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2021, la société SA WINFARM est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA WINFARM, 80 rue Arthur Enaud 22603 LOUDEAC Cedex. Elle agit en qualité de tête de groupe.

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

Notes sur le compte de résultat

Il a été retenu le principe de neutralité par lequel la société doit constater dans ses comptes, pendant toute la durée d'intégration dans le groupe, une charge ou un produit d'impôt analogue à celui qu'elle aurait constaté si elle n'avait pas été intégrée.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 11,62 personnes dont 1,39 apprentis.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	6	
Agents de maîtrise et techniciens	4	
Employés	1	
Ouvriers		
Total	12	

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : WINFARM

Forme : SA
SIREN : 492656640

Au capital de : 2 001 695 Euros

Adresse du siège social :
80 rue Arthur Enaud - Zone industrielle de Tres Le Bois
CS 60362 - 22603 LOUDEAC Cedex

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés	
	Montant en EURO
Effets escomptés non échus	
<i>LCL : cautions sur emprunts du groupe</i>	2 617 249
<i>BNP : cautions sur emprunts du groupe</i>	54 355
<i>BPGO : cautions sur emprunts du groupe</i>	4 230 076
<i>CA : cautions sur emprunts du groupe</i>	2 634 660
<i>CIC : cautions sur emprunts du groupe</i>	2 254 886
<i>BPI : cautions sur emprunts du groupe</i>	197 084
Avals et cautions	11 988 310
Engagements en matière de pensions	18 879
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>ALPHATECH : nantissement de 380 parts</i>	1 107 073
Autres engagements donnés	1 107 073
Total	13 114 262
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en EURO
Plafonds des découverts autorisés	
<i>BPI prêts 2020 : Garantie du FNG à hauteur de 50% de la dette</i>	512 500
<i>BPI prêts 2023 : Garantie du FNG à hauteur de 80% de la dette</i>	2 400 000
Avals et cautions	2 912 500
Autres engagements reçus	
Total	2 912 500
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 18 879 EURO

La convention collective de l'entreprise prévoit le versement d'indemnités de fin de carrière en cas de départ à la retraite. Il n'a pas été signé d'accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,35%
- Turn over : moyen (cadres), Moyen (non-cadres)
- Taux de croissance des salaires : 1% non cadres / 1,5% cadres
- Age de départ à la retraite : 60 à 67 ans
- Table de taux de mortalité : INSEE 2024
- Hypothèses de départ à la retraite : 100% départ volontaire/ 0% mise à la retraite

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013.

WINFARM

Société anonyme

Zone industrielle Très Le Bois

22600 Loudéac

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Bakertilly Strego
4, rue Papiau de la Verrie
49000 Angers
S.A.S au capital de 10 559 241 €
063 200 885 RCS Angers
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à
la Compagnie Régionale Ouest Atlantique

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 201 424 €
572 028 041 RCS Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

WINFARM

Société anonyme

Zone industrielle Très Le Bois

22600 Loudéac

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société WINFARM

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont consistés à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

Convention n°1 : Abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune conclu entre la société WINFARM et la société PINEAU CYCLING EVOLUTION (PCE) en date du 25 juin 2020

Personne concernée : M Patrice ETIENNE, PDG de votre société et gérant de la SARL TRES LE BOIS Présidente de la société PINEAU CYCLING EVOLUTION

Modalités : WINFARM a renoncé au remboursement et abandonné partiellement à hauteur de 1.000.000 euros la créance en compte courant qu'elle détenait à l'encontre de PCE. Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune d'une durée de 20 ans, aux termes de laquelle, dès lors que pour un exercice considéré, le résultat net comptable de PCE sera positif, PCE remboursera à WINFARM, dans un délai d'un mois suivant l'approbation des comptes de cet exercice par ses associés, un montant égal à 50% dudit résultat net comptable, et ce, jusqu'à complet remboursement de la créance abandonnée.

Cette convention n'a pas trouvé lieu à s'appliquer au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Convention n° 2 : cession de créance entre la société WINFARM et la SARL Très le Bois en date du 25 juin 2020

Personne concernée : M Patrice ETIENNE, PDG de votre société et gérant de la SARL TRES LE BOIS

Modalités : WINFARM a cédé à la SARL Très Le Bois le solde de la créance en compte courant qu'elle détenait sur PCE, soit 3 364 760 euros, moyennant le prix d'un euro.

Il a été convenu entre WINFARM, PCE et la SARL Très Le Bois que la créance cédée devrait être remboursée à la SARL Très Le Bois en 140 échéances mensuelles d'un montant de 24.034 euros et pour la 1ère fois le 31 janvier 2021 et que la société Très Le Bois reverserait à WINFARM tout montant ainsi perçu, déduction faite d'une somme égale à 0,3% de tout montant recouvrer, dans un délai de dix (10) jours ouvrés suivant la réception de tout paiement.

Cette convention n'a pas trouvé lieu à s'appliquer au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Lorient et Rennes, le 30 avril 2025

Les commissaires aux comptes

Bakertilly Strego

Deloitte & Associés

 *PIQUEE Stéphane*

Stéphane PIQUEE

radigue Guillaume

Guillaume RADIGUE